

*Ressources humaines  
et financières du DIP*

ÉDITION 2006

**DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (DIP)**

**SERVICE DE LA RECHERCHE EN ÉDUCATION (SRED)**

**&**

**SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS (SAFS)**

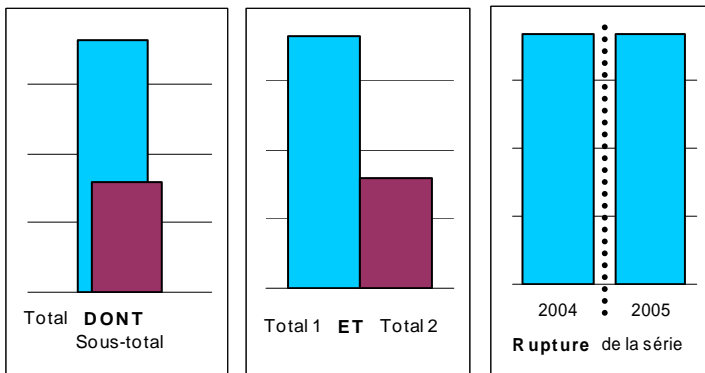
**GENÈVE**

Septembre 2006

## Symboles

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- . . . donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition

## Conventions graphiques



Les parties 1 et 3 ont été réalisées par Pierre-Alain Wassmer (SRED), la partie 2 par Claude-Alain Baertschi (SAFs).

Ce document a été réalisé en collaboration avec le Groupe des indicateurs de ressources (GIR) du Département de l'instruction publique de l'Etat de Genève. Font partie de ce groupe :

Claude-Alain Baertschi, secrétaire du GIR, SAFs ; Renato Bortolotti, SG ; Pascal Cirlini, DGPO ; Maurice Dandelot, DEP ; Caroline Favre, Université ; Michèle Frutiger, HES ; Monique Gerdil, CEFOPS ; François Grin, SRED ; Robert Monin, SAFs-DRH ; Manuel Montandon, DGOJ ; Patrick Mosetti, OFPC ; René Muhlemann, SAFs-DSIG ; Tien Pham, SAFs ; Yves Richard, DGCO ; Pierre-Alain Wassmer, SRED.

Édition : Narain Jagasia, SRED.

## Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>I. LES RESSOURCES DE L'ÉCOLE PUBLIQUE À GENÈVE</b>	<b>7</b>
<b>II. RESSOURCES PAR ÉLÈVE OU ÉTUDIANT</b>	<b>27</b>
<b>III. ÉVOLUTION 2004-2005 PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>39</b>
<b>Tableaux</b>	<b>46</b>
<b>Annexes</b>	<b>81 / I</b>



## Introduction

C'est dans des conditions un peu particulières que paraît cette neuvième édition de la publication *Ressources humaines et financières du DIP*, puisque le Groupe des indicateurs de ressources (GIR), qui assume sa parution, a passablement évolué dans sa composition depuis l'année dernière. En plus du remplacement d'un certain nombre de membres, c'est la présidence même du GIR qui a été touchée par des départs, ce qui a pu affecter le travail du groupe. La production de la présente étude a pourtant été menée à bien, avec l'aide de tous et, nous l'espérons, à la satisfaction de ses lecteurs.

Les échéances pour le Département de l'instruction publique se suivent et se multiplient, tant dans le cadre des institutions démocratiques que par rapport à la population en général. Il s'agit de rendre compte des activités de l'administration, dans ses finalités, mais aussi quant à l'utilisation des ressources allouées. C'est sur ce dernier point que nous pouvons apporter nos contributions de spécialistes, par la précision de nos informations, ainsi que par l'apport d'explications solides pour accompagner la description des évolutions.

Comme chaque année, nous présentons un ensemble d'indicateurs autour des ressources du DIP, avec le souci de conserver la même structure d'une année à l'autre de façon à garantir une lecture dans le temps, mais aussi en essayant de renouveler la forme et de la rendre la moins rébarbative possible. Certaines redites sont inévitables, mais quand cela se justifie, nous avons allégé le texte, ce qui nécessite parfois de se référer à des éditions plus anciennes pour avoir l'explication au complet. Le but est notamment d'introduire quelques éléments nouveaux qui viennent enrichir le texte sans l'alourdir.

A l'heure de la rentrée scolaire, il nous semble nécessaire de rappeler l'investissement réalisé par la collectivité genevoise pour son école, mais aussi les efforts fournis par l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices du DIP pour assurer une bonne gestion de cette école, qui concerne la population du canton et même bien au-delà.





## I. Les ressources de l'école publique à Genève

### INTRODUCTION

Les indicateurs de l'école, et spécialement les indicateurs de ressources, font maintenant partie de la production courante d'un centre comme le Service de la recherche en éducation et l'habitude que l'on a pu prendre de les voir et de les utiliser fait parfois oublier à quel point ce sont des constructions abstraites. Le terme même de « données » cache tout un travail de confection qui se trouve derrière chaque chiffre. Cela ne signifie nullement que les choix méthodologiques soient arbitraires, en fonction du moment, du lieu, ou de l'humeur du chercheur. Il faut plutôt considérer que les options prises lors de la construction des indicateurs sont basées sur des principes précis, qui sont – ou devraient être – les mêmes qui président à la lecture de cette information statistique.

C'est pourquoi l'explicitation de la démarche fait entièrement partie de la production d'indicateurs et en permet une lecture correcte tout en précisant les limites de l'interprétation que l'on peut en faire. Ainsi, les options de méthode sont autant de repères qui jalonnent le paysage dessiné par l'ensemble des indicateurs, en y apportant leur signification propre, souvent décisive.

Les données financières, qui forment toute la première partie de ce chapitre, émanent de la comptabilité officielle du DIP. Elles s'en écartent pourtant rapidement dans la mesure où la comptabilité a une logique annuelle tandis que les indicateurs apportent une perspective temporelle sur une décennie. Les catégories utilisées par l'information statistique doivent ainsi perdurer de façon cohérente sur toute la période examinée, ce qui n'est pas le cas des définitions de l'organisation administrative du DIP ou de la structure financière de la comptabilité, qui peuvent évoluer d'une année à l'autre.

La première notion qui vient à l'esprit est celle de périmètre de validité, qui définit l'objet de la mesure : alors que la comptabilité mesure l'activité d'un centre administratif, la statistique financière mesure un ensemble d'activités correspondant à un objectif politique – ou une mission – indépendamment des agents qui le mènent à terme, et donc indépendamment du centre administratif de rattachement de la dépense. Ainsi par exemple on ne parle pas de coût unitaire pour l'école primaire, mais de coût unitaire pour l'enseignement primaire, y compris les charges inhérentes à l'accompagnement socio-éducatif ou à l'administration centrale. Cette logique ne peut pourtant pas toujours être menée à bout, quand l'information manque. C'est le cas notamment avec la formation professionnelle duale (les apprentissages en emploi), dont la partie au sein de l'entreprise n'est pas mesurable en termes de coût.

C'est le cas aussi quand les objectifs politiques changent et que les activités anciennes ne peuvent pas être rangées dans les mêmes catégories, comme avec la création des Hautes écoles spécialisées (HES). La reprise par les nouvelles écoles HES de formations ou fractions de filières anciennes fait que non seulement nous avons une nouvelle catégorie intitulée « HES » mais que l'ancienne catégorie « secondaire postobligatoire » a été redéfinie. Cela implique une rupture de la série, qui ne peut plus être lue sur l'ensemble de la période. Cette rupture de série, quand elle infléchit les informations présentées de manière suffisamment importante pour en changer la lecture, est indiquée dans les graphiques par une ligne pointillée. Dans ce cas, c'est donc le changement

structurel (la modification de l'organisation des filières de formation) qui imprime sa marque sur l'évolution de la courbe<sup>1</sup> à l'endroit désigné.

Le deuxième grand groupe d'indicateurs est constitué des informations sur les ressources humaines, exprimées en personnes ou en postes équivalents plein-temps (EPT). Ces informations ne proviennent pas de la comptabilité, mais de la gestion des paies<sup>2</sup>. On y retrouve les classements par centre de frais – comme dans la comptabilité financière – avec une série d'informations supplémentaires sur les caractéristiques sociodémographiques du personnel.

Un des intérêts pour ces indicateurs est de pouvoir les rapprocher des informations financières et administratives. La principale difficulté pour cela réside dans le décalage des périodes de référence : année scolaire et année civile ou budgétaire ne correspondent pas. Ainsi il existe des mécanismes de correction du budget lors de la rentrée scolaire, car les effectifs d'élèves – et donc les besoins en classes et en enseignant-e-s – ne sont pas encore connus précisément au moment où le budget annuel est arrêté, généralement l'automne précédent.

Les statistiques du personnel sont relevées à la fin de l'année civile, correspondant à des effectifs stabilisés du point de vue de l'année scolaire – après trois mois permettant des ajustements. Pourtant, ces effectifs ne recouvrent pas l'ensemble de la période de l'année civile, car entre juin et septembre, les effectifs – particulièrement pour les enseignant-e-s – peuvent varier passablement, non seulement en fonction du nombre d'élèves, mais aussi selon des réaménagements de l'organisation scolaire ou par la création de nouvelles filières. Cette difficulté est résolue dans le calcul du coût unitaire par l'établissement d'« effectifs pondérés » qui prennent en compte à la fois les différences d'effectifs durant l'année civile, mais encore la durée de l'exercice (la deuxième partie de l'année, depuis les grandes vacances jusqu'à Noël, est plus courte que la première).

De façon générale, pour pouvoir les rapprocher des dépenses, les postes occupés doivent être calculés en « moyenne annuelle » c'est-à-dire à partir de l'occupation exacte à la fin de chaque mois, ce qui donne l'occupation réelle des postes, qui peut aussi de ce fait être comparée aux effectifs budgétisés (le budget étant formulé à la fois en postes et en francs).

La notion de périmètre de validité basée sur des types d'activités correspond aussi à une définition des destinataires qui demeure constante dans le temps. Non pas comme groupe d'individus précis – les élèves du primaire changent d'une année à l'autre – mais en tant que « profil d'utilisateur », en tant que population (ou catégorie) de destinataires.

En représentant les dépenses dans une perspective statistique, on fait apparaître l'évolution des coûts pour un ensemble précis d'activités, mais aussi l'évolution du financement en faveur de certains types d'utilisateurs. Pour donner un sens à ces indicateurs, il convient donc d'observer aussi l'évolution du volume d'activités ainsi que l'évolution de la taille du groupe des destinataires – ce qui n'est pas le but de l'approche comptable.

La mise en avant de groupes d'utilisateurs particuliers peut favoriser une conception de la « demande sociale » comme une donnée de base objective, intangible. Il ne faudrait pas oublier que la demande en éducation n'est pas un « donné » inchangeable, mais qu'elle évolue en fonction

---

<sup>1</sup> La courbe peut être figurée ici comme une ligne continue ou comme une succession de barres (histogramme).

<sup>2</sup> GIP : gestion intégrée du personnel, adaptée aux conditions spécifiques du corps enseignant.



d'autres facteurs comme l'offre scolaire, le pouvoir d'achat, les habitudes culturelles, ou même les obligations réglementaires et légales. Cette approche au travers de la demande sociale ne doit donc pas occulter une analyse des dépenses dans une logique de politique publique et d'intérêt général.

En outre, l'approche qui consiste à identifier les dépenses par objectifs (par groupe d'activités ou d'utilisateurs) a des limites. En isolant les dépenses pour une mission, comme l'appui aux élèves handicapés, ou plus largement les activités en faveur des élèves ayant des besoins d'encadrement renforcé, on se trouve dans différents cas de figure. Cette identification des dépenses selon les objectifs peut être facilitée dans un système qui sépare les élèves selon leurs besoins, mais elle est bien plus problématique dans une institution qui favorise l'intégration des élèves ayant des besoins particuliers dans les classes ordinaires. *Quand l'intégration est considérée comme la réponse à un problème spécifique*, on ne peut plus séparer les dépenses. On peut bien entendu comptabiliser les individus considérés comme ayant ce type de besoins particuliers (encore que cela devienne plus compliqué dans la mesure où il n'y a plus de décision administrative quant à leur affectation, donc quant à leur statut), mais on ne peut plus comptabiliser les dépenses spécifiquement affectées à leur encadrement « renforcé ».

La solution à cette question revient parfois à attribuer une certaine quantité de ressources supplémentaires par individu, mais à ce moment, on introduit une définition normative ou conventionnelle du besoin supplémentaire (ce qui devrait être utilisé en plus par individu) ne permettant pas une identification des ressources réellement consommées en plus. Ne connaissant pas la part « en plus », il est impossible de mesurer la « part ordinaire » et donc d'examiner son évolution dans le temps. Dans ce cas aussi il reste à déterminer les individus « ayants droit ».

Cette difficulté de mesure peut être étendue à tous les cas où l'on sait qu'il est préférable de mener des activités de façon regroupée – pour des raisons diverses, pédagogiques ou administratives. Séparer des activités qui devraient être menées de concert peut amener des coûts supplémentaires, à cause de la division du travail, par des besoins plus importants de coordination, par des déplacements ou des locaux supplémentaires, etc. La mesure séparée des dépenses (par objectifs) représente dans ce cas un facteur de coût qui n'est pas forcément négligeable.

Tout cela pour en arriver à une première conclusion, qui est que la mesure – dans le domaine de l'éducation en particulier – est un processus de construction (il n'y a rien de « donné ») qui a un certain coût et certaines limites qui se trouvent dans l'organisation des activités elles-mêmes (les activités ne sont pas organisées d'abord pour être mesurées). Cela signifie que les indicateurs représentent un outil certes utile, mais dont l'usage reste forcément limité. Dans la recherche d'information, il faut parfois faire valoir un compromis entre la précision et l'exactitude d'une part et les coûts induits par la centralisation de l'information de l'autre. Cette attitude pragmatique face à l'information statistique n'ôte en rien la nécessité de pousser au plus loin l'analyse des informations, de façon à produire des connaissances et d'en diffuser au mieux les résultats.



## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU DIP

### Des données comptables à l'information statistique

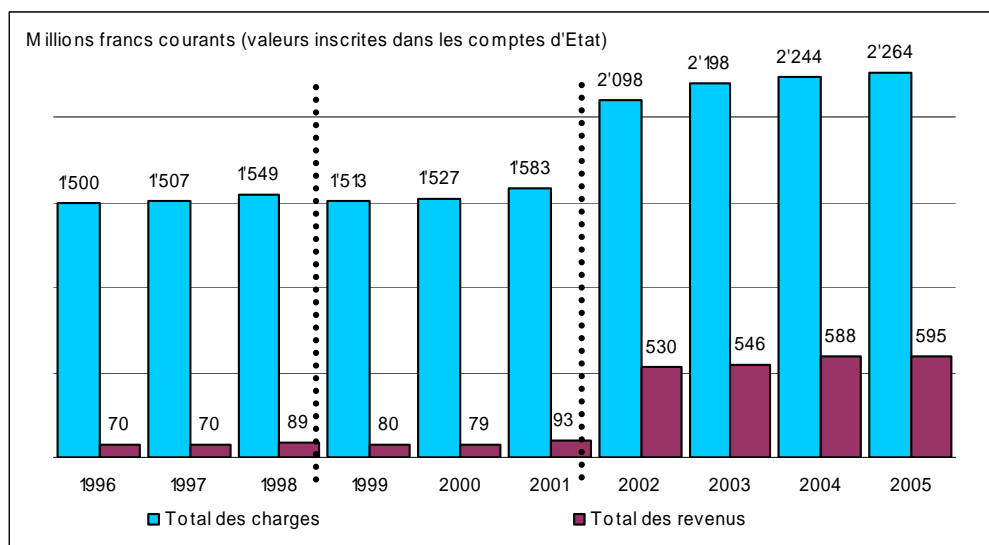
Cette partie initiale reprend la démarche analytique « pas à pas » à partir des dépenses comptables, pour reconstituer les dépenses globales pour arriver, par décompositions successives, aux dépenses par type de personnel. Le processus est complété par l'association de données de personnel ainsi que sur le niveau du coût de la vie. La dernière section de ce chapitre concerne les dépenses d'investissement, sous la forme *d'intérêts et amortissements*, ainsi que sous la forme des dépenses d'investissement réellement effectuées et inscrites dans le compte d'investissement. Une documentation est fournie en annexe et des explications supplémentaires sur la démarche peuvent se trouver dans les versions précédentes de cette publication<sup>3</sup>.

La présentation des données comptables<sup>4</sup>, dans le **GRAPHIQUE 1** ci-dessous, permet d'observer des « escaliers » vers le haut ou vers le bas. L'évolution des dépenses dans cette perspective reflète avant tout des changements comptables ou scolaires. Les principales lignes de ruptures – représentées par des pointillés – marquent ces changements : en 1999, la création des HES non seulement fait apparaître une diminution de l'ordre de 35 Mio F, mais représente un changement dans le mode de financement pour ces formations de niveau tertiaire. En 2002, l'augmentation de plus de 500 Mio F reflète l'inscription nouvelle dans les comptes de flux financiers « en transit », n'impliquant pas de dépenses supplémentaires.

### GRAPHIQUE 1

#### Charges et revenus DIP, en millions de francs courants, 1996-2005

Les changements de structure scolaire et d'inscription comptable empêchent une comparaison dans le temps.



© SRED, 2006

Ce que l'on voit dans ce graphique ne reflète pas directement des évolutions de dépenses en relation avec l'activité, ou en relation avec des changements de coût, mais des discontinuités de l'organisation administrative et financière. A contrario, des évolutions importantes sont cachées par ces mouvements de structure, qui demandent une approche plus fine.

<sup>3</sup> *Ressources humaines et financières du DIP – Données générales et approche par l'activité*, SAFs et SRED, Genève, septembre 1999 et éditions suivantes.

<sup>4</sup> La partie du DIP dans le compte d'Etat.

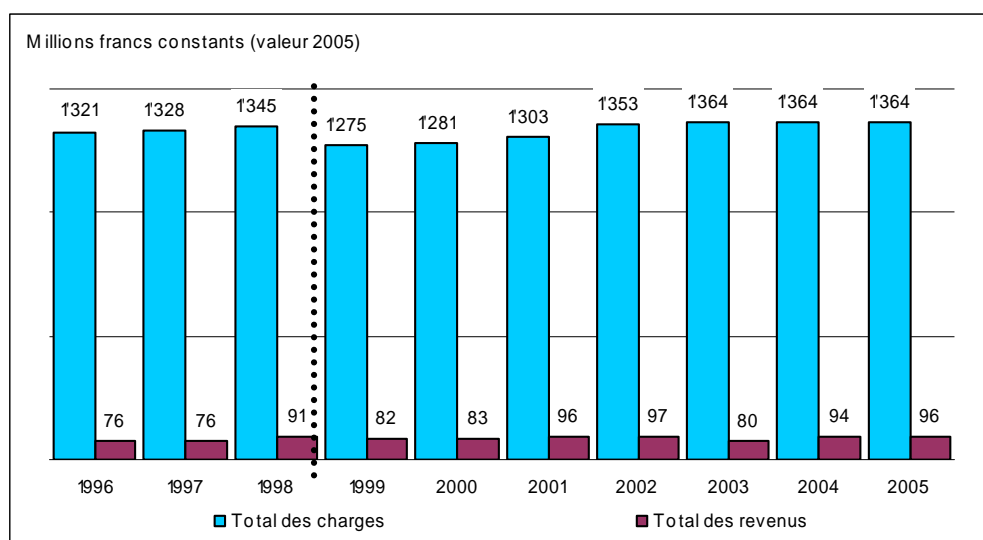
Les évolutions qu'il faut faire apparaître doivent avoir du sens du point de vue de la gestion des ressources parce qu'elles montrent une relation entre charges et activités. Il convient alors de procéder aux corrections permettant d'« effacer » les effets dus aux changements d'organisation administrative et de mode d'inscription comptable<sup>5</sup>.

Dernière difficulté, la manière de traiter l'enseignement tertiaire – HES et Université – qui est en partie financé par l'Etat de Genève et pour le reste par d'autres fonds, mais dont la gestion est effectuée avec une grande autonomie par ces institutions. Cela implique que soit on considère l'ensemble des charges de ces institutions – dont la gestion détaillée échappe au DIP, notamment pour ce qui relève des fonds privés – soit on ne retient pas ce type de charges, ce qui signifie qu'une partie des dépenses du DIP n'est pas soumise à l'analyse.

Pour résoudre ce problème, la démarche adoptée dans ce document propose plusieurs regards différents, d'abord sur les dépenses « sans Université ni HES » – ce que l'on appelle plus loin le « petit DIP »<sup>6</sup> – ensuite sur les dépenses totales de fonctionnement « y compris Université et HES », et finalement sur les dépenses « y compris les charges nettes de l'Université et des HES ».

### Dépenses stables et revenus en progression depuis trois ans

Après corrections et consolidation, une série temporelle est lisible, exprimée en francs constants<sup>7</sup>, que l'on voit dans le **GRAPHIQUE 2** ci-dessous. Dans ce graphique, on a écarté les dépenses des HES et de l'Université, de façon à décrire d'abord le « petit DIP ». On observe une rupture de la série entre 1998 et 1999, due à la création des HES. Des écoles et filières, aujourd'hui HES, étaient auparavant rattachées au postobligatoire, ce qui change la composition du postobligatoire.



© SRED, 2006

### GRAPHIQUE 2

**Charges et revenus DIP, avec le Centre de Lullier, sans Université ni HES, en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**

<sup>5</sup> On trouvera le détail des recompositions dans les éditions antérieures. Pour l'essentiel, il s'agit de l'arrivée au sein du DIP du Centre horticole de Lullier en 1998, de l'inscription de transitoires financiers dans les « subventions redistribuées » dès 2002, ainsi que du changement de nature des intérêts d'investissement, aussi en 2002.

<sup>6</sup> Référence au « petit Etat » qui n'inclut pas les institutions ou régies ayant une autonomie de gestion ni les organismes subventionnés.

<sup>7</sup> Les données 2005 sont identiques en francs courants et en francs constants. Pour produire des dépenses « selon des critères inchangés », il faut les exprimer en francs constants pour « effacer » les effets de la dépréciation de l'argent.

On constate la stabilisation des dépenses du « petit DIP » – sans Université ni HES – à une hauteur de 1'364 Mio F durant les trois dernières années, soit depuis 2003. Les revenus étant simultanément en progression, les charges nettes du « petit DIP » sont en diminution, passant de 1'285 Mio F à 1'268 Mio F en deux ans, soit 1.3 % en valeur constante (16.8 Mio F).

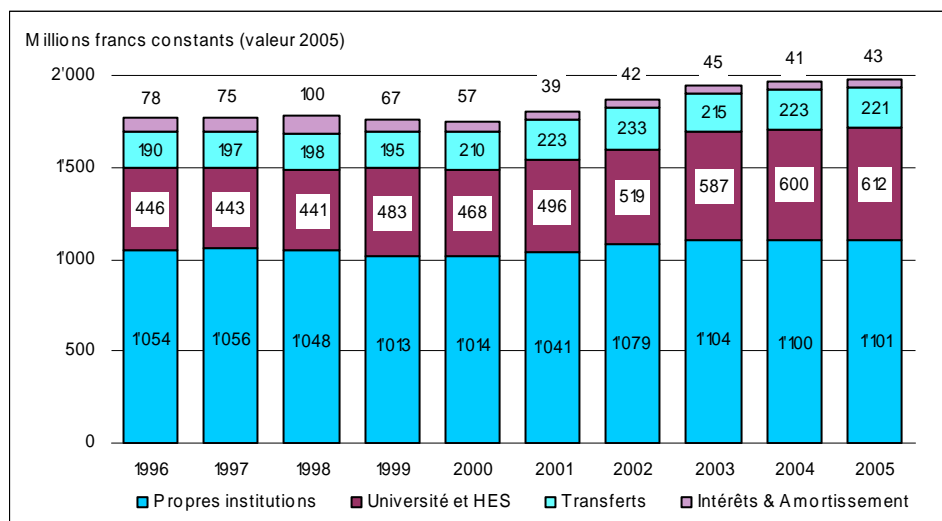
Le périmètre restreint du « petit DIP » correspond aux institutions entièrement intégrées à la gestion du Département. L'Université et les Hautes écoles spécialisées, ayant une large autonomie administrative, sont soumis à des processus de contrôle externes au travers des subventions globales (le système de l'enveloppe budgétaire pour l'Université) ou du financement *per capita*.

### Le tertiaire en progression depuis la création des HES

L'extension du périmètre statistique du « petit DIP » à l'Université et aux Hautes écoles spécialisées permet de produire le **GRAPHIQUE 3** ci-dessous. Dans cette série, on voit une progression continue du groupe « Université et HES » depuis 2000, qui passe de 468 Mio F à 612 Mio F (valeur 2005). L'augmentation pour ces enseignements du tertiaire<sup>8</sup> se monte ainsi à 144.2 Mio F en cinq ans, ou 30.8 % en valeur réelle.

#### GRAPHIQUE 3

**Charges d'investissement, de transferts<sup>9</sup>, dépenses de l'Université et des HES<sup>10</sup>, dépenses pour les propres institutions DIP, en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**



© SRED, 2006

Pour ce groupe « Université et HES », les montants représentent les dépenses brutes pour le fonctionnement<sup>11</sup>, sans distinction du détail. L'organisation administrative et comptable est d'ailleurs très différente entre l'Université et les HES, ne permettant pas une comparaison directe entre les deux institutions.

En 1999, avec la création des HES, le groupe « Université et HES » augmente fortement tandis que celui appelé « propres institutions » diminue de plus de 30 Mio F. Ce déplacement de

<sup>8</sup> Les enseignements tertiaires non universitaires et non HES sont financés par des subventions que l'on retrouve dans les « transferts ».

<sup>9</sup> Subventions et dédommagements, sans les dépenses pour l'Université et les HES.

<sup>10</sup> Dépenses consolidées à partir des comptes des HES et de l'Université (à l'exception des fonds de recherche).

<sup>11</sup> A l'exception des fonds de recherches privés et du Fond national pour la recherche scientifique (FNRS). La consolidation a été effectuée à partir des comptes de l'Université et des HES.

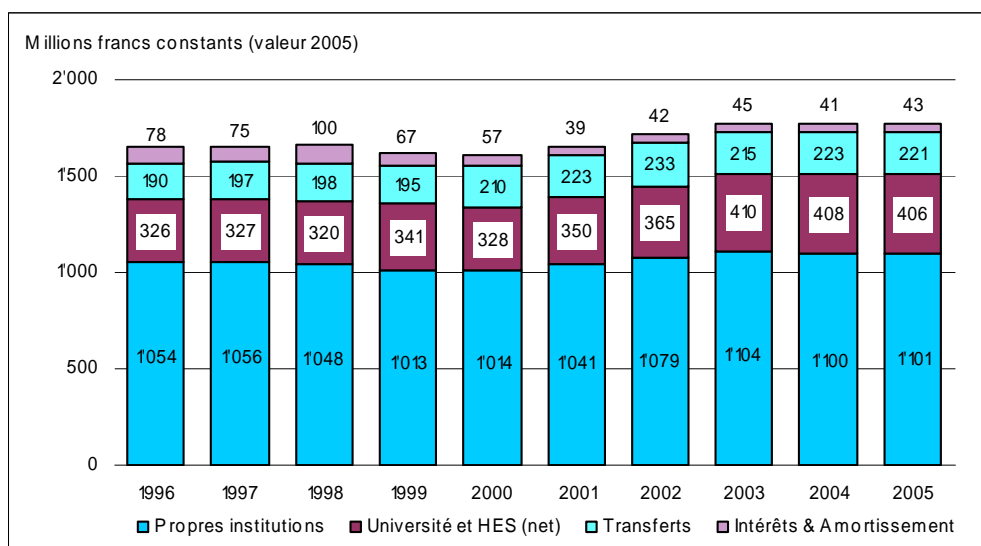
dépenses d'une catégorie à l'autre correspond à un changement de statut pour les filières du postobligatoire qui deviennent HES.

Les HES continuent d'accueillir de nouvelles filières les années suivantes, reprenant d'abord l'École des Beaux-Arts (ESBA) en 2002, puis intégrant les activités d'écoles subventionnées – dans le social et la santé, puis dans la formation musicale supérieure – ce qui explique les modifications ultérieures dans le groupe « transferts ». Les subventions de l'Etat à ces écoles, qui apparaissaient auparavant dans les « transferts », contribuent maintenant aux dépenses du groupe « Université et HES ».

La création et le développement des HES ont donc fait diminuer les dépenses à la fois des « propres institutions » et des « transferts », tout en faisant accroître celles du groupe « Université et HES ». Dans le même processus de consolidation comptable, les financements – en particulier les subventions fédérales – allant vers les filières anciennement rattachées au postobligatoire ne passent plus par la comptabilité du DIP, alimentant aujourd'hui directement les comptes des HES. Cela signifie aussi que le mode de financement change et adopte le modèle *per capita* des HES. A la suite de toutes ces modifications, l'ensemble des HES genevoises ne peut plus être comparé avec le groupe *HES* qui apparaît dans la statistique en 1999.

### Charges nettes du tertiaire en légère diminution depuis trois ans

Avec le développement important de l'enseignement tertiaire se pose la question de la part supportée par l'Etat de Genève et de l'évolution de la charge dans les comptes du DIP. Pour mettre en lumière ce groupe de dépenses, il convient de passer d'un système de comptabilisation brut pour le fonctionnement à un système global net. C'est ce que l'on peut voir dans le **GRAPHIQUE 4** ci-dessous. Les dépenses par groupe sont présentées à nouveau, mais avec les dépenses nettes pour le groupe « Université et HES ».



**GRAPHIQUE 4**

**Charges d'investissement, transferts, charges nettes<sup>12</sup> de l'Université et les HES, dépenses pour les propres institutions DIP, en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**

© SRED, 2006

Ce tableau peut être considéré comme un peu hybride dans la mesure où l'on présente des charges brutes pour les « propres institutions » et des charges nettes pour le groupe « Université et HES ».

<sup>12</sup> Différence entre les dépenses brutes et les revenus bruts, dans les parties consacrées à l'Université et aux HES au sein des comptes du DIP (le compte HES est encore inclus dans l'enseignement postobligatoire jusqu'en 2004).

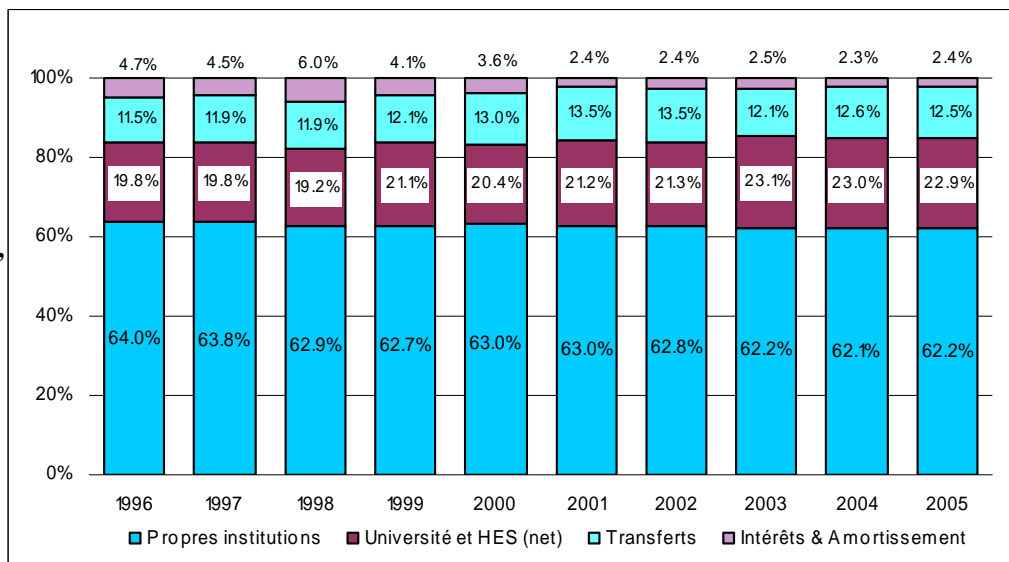
Il reflète pourtant deux situations très différentes avec des écoles intégrées au DIP et insérées dans la réalité locale d'une part, et des institutions de niveau tertiaire et d'envergure régionale – y compris pour les sources du financement. La part que représentent ces financements extérieurs au canton – et aux communes – est d'ailleurs très réduite pour les propres institutions du DIP. Pour lire au mieux les informations de ce tableau, il faut considérer les groupes « transferts » et « Université et HES (net) » comme étant de la même nature, des subventions et flux financiers divers<sup>13</sup>.

Le constat le plus important réside dans le fait que le DIP assure un financement quasi constant depuis trois ans, et que le développement actuel important des institutions de niveau tertiaire se fait avec des financements externes au DIP.

L'intérêt d'une telle présentation est aussi de pouvoir suivre l'évolution des grands groupes de dépenses pour les « propres institutions », pour l'investissement – sous la forme des « intérêts et amortissements » – et pour les « transferts » sans que le développement du tertiaire (sur des financement hors DIP) ni le changement de mode de financement de l'Université ne viennent perturber cette lecture. C'est ce qui permet de passer à une représentation proportionnelle des dépenses comme dans le **GRAPHIQUE 5**.

**GRAPHIQUE 5**

**Charges d'investissement, transferts, charges nettes de l'Université et des HES, dépenses pour les propres institutions DIP, en pour-cent, 1996-2005**



© SRED, 2006

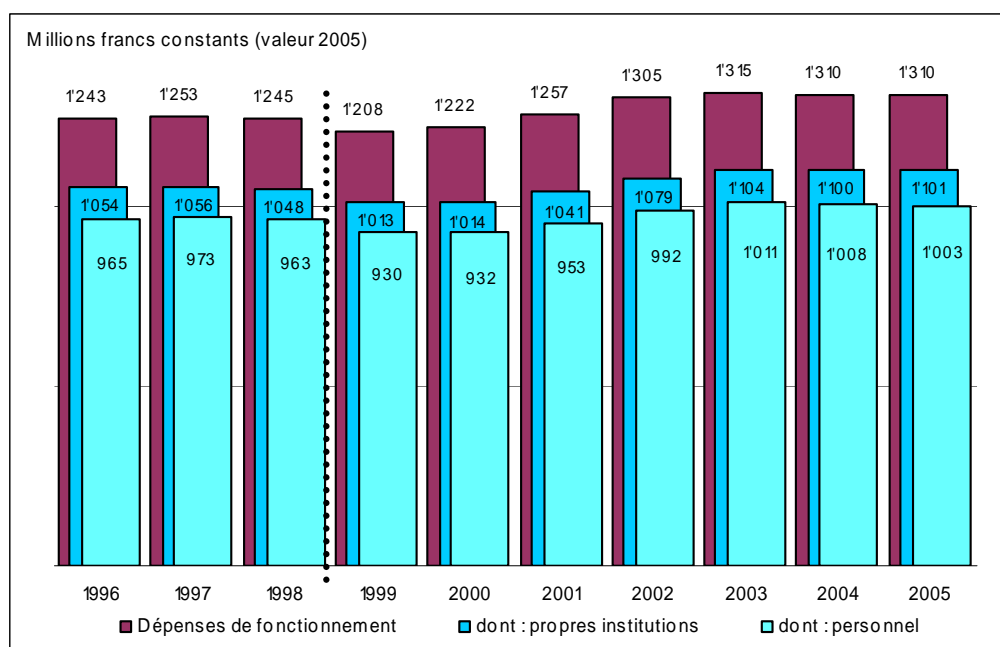
Le seul groupe de dépenses qui montre des fluctuations importantes est celui des « intérêts et amortissements » puisque les montants de ce groupe oscillent entre 2.3 % et 6.0 %. Cette évolution traduit des choix par rapport à l'investissement – effectués par le Département des finances – rendus possibles par une plus grande marge de manœuvre que dans les autres groupes de dépenses. Toutefois, la faible part que ce groupe représente sur l'ensemble des dépenses limite l'impact qu'il a sur l'évolution du total. L'investissement et les charges d'investissement sont analysés plus en détail à la fin de ce chapitre.

<sup>13</sup> Bien qu'en réalité il se trouve des frais de bâtiments et des charges d'investissement dans les dépenses pour l'Université. Ces dépenses ne représentent qu'une petite part de l'enveloppe budgétaire, essentiellement constituée d'une subvention forfaitaire.

On remarque une grande stabilité dans la répartition des groupes de dépenses, avec une proportion sensiblement identique pour les « propres institutions » depuis trois ans, après une lente descente de 64.0 % à 62.2 %. Les groupes « transferts » et « Université et HES » prennent plus d'importance, ce qui montre un développement plus important des activités extérieures au DIP. En effet, les *propres institutions* sont celles qui dépendent directement de la gestion administrative du Département, ce que l'on a appelé le « petit DIP ».

### Charges de personnel légèrement en baisse depuis 2003

L'ensemble des dépenses de fonctionnement – *dédommagements, subventions accordées, frais de bâtiments, biens & services et personnel* – baisse quelque peu entre 2003 et 2004, puis se stabilise en 2005 à hauteur de 1'310 Mio F. Cette stabilité est aussi visible sur les dépenses pour les « propres institutions » tandis que la baisse se poursuit légèrement pour les dépenses de personnel (**GRAPHIQUE 6**). Le groupe des « propres institutions » correspond aux écoles gérées directement par le DIP<sup>14</sup>, de même que les services d'accompagnement scolaire<sup>15</sup>.



**GRAPHIQUE 6**

**Dépenses de fonctionnement, pour les propres institutions et pour le personnel, (sans Université ni HES), en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**

© SRED, 2006

Ainsi, la dernière année de la période, les dépenses de personnel diminuent sans pour autant entraîner une baisse sur les dépenses de fonctionnement. Bien que les mouvements soient de faible ampleur, le constat est surprenant dans la mesure où les efforts d'économies sont généralement centrés sur des réductions de la masse salariale – les dépenses de personnel représentant la plus grande partie des dépenses de fonctionnement.

Cette évolution des dépenses de personnel peut être suivie plus dans le détail, avec les dépenses par type de personnel (**GRAPHIQUE 7**). On voit que la baisse sur le total des dépenses de personnel

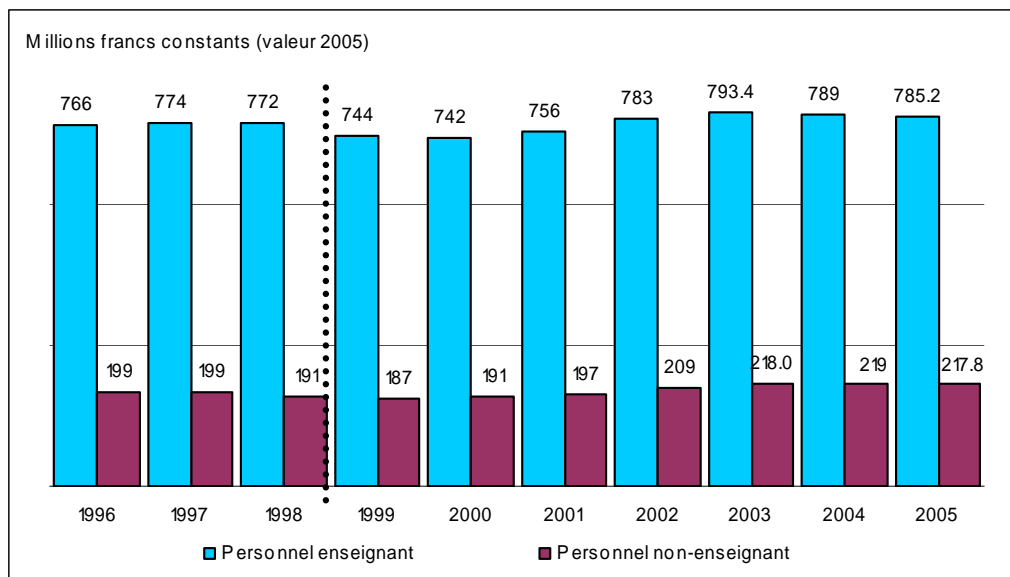
<sup>14</sup> Écoles enfantine, primaire et secondaire, ainsi que certaines formations professionnelles de niveau tertiaire (au sein du CEFOPS et du CEPTA).

<sup>15</sup> OFPC, OJ et services centraux.

(avec charges sociales et traitements complémentaires<sup>16</sup>) touche autant les enseignant-e-s que le personnel administratif et technique.

**GRAPHIQUE 7**

**Dépenses pour le personnel selon le type, (sans Université ni HES), en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**

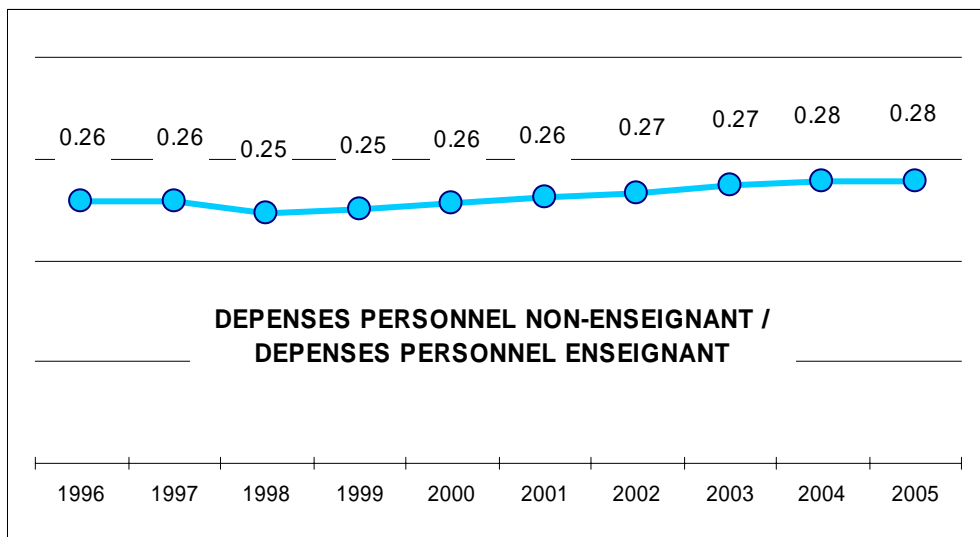


© SRED, 2006

Les niveaux de dépenses sont différents puisque, avec 785 Mio F, les dépenses en faveur des enseignant-e-s représentent environ 3,5 fois celles qui vont en direction du personnel administratif et technique (218 Mio F). La diminution est de 3.5 Mio F pour le groupe des enseignant-e-s (0.4 %) et de 1.6 Mio F pour les administratifs et techniques (0.7 %). La diminution est donc proportionnellement plus importante pour ce type de personnel, sans toutefois infléchir le rapport entre dépenses pour les uns et dépenses pour les autres, comme le montre le **GRAPHIQUE 8**.

**GRAPHIQUE 8**

**Rapport entre dépenses pour le personnel non-enseignant et dépenses pour le personnel enseignant, (sans Université ni HES), 1996-2005**



© SRED, 2006

D'après cet indicateur, en 2005, 28 francs sont dépensés pour le personnel administratif et technique quand 100 francs sont dépensés pour les enseignant-e-s.

<sup>16</sup> Personnel surnuméraire et prestations diverses.

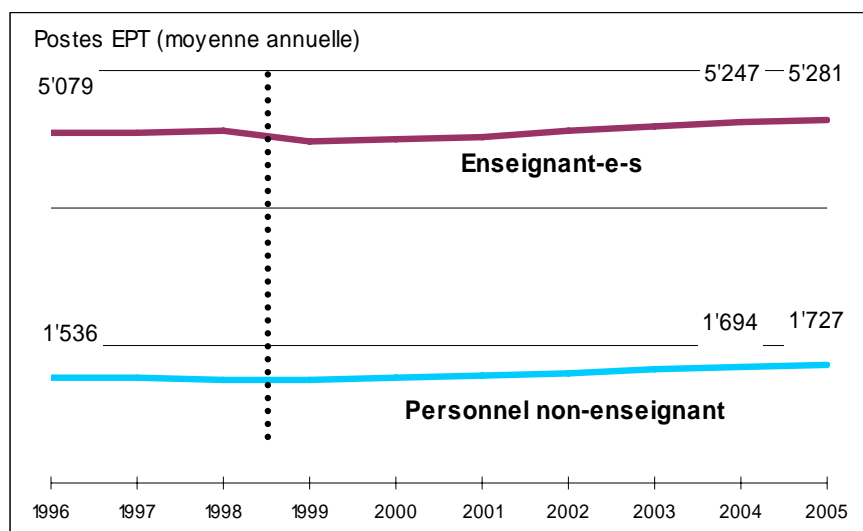


Le rapport entre dépenses pour enseignant-e-s et dépenses pour autres personnels est un indicateur financier dont l'évolution dépend d'un grand nombre de facteurs. Il y a bien entendu l'évolution des effectifs qui entre en jeu, mais pas uniquement. Il est ainsi intéressant d'aller plus loin dans l'analyse et d'examiner les facteurs les plus importants, et en premier lieu, l'évolution des effectifs par type de personnel.

### Les effectifs du personnel progressent encore en 2005

L'évolution du personnel est généralement donnée par type de personnel, les enseignant-e-s ayant une organisation du travail – horaires, déplacements, charges hors enseignement, etc. – et des statuts administratifs profondément différents. La mesure des effectifs prend plusieurs formes, soit en moyenne annuelle (représentant la charge d'occupation comparable à la charge financière), soit en situation de fin d'année (permettant d'observer des répartitions géographiques et des structures selon divers caractères). La période de référence de l'année scolaire influence en outre passablement les modifications d'effectifs des enseignant-e-s. D'ailleurs, des mécanismes d'ajustement des effectifs à la rentrée scolaire ont été mis en place pour palier à la rigidité des budgets alloués en début d'année civile.

Les deux mesures d'effectifs, en moyenne et en fin d'année, montrent des évolutions un peu différentes, ce qui justifie qu'elles soient présentées toutes deux ci-dessous. En *moyenne annuelle*<sup>17</sup>, le nombre de postes d'enseignant-e-s – comptabilisés en équivalents plein-temps – augmentent de 35 EPT<sup>18</sup> entre 2004 et 2005 pour l'ensemble du DIP, sans Université ni HES (0.7 %). Pour les autres personnels, la différence est de 34 EPT, soit 2.0 %.



**GRAPHIQUE 9**  
**Postes occupés au DIP**  
**selon le type de personnel**  
**(sans Université ni HES) en EPT**  
**(moyennes annuelles),**  
**1995-2004**

© SRED, 2006

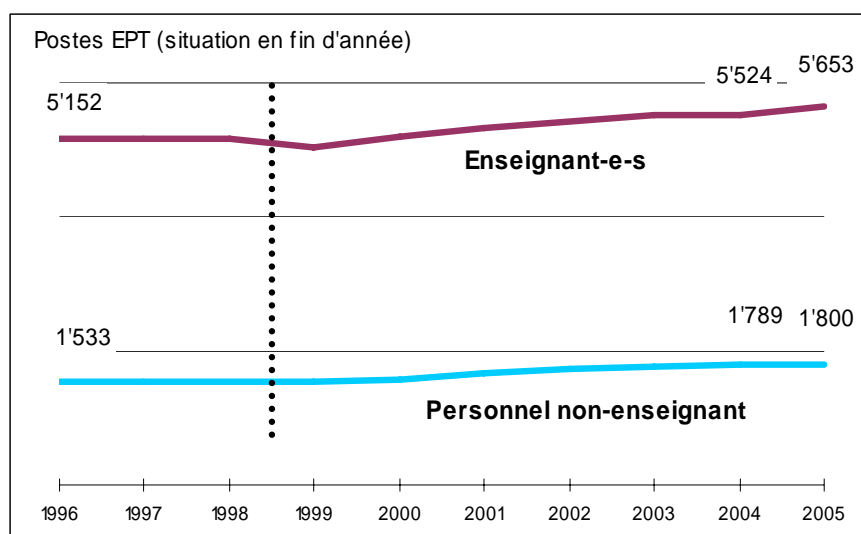
En *effectifs de fin d'année*, l'évolution entre 2004 et 2005 est de 130 EPT pour le personnel enseignant (2.3 %) et de 11 EPT pour les autres personnels (0.6 %), dans le **GRAPHIQUE 10** à la page suivante.

<sup>17</sup> Les données détaillées par unité budgétaire se trouvent dans le Tableau 11 en annexe.

<sup>18</sup> Arrondi. Le nombre exact est 34.7 EPT, de 5'246.6 EPT en 2004 à 5'281.3 EPT en 2005. Pour le personnel administratif et technique, il est de 33.7, de 1'693.6 EPT à 1'727.3 EPT. Le détail des effectifs moyens se trouve dans le Tableau 11 en annexe.

**GRAPHIQUE 10**

**Postes occupés au DIP  
selon le type de personnel  
(sans Université ni HES) en EPT  
(situation en fin d'année),  
1995-2004**



© SRED, 2006

La différence relativement conséquente entre les deux types de mesures (moyenne annuelle et situation de fin d'année) tient aux fluctuations durant l'année, la situation de fin d'année reflétant la fluctuation particulière à ce moment. Ainsi la moyenne annuelle de l'effectif des enseignant-e-s est plus basse (5'281) que la situation de fin d'année (5'653) et avec une différence de 372 EPT l'écart est de 7.0 %. Pour les administratifs et techniques, la moyenne annuelle est de 1'727 EPT et la situation de fin d'année de 1'800 EPT. La différence de 73 EPT représente 4.2 % entre les deux types de mesure<sup>19</sup>.

Comme dit plus haut, dans une perspective de charge de personnel, il convient mieux d'utiliser la mesure de la moyenne annuelle, qui se situe à un niveau plus bas que la situation de fin d'année, cette dernière représentant souvent un pic dans l'occupation des postes, spécialement pour les enseignant-e-s. L'évolution qui est significative est ainsi de 35 EPT pour le personnel enseignant et de 34 EPT pour les autres personnels pour la dernière année de la période observée. La rupture de la série entre 1998 et 1999 est due à la création des HES, qui a entraîné le déplacement d'un certain nombre de postes, principalement des enseignant-e-s, de l'enseignement postobligatoire vers les nouvelles formations devenues de niveau tertiaire. En 1999, les postes attribués aux HES représentaient 211 EPT.

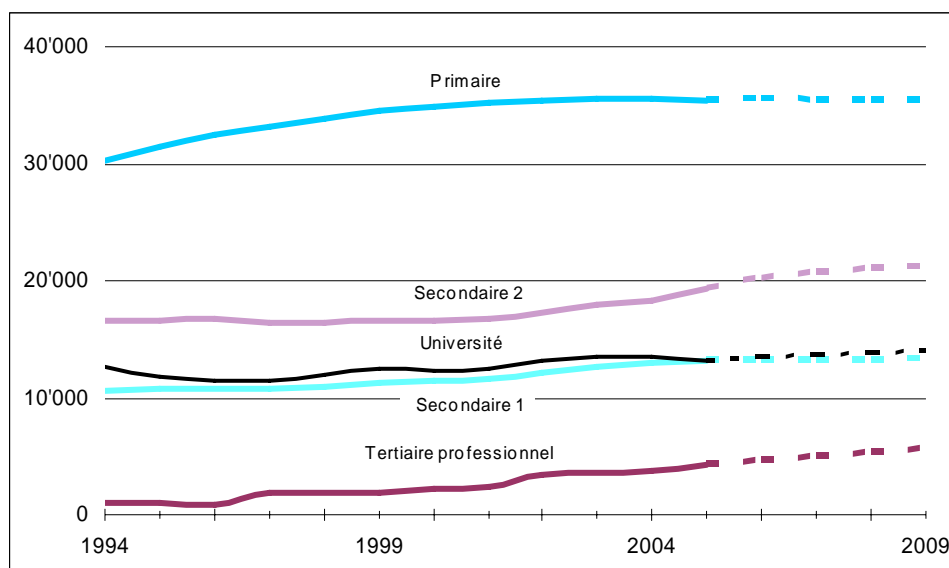
A côté de la charge de l'emploi, le taux d'activité est aussi un élément intéressant du point de vue de la gestion du personnel et de la prévision du besoin en enseignant-e-s. Globalement pour les enseignant-e-s, ce taux est de 0.77 % en 2005. A l'inverse, le taux d'occupation des emplois est de 1.30 personnes par emploi (par EPT). La différence selon le genre est assez limitée pour l'ensemble de l'enseignement puisque le taux d'activité est de 0.78 % pour les hommes et de 0.76 % pour les femmes (résultats complets dans le **TABLEAU 16** en annexe).

Le *personnel administratif et technique* recouvre une grande diversité de domaines d'activités : paramédical et médical (1'023 personnes), technique (358 personnes), scientifique (334 personnes). Les fonctions de type manuel occupent 177 personnes tandis que l'administration emploie 1'822 personnes (détails dans les tableaux 12-13 en annexe).

<sup>19</sup> Des données plus complètes sur les écarts durant la période se trouvent dans l'annexe technique. Elles montrent en particulier que les écarts étaient très faibles jusqu'en 1998, ce qui justifie que l'on ait pu prendre indifféremment la situation de fin d'année ou la moyenne annuelle à ce moment. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

## Demande éducative toujours en hausse

L'augmentation du nombre de postes, pour les enseignant-e-s comme pour les autres personnels, correspond avant tout à une progression quantitative de la demande éducative, que l'on peut observer dans le **GRAPHIQUE 11**. Si l'enseignement primaire voit ses effectifs d'élèves baisser quelque peu en 2005 (-0.6 %), le Cycle d'orientation (+1.8 %) et surtout l'enseignement postobligatoire (+5.1 %) continuent de présenter des évolutions nettement positives.



**GRAPHIQUE 11**

**Effectifs d'élèves, étudiant-e-s de l'enseignement public à Genève 1994-2005 et prévisions d'effectifs<sup>20</sup> pour la période 2006-2009**

© SRED, 2006

Sur l'ensemble de la période, la croissance est continue pour l'effectif des élèves du primaire, du secondaire 1 et du secondaire 2 qui dépendent directement du DIP. En dix ans, c'est environ 9'000 élèves en plus qui sont accueillis par ces écoles – soit plus de 15 % – malgré le déplacement de filières du postobligatoire vers les nouvelles HES (et donc comptabilisées aujourd'hui dans le tertiaire professionnel).

A partir de 2006, les données présentées sont des prévisions d'effectifs. Pour les enseignements primaire et secondaire 1 et 2, ces prévisions sont basées sur des modèles prévisionnels intégrant les principaux facteurs d'évolution – les mouvements naturels et migratoires de la population, les flux d'élèves dans le système scolaire, le développement urbain, etc.

Entre 2005 et 2009, l'enseignement primaire tout comme le Cycle d'orientation (secondaire 1) devraient voir leurs effectifs d'élèves stagner, avec même une très légère hausse estimée à 0.4 % pour les deux ordres d'enseignement. Au niveau du secondaire 2, l'évolution est en revanche largement positive avec 9.8 % d'augmentation prévue des effectifs. Cette évolution est le résultat à la fois d'une vague démographique qui a déjà touché le primaire et le Cycle d'orientation, et d'une scolarisation probablement plus importante à ce niveau secondaire postobligatoire.

A côté des effectifs de personnel, l'autre grand facteur intervenant sur le niveau des dépenses de personnel est le salaire moyen. Cette information est traitée séparément pour les groupes de personnel, sous la forme du traitement mensuel brut moyen, qui est le salaire brut inscrit sur la

<sup>20</sup> Pour l'Université et le tertiaire professionnel, il s'agit de simples projections linéaires, tandis que pour les autres niveaux scolaires, les résultats proviennent de modèles prévisionnels complexes.

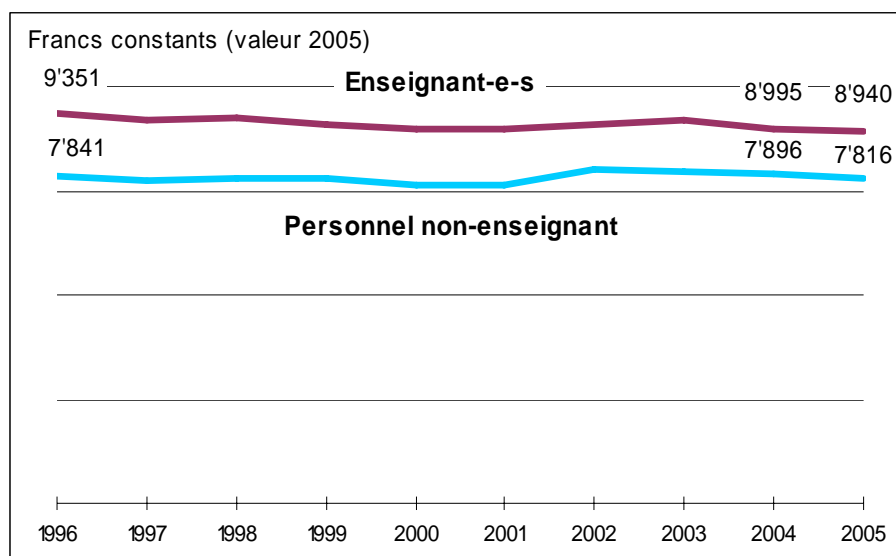
fiche de paie, avant déduction des diverses charges. L'ensemble des montants individuels est divisé par l'effectif en postes, ce qui revient à dire que ce traitement correspond à un plein-temps.

### Baisse du traitement brut moyen pour tous les groupes de personnel

En 2005, nous voyons dans le **GRAPHIQUE 12** que le traitement brut moyen est à la baisse pour les enseignant-e-s avec  $-55.40$  F ( $-0.6\%$ ) tout comme pour le personnel administratif et technique avec  $-80.40$  F ( $-1.0\%$ ). Cette baisse poursuit le mouvement de l'année précédente. Sur l'ensemble de la période 1996-2005, la baisse est plus nette pour les enseignant-e-s ( $-4.4\%$ ) que pour les autres personnels ( $-0.3\%$ ).

#### GRAPHIQUE 12

**Traitement mensuel brut moyen<sup>21</sup>**  
du personnel du DIP  
par type de personnel  
(sans Université ni HES)  
en francs constants (valeur 2004),  
(situation en fin d'année),  
1995-2004



© SRED, 2006

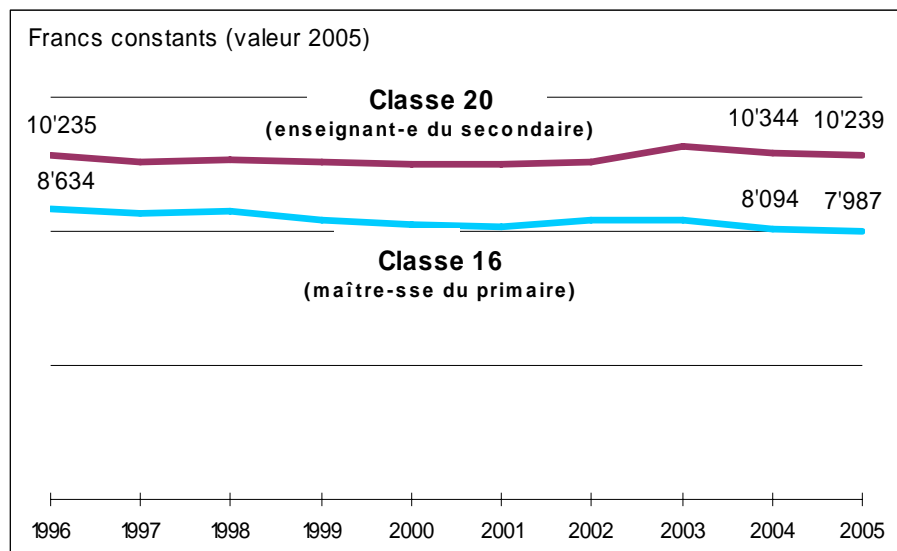
L'évolution du traitement brut moyen est le résultat de différents effets, en premier lieu de la compensation ou non du renchérissement du coût de la vie. Mais d'autres éléments interviennent de façon plus complexe, comme la répartition des emplois entre les différentes classes de traitement – qui peut changer d'une année à l'autre – ou comme le rythme de remplacement du personnel – qui contribue à accélérer les changements entre les classes de traitement. Le remplacement du personnel dépend lui-même du moment d'entrée dans le métier (qui peut être retardé) comme du moment de sortie (qui peut être anticipé), autant que des départs volontaires en cours de carrière.

Les conditions de travail et de rétribution étant différentes d'un ordre scolaire à l'autre, il est intéressant d'observer les résultats séparément pour les grands groupes de traitement. Au niveau de l'enseignement primaire, le statut ordinaire des maître-sse-s en charge des classes<sup>22</sup> correspond à la classe de traitement 16. Pour le secondaire, les enseignant-e-s ont le même statut au Cycle d'orientation et dans l'enseignement postobligatoire. Les enseignant-e-s, qui sont des spécialistes de discipline, ont la classe de traitement 20. Ce sont ces deux classes qui regroupent l'essentiel du corps enseignant du primaire et du secondaire, donc du personnel enseignant directement rattaché, administrativement parlant, au DIP.

<sup>21</sup> Cet indicateur correspond à la somme des montants versés pour les traitements (sans la part employeur aux assurances sociales) divisé par le total des postes EPT.

<sup>22</sup> Maître-sse-s titulaires, mais aussi généralistes non titulaires (GNT) ou enseignant-e-s spécialisé-e-s.

On observe l'évolution du traitement moyen pour ces deux classes 16 et 20 dans le **GRAPHIQUE 13**. La classe 20 est en baisse depuis deux ans, passant de 10'551 F en 2003 à 10'239 F en 2005, ce qui fait -312 F sur deux exercices (-3.0 %). Sur l'ensemble de la période, la variation est pratiquement nulle en valeur réelle (+4 F). Pour les maître-sse-s du primaire, l'évolution est un peu différente puisque, avec une diminution de -330 F, la baisse de ces deux dernières années se monte à -4.0 %. De plus, sur toute la période, la variation totale est négative, avec -647 F, soit -7.5 %.



**GRAPHIQUE 13**  
**Traitement mensuel brut moyen**  
**des enseignant-e-s du DIP**  
**(sans Université ni HES)**  
**en francs constants (valeur 2004),**  
**pour les principales**  
**classes de traitement**  
**(situation en fin d'année),**  
**1995-2004**

© SRED, 2006

L'évolution présentée ici est une moyenne et ne correspond pas à l'évolution de chaque traitement pris individuellement. Pourtant, comme pour la compensation du renchérissement, le blocage des mécanismes salariaux liés à l'ancienneté<sup>23</sup> contribue à l'évolution générale des traitements, que l'on pourrait comparer à « ce qu'un-e enseignant-e touche dans l'ensemble de sa carrière ».

Qu'il y ait des fluctuations sur le traitement moyen est normal dans une population qui n'est pas répartie régulièrement dans toutes les classes de fonction. Il s'agit alors plutôt de considérer les évolutions sur le long terme pour constater les effets des mécanismes salariaux (ou de leur absence) sur le traitement moyen. On peut néanmoins s'interroger sur l'évolution divergente pour le primaire et pour le secondaire, dans la mesure où les mécanismes salariaux sont en principe les mêmes aux deux niveaux. Il s'agit probablement d'effets de structure, qui font que plus ou moins de personnes sont touchées par les mesures prises, mais qu'il est extrêmement difficile à montrer tant la complexité et enchevêtrement des facteurs sont grands.

### Coût de la vie et compensation salariale

La décision de compensation du renchérissement n'intervient que lorsque l'on constate un renchérissement du coût de la vie, en principe une fois par année<sup>24</sup>. L'effet dû à la compensation (quand elle n'est pas accordée) sur la valeur réelle peut être évalué par la différence entre l'indexation accordée et le coût de la vie observé. C'est pourquoi une série temporelle est

<sup>23</sup> Annuités déterminant la progression au sein de la classe de traitement et prime d'ancienneté. Les mécanismes salariaux, liés à l'ancienneté ou au coût de la vie, sont présentés en annexe.

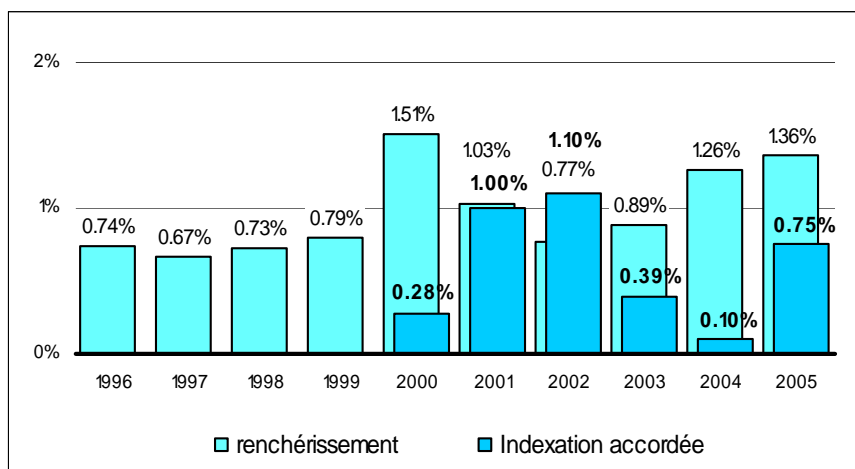
<sup>24</sup> En 2002 et 2003, l'indexation a été effectuée en janvier et en juillet.

présentée avec l'indice genevois des prix à la consommation – indicateur du coût de la vie – ainsi qu'avec le montant de l'indexation des salaires, quand elle a lieu. L'indexation est le résultat annuel pondéré (quand il y a une indexation en janvier et en juillet).

## GRAPHIQUE 14

**Renchérissment du coût de la vie dans la rémunération du personnel : variation de l'indice genevois des prix à la consommation (moyenne annuelle), et indexation accordée, 1995-2004**

L'indexation d'une année donnée – généralement accordée en début d'année – se base sur le calcul de renchérissement de la période précédente. Pour le détail des mécanismes salariaux, voir en annexe.



© OCSTAT et SRED, 2006

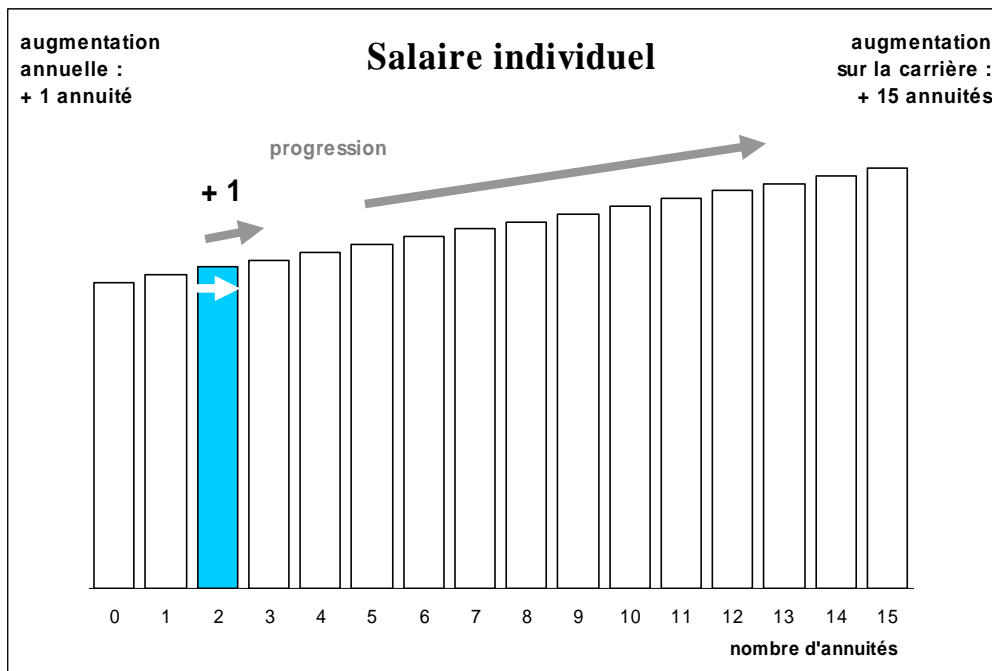
La comparaison du renchérissement avec l'indexation accordée fait apparaître des écarts importants entre les deux grandeurs. La part non compensée du renchérissement – la partie visible de la barre claire – correspond à la valeur « érodée » des traitements. Seule l'année 2002 voit une compensation plus importante que le renchérissement, même si l'on se réfère au renchérissement de l'année d'avant. La somme de ces parties non compensées représentent environ 6 % sur l'ensemble de la période considérée, de 1996 à 2005.

## Annuités dues à l'ancienneté : effets individuels et effets sur la masse salariale

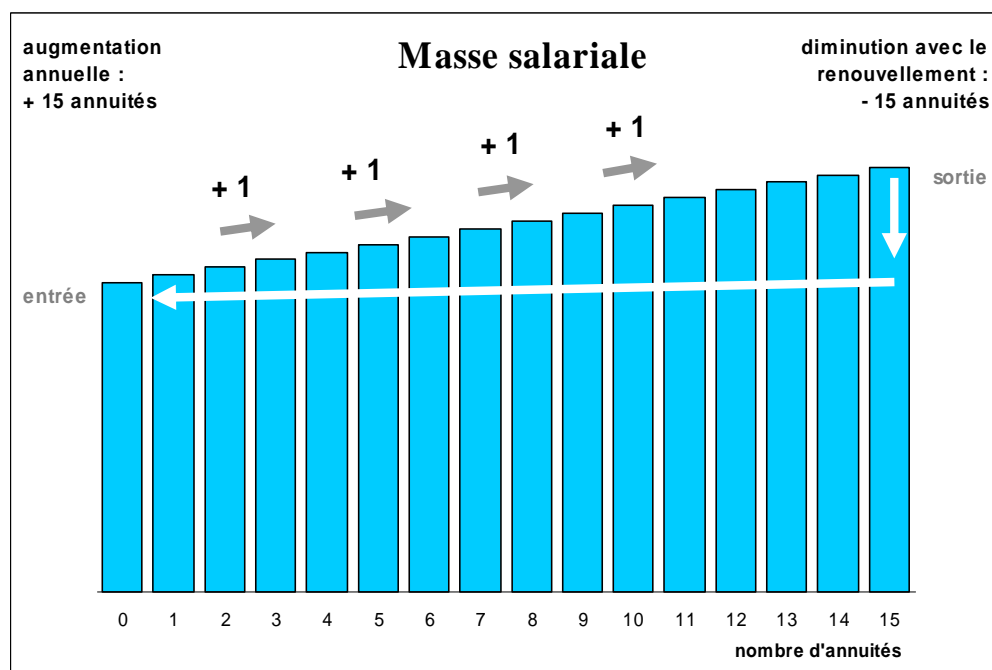
A côté des mécanismes de compensation du coût de la vie, il y a les mécanismes de revalorisation salariale liés à l'ancienneté (annuité, prime de fidélité). L'attribution se fait automatiquement – excepté quand des mesures politiques contraires sont prises – ce qui permet aux salaires de progresser à l'intérieur d'une fonction.

Dans l'exemple du **GRAPHIQUE 16**, avec une personne par niveau d'annuité, l'ensemble des annuités accordées dans l'année représente 15 annuités, tandis que la personne partant à la retraite « rend » 15 annuités lorsqu'elle est remplacée par une nouvelle personne sans ancienneté. Le même processus se produisant chaque année, la masse salariale reste stable.

Ce mécanisme fonctionne normalement quand les employés sont répartis régulièrement dans les niveaux d'annuités, que les départs à la retraite se produisent régulièrement et sont remplacés chaque année. Dans la réalité, les groupes de personnes ayant la même ancienneté ont des tailles différentes. Si les engagements ont été faits par vagues, les départs se produiront probablement aussi par vagues (dans le cas d'engagements au même âge).



**GRAPHIQUE 15**  
 Progression du traitement individuel avec les annuités



**GRAPHIQUE 16**  
 Progression de la masse salariale avec les annuités

© SRED, 2006

Ainsi, augmentations et diminutions de la masse salariale interviendront par cycle, et non pas nécessairement simultanément. Sur la durée, revalorisation salariale et gains dus aux départs se compensent, il n'y a donc pas d'effet d'augmentation dû au mécanisme lui-même, mais seulement des fluctuations annuelles que l'on peut attribuer à la structure (la répartition) des salaires individuels en fonction de l'ancienneté.

• •

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU DIP

Le compte des investissements permet d'inscrire hors du compte d'exploitation les dépenses pour des biens administratifs qui ont une utilité sur plusieurs années. La valeur de ces biens dépasse donc l'échéance de l'exercice annuel, et pourra de ce fait être inscrite au patrimoine administratif. Les subventions spécifiquement attachées à ces biens sont inscrites dans ce même compte, ce qui fait apparaître, par soustraction, l'investissement net, à la charge de l'institution.

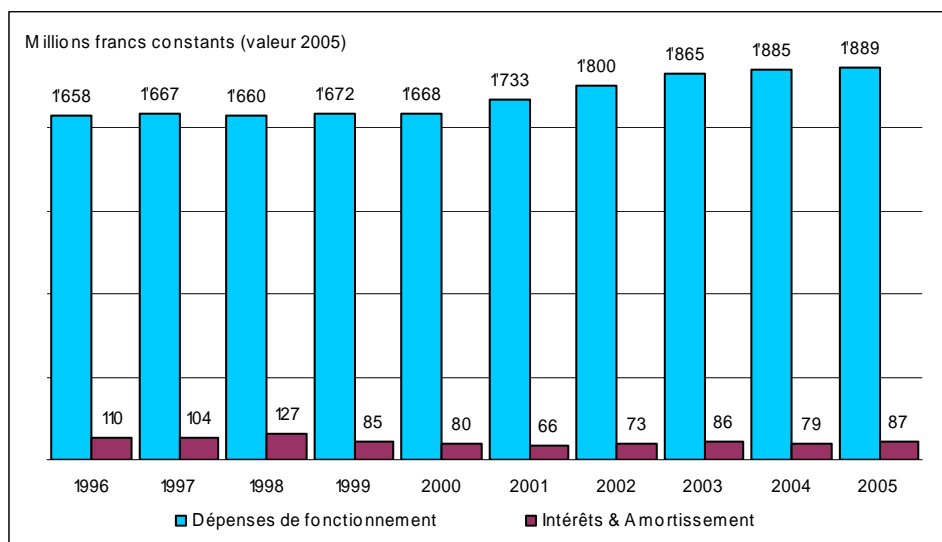
Cette distinction entre fonctionnement et investissement est pourtant relativement conventionnelle, et « le contenu des comptes des investissements de diverses collectivités n'est comparable que s'il existe *une notion uniforme de l'investissement* »<sup>25</sup>. En effet, les règles d'attribution à l'un ou à l'autre de ces comptes peuvent varier selon la collectivité concernée. Par exemple, lors de rénovation de bâtiments, il convient de savoir ce qui relève de l'entretien (fonctionnement) et ce qui relève de la revalorisation (investissement). La définition peut même changer dans le temps pour une collectivité donnée, et des dépenses qui étaient auparavant affectées au compte d'exploitation peuvent aujourd'hui émerger à l'investissement, ou l'inverse. Ceci pour relativiser quelque peu le poids de comparaisons très générales.

### Intérêts et amortissements retrouvent le niveau atteint en 2003

Dans le compte de fonctionnement apparaissent les *intérêts et amortissements*, qui sont les charges indirectes de l'investissement. D'une certaine manière, on peut dire que c'est plus que la valeur de l'investissement puisqu'il y a aussi des frais financiers liés à la dette, mais par ailleurs c'est moins que la valeur de l'investissement puisque l'on n'y trouve pas les dépenses couvertes par des financements extérieurs. Ce sont les charges qui sont effectivement supportées dans l'année, de manière à couvrir cet investissement.

#### GRAPHIQUE 17

Dépenses de fonctionnement et d'investissement (I & A), avec l'Université et les HES, en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005



Dépenses de fonctionnement corrigées (tableau 3 en annexe)

© SRED, 2006

Le **GRAPHIQUE 17** montre l'importance quantitative des charges indirectes de l'investissement, en rapport avec les charges de fonctionnement, pour le DIP avec l'Université et les HES. On observe

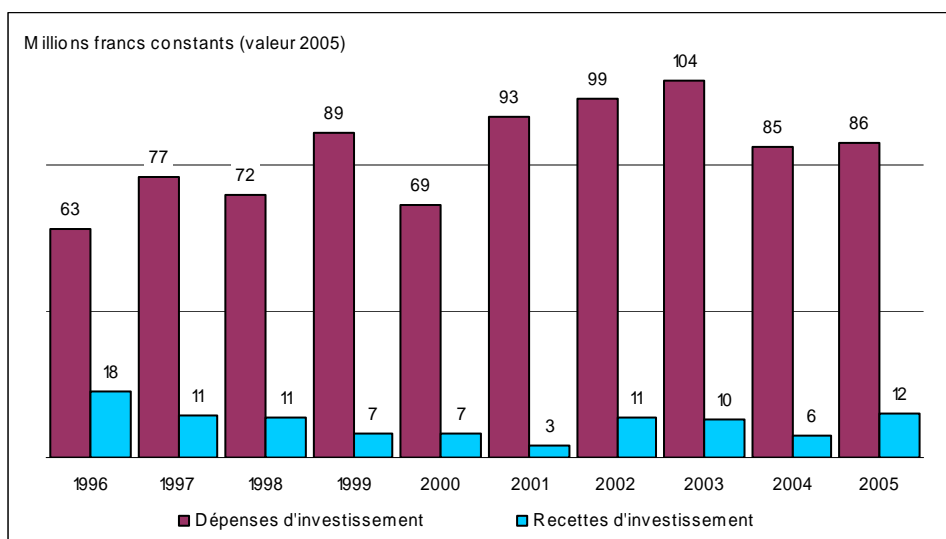
<sup>25</sup> Conférence des directeurs cantonaux des finances (Suisse) 1982.



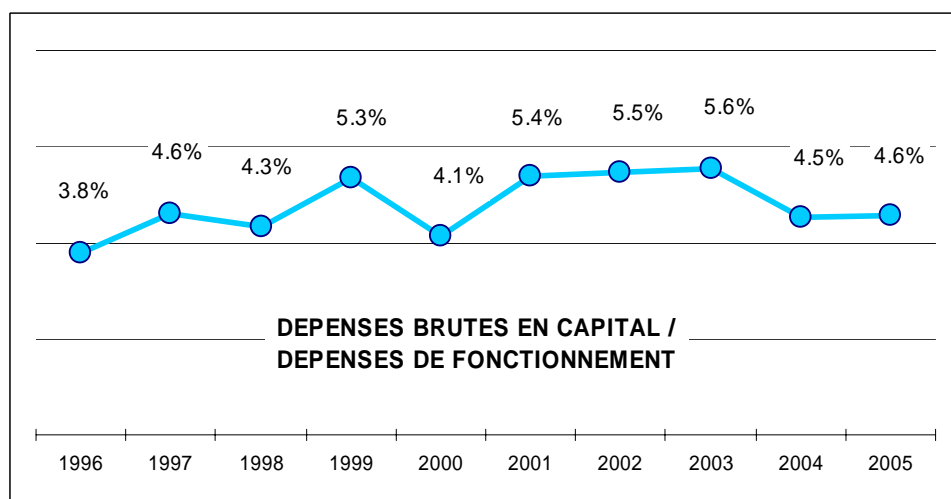
que les *intérêts et amortissements* n'ont pas de relation de proportionnalité avec les charges totales et donc qu'elles évoluent selon des logiques propres. Les *amortissements* relèvent plutôt d'une logique à la fois de politique d'investissement et de politique financière – quant au taux de couverture et donc du recours à l'emprunt – tandis que les *intérêts* sont davantage le résultat technique d'opérations de gestion.

### Progression simultanée des dépenses et des recettes d'investissement

Les dépenses inscrites dans le compte des investissements sont plus significatives de l'investissement réellement effectué pour l'éducation. De ce point de vue, le **GRAPHIQUE 18** montre, entre 2004 et 2005, une progression à la fois des dépenses d'investissement (0.9 %) et des recettes d'investissement (97.1 %) – les financements externes au DIP spécifiquement destinés à l'investissement. La charge nette de l'investissement revient à 73.8 Mio F en 2005, en baisse de 5.3 Mio F en un an, soit 6.7 %, ceci malgré une augmentation de la valeur investie.



**GRAPHIQUE 18**  
**Dépenses et recettes**  
**d'investissement du DIP,**  
**en millions de francs constants**  
**(valeur 2005),**  
**1996-2005**



**GRAPHIQUE 19**  
**Rapport entre**  
**dépenses brutes en capital et**  
**dépenses de fonctionnement,**  
**en %, 1996-2005**

© SRED, 2006

Le rapport entre les dépenses brutes en capital et les dépenses de fonctionnement indique la répartition des dépenses réellement effectuées dans l'année (non seulement à la charge du DIP) en fonction de la nature des dépenses. C'est aussi un rapport entre le long terme et le court terme.

Le financement assuré par le DIP correspond aux dépenses nettes d'investissement (*dépenses moins recettes* dans le compte d'investissement). C'est cette part qui doit être couverte par les *amortissements* inscrits dans le compte de fonctionnement du DIP. Les *intérêts* représentent les frais liés au mode de couverture – quand la couverture est ultérieure aux dépenses.

### Le niveau des amortissements se rapproche de l'investissement net

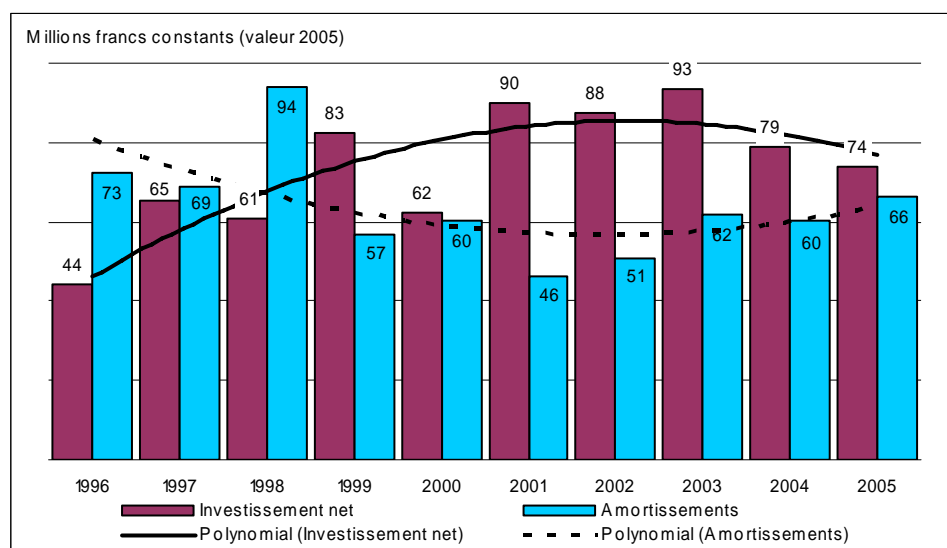
L'amortissement – comme l'excédent de revenu, quand il y en a – est considéré comme la capacité financière propre de l'institution (l'autofinancement). Il est donc intéressant de comparer les évolutions de l'*amortissement*<sup>26</sup> et de l'*investissement net* qui est à la charge de l'institution.

L'observation des tendances générales sur la période de 1996 à 2005 fait apparaître une divergence entre l'*investissement net* qui augmente et les *amortissements* qui diminuent (les « polynomial » dans le **GRAPHIQUE 20**). Sur les dix ans de la série, le niveau moyen – exprimé en valeur constante de 2005 – est à 64 Mio F pour les *amortissements* et à 74 Mio F pour l'*investissement net*. Pourtant, les deux grandeurs tendent à converger dans la fin de la période, en particulier dès 2003. Sans s'arrêter sur des valeurs hors tendance (l'amortissement en 1998 ou l'investissement en 2000), il convient de suivre ces évolutions sur un plus long terme, qui montrent un changement de tendance significatif en cours de période.

#### GRAPHIQUE 20

**Amortissements et investissement net (dépenses nettes en capital), en millions de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**

Polynomial :  
Régression de deuxième ordre<sup>27</sup>  
indiquant la tendance générale sur la période 1996-2005



© SRED, 2006

Le changement de tendance en cours de période justifie que l'on recoure à des régressions de deuxième ordre, plutôt que des régressions linéaires qui correspondent à des évolutions en forme de droites. L'adéquation nettement plus forte des régressions de deuxième ordre (cf. note) confirme la non-linéarité de l'évolution, et donc le changement de tendance.



<sup>26</sup> Il s'agit de l'amortissement ordinaire. En 2005, l'Etat de Genève a effectué un rattrapage de l'amortissement de 732.1 Mio F, couvert principalement par l'or de la BNS.

<sup>27</sup> Investissement :  $y = -1.049x^2 + 14.962x + 32.101$  ( $R^2 = 0.7137$ ), Amortissements :  $y = 0.6992x^2 - 9.5702x + 89.56$  ( $R^2 = 0.3495$ ). L'adéquation est plus forte qu'avec des régressions linéaires (Linéaire Investissement :  $R^2 = 0.4458$ , Linéaire Amortissements :  $R^2 = 0.1853$ ).

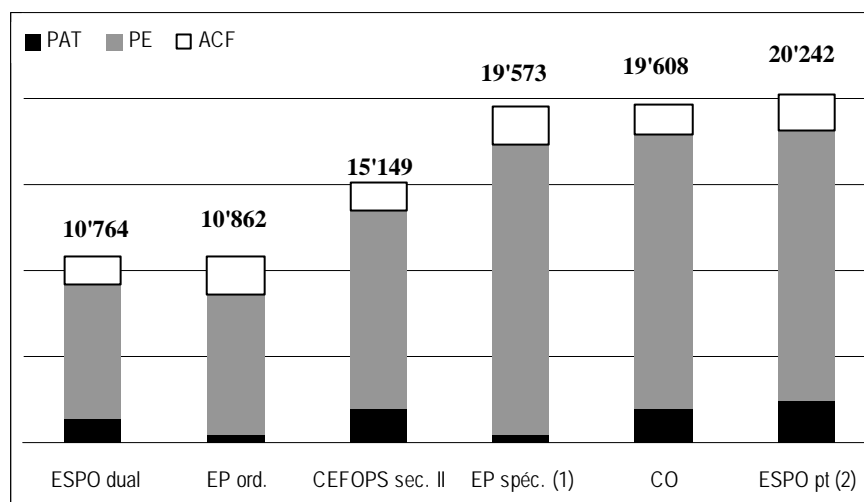
## II. Ressources par élève ou étudiant

### Dépense unitaire par élève ou par étudiant

En 2005, et pour la troisième année consécutive, la dépense unitaire de l'enseignement primaire et secondaire (Cycle d'orientation et enseignement secondaire postobligatoire) est en baisse.

Le **GRAPHIQUE 21** contient les montants des dépenses unitaires de fonctionnement des enseignements primaire et secondaire en 2005. Ces montants comprennent les charges de personnel, de biens et services, et d'utilisation des bâtiments (charges en imputation interne). Juste après le **GRAPHIQUE 21** est indiquée la totalité des dépenses par élève, qui intègre en sus les intérêts et amortissements, ainsi que les charges ventilées des services centraux et des Offices du DIP. Les données détaillées peuvent être consultées dans le **TABLEAU 27** en fin de document, pour l'ensemble des niveaux d'enseignement et des filières du secondaire postobligatoire.

A l'exception des dépenses par élève ou apprenti des filières du secondaire du CEFOPS et de celles du système dual de l'enseignement secondaire postobligatoire, toutes les dépenses unitaires de fonctionnement contenues dans le **GRAPHIQUE 21** décroissent par rapport à 2004 (ceci en francs constants valeur 2005).



**GRAPHIQUE 21**  
Structure de la dépense unitaire de fonctionnement des enseignements primaire et secondaire, 2005

**Natures de dépenses :**  
PE : Personnel enseignant  
PAT : Personnel administratif et technique  
ACF : Autres charges de fonctionnement

(1) Classes spécialisées, sans les institutions du SMP.

(2) Filières gymnasiale, générale et professionnelles à plein-temps en école.

© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

	ESPO dual	EP ordinaire	CEFOPS sec. II	EP spécialisé (1)	CO	ESPO pt (2)
Dépense unitaire totale	14'063	13'261	17'675	21'972	21'540	22'431

Ainsi, la dépense unitaire de fonctionnement pour les formations secondaires du CEFOPS ont connu une nette progression en 2005 (+ 20%), mais celle-ci fait suite à un recul de même ampleur constaté sur la période précédente (entre 2003 et 2004). La dépense de fonctionnement par élève ou apprenti pour ce groupe de filières retrouve ainsi un niveau similaire à celui de 2003, de l'ordre de F 15'000 (en francs constants). La lecture des comptes 2005 montre effectivement une hausse des dépenses de fonctionnement (charges de personnel, biens et services, utilisation des bâtiments) tandis que le nombre pondéré d'élèves ou d'apprentis est stable. Pour mémoire, nous rappelons que la mesure du nombre d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants, effectuée dans le cadre du calcul de la dépense unitaire, est issue d'une pondération de deux effectifs d'années scolaires correspondant à une année civile, les comptes étant produits sur l'année civile.

Quant aux filières de l'apprentissage en emploi, dont la dépense unitaire par apprenti progresse très légèrement (+ 0.6%), nous y reviendrons plus loin.

Pour sa part, la dépense unitaire de l'**enseignement primaire**<sup>28</sup> a reculé de -1.5 % entre 2004 et 2005 (en francs constants valeur 2005) si l'on considère l'ensemble des natures de dépenses, et de -1.1% pour les seules natures de fonctionnement. C'est proportionnellement le personnel non-enseignant qui baisse le plus fortement (-2.7 %). A noter également que le nombre pondéré d'élèves est lui aussi en baisse (-0.1 %), pour la première fois depuis 1996.

Nous rappelons toutefois que le montant de la dépense par élève de l'enseignement primaire contient des éléments estimés (les charges des communes) en 2005, car les comptes des communes sont disponibles avec une année de décalage. Concernant les données de cette année, le calcul est donc définitif pour 2004, mais pas pour 2005.

La dépense par élève des classes spécialisées a également baissé en 2005, dans une proportion similaire à celle de l'enseignement ordinaire (respectivement -1.4 % et -1.5 %).

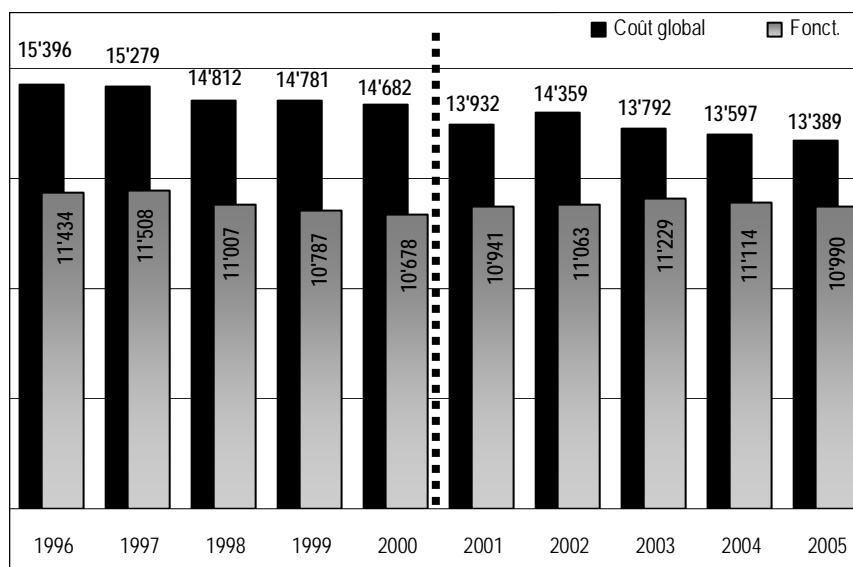
Le **GRAPHIQUE 22** ci-dessous montre l'évolution de la dépense par élève de l'enseignement primaire, toutes natures de dépenses confondues<sup>29</sup> (barres noires), et celle pour le seul fonctionnement (barres grises).

## GRAPHIQUE 22

Évolution des dépenses unitaires, totale et de fonctionnement de l'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (sans les institutions SMP), 1996-2005

(en francs constants 2005)

Fonct. : Dépense unitaire de fonctionnement (personnel, biens et services, utilisation des bâtiments)



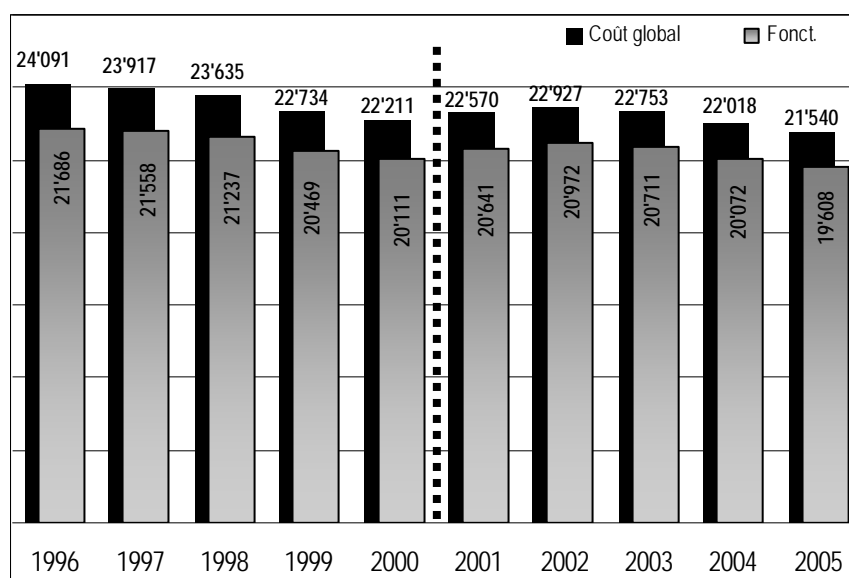
© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

<sup>28</sup> Enseignement ordinaire et classes spécialisées, sans les institutions du SMP.

<sup>29</sup> Hors subventions accordées (nature 36).

Au cours des dix dernières années d'observation, la dépense unitaire de l'enseignement primaire (division ordinaire et classes spécialisées, toutes natures de dépenses) n'a connu qu'une seule hausse, en 2002. En moyenne annuelle, la réduction s'élève à  $-1.2\%$  entre 1996 et 2000, et à  $-1\%$  entre 2001 et 2005. La variation de la dépense unitaire de fonctionnement est un peu différente, puisque les taux sont respectivement de  $-1.7\%$  pour la première période, et de  $+0.1\%$  pour la seconde.

Comme on peut le voir dans le **GRAPHIQUE 23**, la dépense par élève du **Cycle d'orientation** a connu un nouveau recul entre 2004 et 2005, pour la troisième fois depuis 2002. On peut donc souligner, comme l'année précédente, que la dépense par élève du Cycle d'orientation s'est régulièrement réduite depuis 10 ans, à l'exception de 2002<sup>30</sup>, et ceci aussi bien en tenant compte de l'ensemble des natures de dépenses qu'en considérant seulement les natures liées au fonctionnement. En moyenne annuelle, cela représente  $-2\%$  entre 1996 et 2000, et  $-1.1\%$  entre 2001 et 2005 pour l'ensemble des natures de dépenses. Les taux sont respectivement de  $-1.8\%$  et  $-1.3\%$  pour la dépense unitaire de fonctionnement.



**GRAPHIQUE 23**

**Évolution des dépenses unitaires, totale et de fonctionnement du CYCLE D'ORIENTATION, 1996-2005**

(en francs constants 2005)

Fonct. : Dépense unitaire de fonctionnement (personnel, biens et services, utilisation des bâtiments)

© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

Les ressources financières totales (hors subventions) prises en compte de le calcul de la dépense par élève ont progressé de  $+0.4\%$  entre 2004 et 2005 (en francs constants 2005), ce qui est proportionnellement inférieur aux  $+2.7\%$  de croissance des effectifs pondérés d'élèves pour la même période.

Concernant l'**enseignement secondaire postobligatoire**, nous retrouvons les données des dépenses par élève ou apprenti à plein-temps en école dans le **GRAPHIQUE 24**.

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, la distribution des dépenses unitaires de fonctionnement en 2005 peut être répartie en deux groupes, concernant les formations à plein-temps en école. Le premier rassemble les écoles de formations gymnasiales et générales plus l'École de commerce, dont les dépenses par élève sont inférieures à F 20'000. Le second regroupe les apprentissages et formations professionnelles en école, dont les dépenses unitaires

<sup>30</sup> Une hausse s'est également produite en 2001, mais celle-ci est en partie liée au changement de méthode de calcul instaurée en 2001.

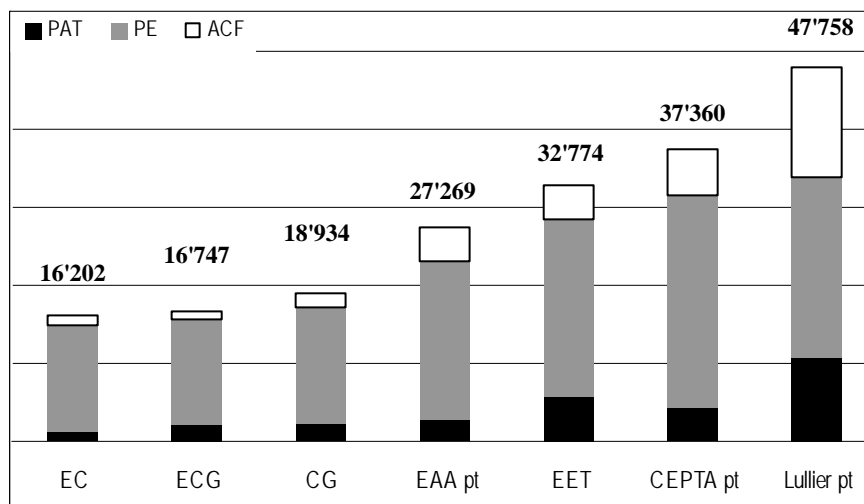
de fonctionnement plus élevées (entre F 25'000 et F 50'000) traduisent un encadrement renforcé par élève ou par apprenti.

## GRAPHIQUE 24

**Structure de la dépense unitaire de fonctionnement des filières gymnasiale, générale et professionnelles à plein-temps en école (enseignement secondaire postobligatoire), par type d'école, 2005**

### Natures de dépenses :

PE : Personnel enseignant  
PAT : Personnel administratif et technique  
ACF : Autres charges de fonctionnement



© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

	EC	ECG	CG	EEA plein-temps	EET	CEPTA plein-temps	Lullier plein-temps
Dépense unitaire totale	18'312	18'857	21'044	30'418	34'883	40'302	49'867

A noter que le calcul de la dépense par élève ou apprenti des filières du Collège de Genève, de l'Ecole de commerce et des Cours professionnels commerciaux a été modifié en 2005. Il s'agit de la répartition des frais et produits communs des directions des collèges et écoles de commerce jusqu'alors comptablement enregistrés dans le groupe Ecole de commerce. Cette opération a été réalisée dans le but de mieux rendre compte des charges attribuées aux trois types d'écoles ou filières respectives. Cette adaptation a été effectuée rétroactivement jusqu'à 2001, afin d'assurer la comparabilité des données sur les cinq dernières années d'observation.

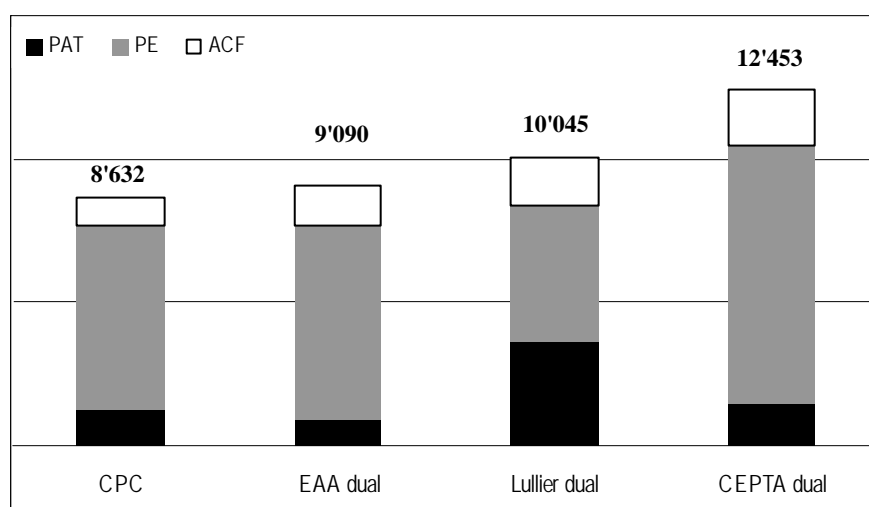
Par ailleurs, nous rappelons que la dépense unitaire élevée du Centre de Lullier doit être mise en relation avec des conditions d'enseignement, de production et d'organisation spécifique à l'enseignement horticole. C'est pourquoi ses charges de personnel administratif et technique, et les autres charges de fonctionnement (biens et services, utilisation des bâtiments), sont proportionnellement plus importantes par rapport aux autres écoles de l'enseignement secondaire postobligatoire. Ces montants ne contiennent toutefois pas les charges liées à l'internat. Ces dernières sont en effet enregistrées séparément dans la comptabilité et peuvent donc être identifiées clairement. L'exclusion de ces charges provient du fait que le Centre de Lullier est la seule école de l'enseignement secondaire postobligatoire à Genève qui possède une telle structure.

Le **GRAPHIQUE 25** ci-dessous rassemble les dépenses par apprenti en système dual de l'enseignement secondaire postobligatoire. La répartition des filières est identique à celle de 2004. L'évolution des dépenses par apprenti (pour l'ensemble des natures hors subventions) de ces filières entre 2004 et 2005 marque également une baisse, sauf pour celle des Cours professionnels commerciaux, qui augmente légèrement (+0.5 %). En réalité, les ressources totales attribuées aux CPC ont été inférieures en 2005, mais cette variation est compensée par une baisse marquée des effectifs d'apprentis (-6 %) en moyenne pondérée sur l'année civile 2005. C'est la plus forte réduction d'effectifs pondérés enregistrée depuis 1996.

Par ailleurs, la progression de la dépense par apprenti des Cours professionnels commerciaux est beaucoup plus marquée par rapport aux données publiées l'année précédente. Ceci provient de la répartition des frais et produits communs des directions des collèges et écoles de commerce, décrite plus haut. Comme la modification de calcul a été appliquée également aux données antérieures jusqu'à 2001, la croissance réelle entre les deux dernières années d'observation n'atteint qu'un demi pourcent.

Pour les trois autres types de filières duales, la réduction est assez peu marquée. Ainsi, la plus forte diminution est celle de l'École d'arts appliqués (-2.3 %), et la plus faible celle du CEPTA (-1 %).

Nous rappelons enfin que le niveau relativement bas des dépenses unitaires du **GRAPHIQUE 25** par rapport aux autres filières de l'enseignement secondaire ne reflète que les coûts de la scolarisation en école, et n'inclut donc pas la partie prise en charge par les employeurs.



**GRAPHIQUE 25**

**Structure de la dépense unitaire de fonctionnement de la filière apprentissage en système dual de l'enseignement secondaire postobligatoire, par type d'école, 2005**

**Natures de dépenses :**

PE : Personnel enseignant  
 PAT : Personnel administratif et technique  
 ACF : Autres charges de fonctionnement

© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

	CPC	EAA dual	Lullier dual	CEPTA dual
Dépense unitaire totale	11'930	12'388	13'344	15'752

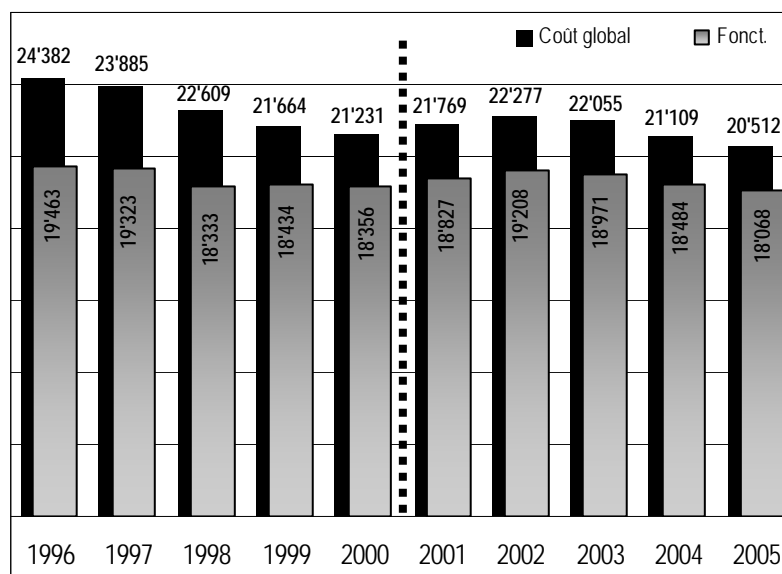
Prise globalement pour l'ensemble des filières et écoles de l'enseignement secondaire postobligatoire, la dépense par élève ou apprenti s'est à nouveau réduite en 2005, évoluant ainsi de la même manière que celle de l'enseignement primaire et du Cycle d'orientation. La diminution entre 2004 et 2005 atteint -2.8 % toutes natures de dépenses confondues, et -2.3 % pour la dépense de fonctionnement. Cette réduction est moins importante que celle enregistrée l'année précédente (entre 2003 et 2004), mais elle est proportionnellement plus marquée pour les dépenses de personnel (enseignant et non-enseignant).

Le **GRAPHIQUE 26** montre l'évolution depuis 1996 de la dépense par élève ou apprenti de l'enseignement secondaire postobligatoire (pour le fonctionnement d'une part, et toutes natures confondues d'autre part). En synthèse, on observe un recul de -3.2 % en moyenne annuelle sur la période de 1996 à 2000, et de -1.4 % (toujours en moyenne annuelle) entre 2001 et 2005. Pour la dépense unitaire de fonctionnement, les taux sont respectivement de -1.4 % et -1 %.

**GRAPHIQUE 26****Évolution des dépenses unitaires, totale et de fonctionnement de L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGTOIRE, 1996-2005**

(en francs constants 2005)

Fonct. : Dépense unitaire de fonctionnement (personnel, biens et services, utilisation des bâtiments)



© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

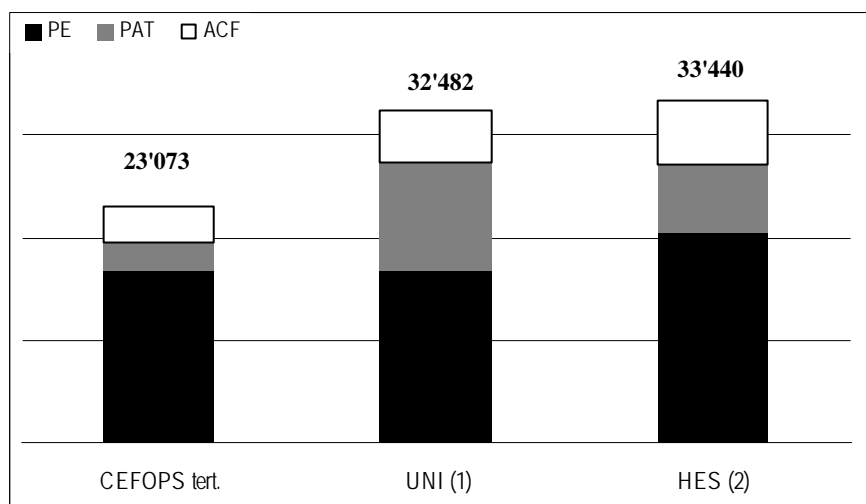
En 2005, seuls trois types d'écoles ou filières de l'enseignement secondaire postobligatoire ont vu augmenter leur dépense par élève ou apprenti. Il s'agit de l'École d'enseignement technique (EET), et dans une moindre mesure des Cours professionnels commerciaux (CPC) et des filières plein-temps du Centre de Lullier. Pour l'EET, la croissance de la dépense par élève est de +2.8 % pour l'ensemble des natures de dépenses, et de +3.6 % pour les natures liées au fonctionnement. Pourtant, les dépenses totales de l'EET en 2005 (y compris les dépenses d'accompagnement) reculent par rapport à 2004 (-6 %) ; cet effet est dû à une réduction de l'effectif pondéré d'élèves encore plus marquée (-8.6 %).

Toutes les autres dépenses unitaires de l'enseignement secondaire postobligatoire sont en baisse en 2005. C'est le cas en particulier de l'École de culture générale (ECG) et du Collège de Genève (CG), qui enregistrent respectivement une diminution de -7.4 % et -4.4 % de leur dépense par élève. L'accroissement des effectifs d'élèves de l'ECG entre 2004 et 2005 (+11 %) a été plus important que celui des dépenses totales. Cette évolution des effectifs pondérés est d'ailleurs la plus importante depuis 10 ans, et l'augmentation est particulièrement soutenue depuis 2001 (+9.9 % en moyenne annuelle). Quant au Collège de Genève, les dépenses totales calculées ont très légèrement baissé, tandis que les effectifs d'élèves ont progressé de plus de 4 %. Pour rappel, le Collège de Genève a déjà connu la même tendance concernant l'évolution des dépenses totales et des effectifs d'élèves sur la période précédente, soit entre 2003 et 2004.

Parmi les autres diminutions des dépenses unitaires de l'enseignement secondaire postobligatoire, on notera également celle de l'École d'arts appliqués et celle du Centre de Lullier, à hauteur de -2.2 %.

Nous voyons maintenant les entités de l'**enseignement tertiaire**, à savoir les formations du CEFOPS dispensées en écoles supérieures, celles des Hautes écoles spécialisées de Genève, et celles enfin de l'Université de Genève. La dépense de fonctionnement par étudiant de ces trois institutions est présentée dans le **GRAPHIQUE 27**.





**GRAPHIQUE 27**  
**Dépenses unitaires de fonctionnement de l'enseignement tertiaire, 2005**

**Natures de dépenses :**  
 PE : Personnel enseignant  
 PAT : Personnel administratif et technique  
 ACF : Autres charges de fonctionnement

© SRED 2006 (Source : Comptes du DIP, BDS)

(1) Uniquement compte de fonctionnement courant, sans fonds FNRS ou privés de recherche.  
 (2) Ecoles genevoises HES-SO, HES-S2, ESBA, et ESIG.

	CEFOPS tertiaire	UNI (1)	HES (2)
Dépense unitaire totale	24'057	34'392	38'647

Les tendances de la dépense unitaire de l'enseignement tertiaire entre 2004 et 2005 sont les mêmes que celles qui ont été relevées sur la période précédente. Ainsi, la dépense par étudiant globalement pour le tertiaire est en légère progression par rapport à 2004 (+0.6 % sur l'ensemble des natures de dépenses), mais ce mouvement est issu uniquement de la variation de la dépense par étudiant de l'Université. Toutefois, si l'on considère seulement les natures liées au fonctionnement, la variation est proche de zéro.

Pour les formations supérieures du **CEFOPS**, la diminution est assez marquée, puisqu'elle atteint -6.4 % (-6.6 % sur le fonctionnement) entre 2004 et 2005. Les ressources totales calculées ont un peu augmenté, mais elles ont été compensées par une croissance de plus de 7 % du nombre d'étudiants (effectifs pondérés sur l'année civile 2005).

En ce qui concerne les **Hautes écoles spécialisées genevoises**, la dépense par étudiant est également en baisse en 2005, tant pour le fonctionnement (-6.7 %) que pour l'ensemble des natures de dépenses (-5.7 %). Cette évolution fait suite à un recul déjà constaté en 2004, et elle est cette fois quatre fois plus importante. Comme pour le CEFOPS, la croissance des dépenses totales est inférieure à celle des effectifs d'étudiants, qui atteint près de 10 % entre 2004 et 2005.

Enfin, la dépense par étudiant de l'**Université** est en hausse en 2005. Sur l'ensemble des natures, le mouvement est plus marqué qu'en 2004, tandis que la hausse est similaire pour les dépenses de fonctionnement. On notera également que l'effectif pondéré d'étudiants est en léger recul, et ceci pour la première fois depuis dix ans.

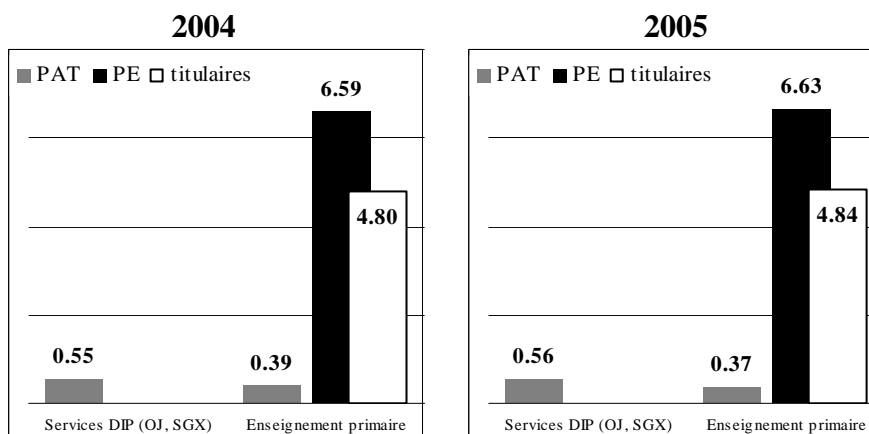
## Encadrement unitaire par élève ou par étudiant

En 2005, l'encadrement unitaire évolue de manière générale dans le même sens que les dépenses par élève, apprenti ou étudiant, sauf pour l'enseignement primaire et le CEFOPS. On rappellera que si la méthodologie pour les calculs des indicateurs de dépense et d'encadrement unitaires est similaire<sup>31</sup>, les données de base ne le sont pas toujours. L'une des principales différences se situe au niveau du calcul des effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants. Ceux-ci sont en effet pondérés sur l'année civile dans le cas de la dépense, tandis qu'on utilise les effectifs observés en fin d'année pour le calcul de l'encadrement. Cette différence s'explique par le fait que les dépenses sont enregistrées sur l'ensemble d'une année civile, alors que les postes occupés reflètent une situation ponctuelle à un moment donné (en fin d'année). Cet état de fait peut donc parfois déboucher sur des évolutions contradictoires entre dépense et encadrement unitaire.

C'est le cas cette année de l'**enseignement primaire**, dont les données d'encadrement par élève sont présentées dans le **GRAPHIQUE 28** ci-dessous.

**GRAPHIQUE 28**

Encadrement unitaire pour 100 élèves, par catégorie de personnel, ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, enseignement ordinaire et classes spécialisées, 2004 et 2005



© SRED 2006 (Source : GIP, BDS)

Ainsi, tous types de personnel confondus et pour l'ensemble de l'enseignement ordinaire et des classes spécialisées (sans les institutions du SMP), l'encadrement unitaire de l'enseignement primaire a légèrement augmenté en 2005 (+0.4 %) tandis que la dépense par élève est en recul, comme nous l'avons vu plus haut. En réalité, le nombre de postes occupés est globalement stable entre 2004 et 2005, mais les effectifs observés d'élèves ont reculé de -0.3 %, soit un taux deux fois plus élevé que celui des effectifs pondérés utilisés pour le calcul de la dépense par élève (-0.14%).

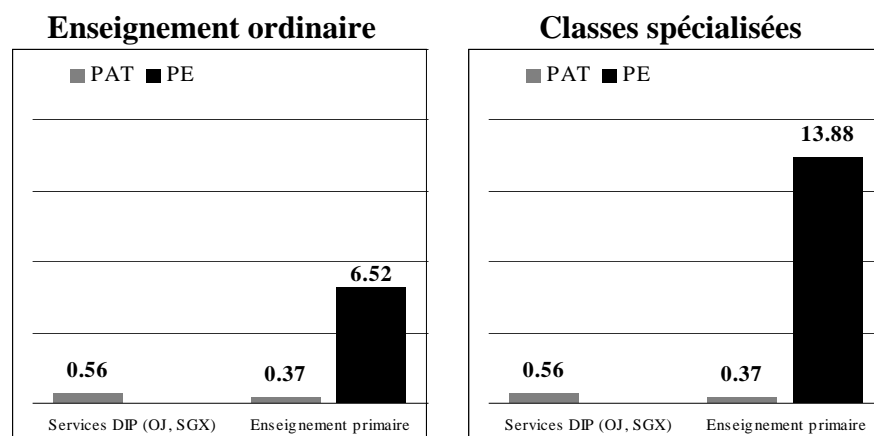
Le renforcement de l'encadrement est essentiellement imputable à la catégorie des enseignants titulaires, alors qu'il régresse pour les maîtres de disciplines spéciales et, dans une plus faible mesure, pour les généralistes non-titulaires. L'évolution liée à ces deux dernières catégories est toutefois proportionnellement moins forte que celle des titulaires. A noter enfin que l'encadrement du personnel non-enseignant est en baisse de -1.4 % en 2005.

Le **GRAPHIQUE 29** contient les données d'encadrement par élève de l'enseignement ordinaire et des classes spécialisées. Tout comme la dépense unitaire, l'encadrement par élève dans ces dernières est plus important. C'est une conséquence du nombre moins élevé d'élèves par classe

<sup>31</sup> Il s'agit formellement d'un nombre de postes EPT pour 100 élèves, et non pour un élève.

dans les classes spécialisées, afin de répondre à des besoins d'encadrement adaptés à ces élèves.

2005



GRAPHIQUE 29

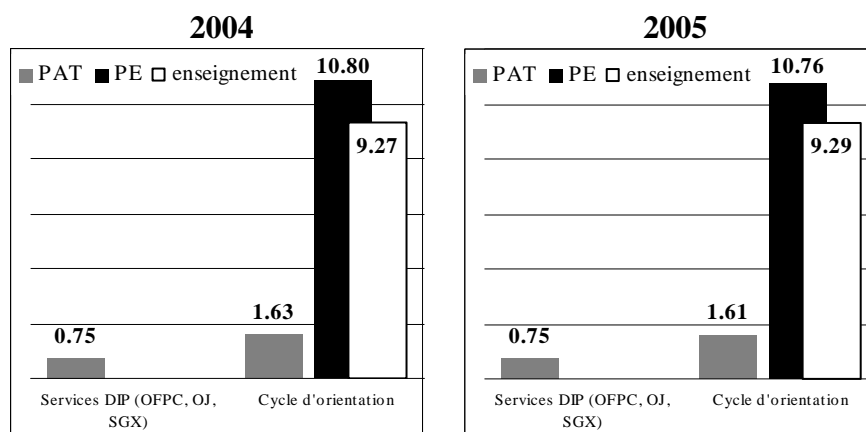
Encadrement unitaire pour 100 élèves, par catégorie de personnel, ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, enseignement ordinaire, classes spécialisées 2005

© SRED 2006 (Source : GIP, BDS)

La petite hausse de l'encadrement par élève de l'enseignement primaire en 2005 cache en réalité un recul assez marqué de celui des classes spécialisées entre 2004 et 2005 (-6.5 % tous types de personnel considérés). Le nombre de postes occupés est en fait en légère baisse, mais c'est surtout l'effectif observé d'élèves dans les classes spécialisées qui a progressé de près de 6 %.

Comme on l'a vu plus haut, entre 2004 et 2005, les résultats de l'encadrement par élève du **Cycle d'orientation** évoluent parallèlement à la dépense unitaire. La baisse de l'encadrement unitaire (-0.5 %) est toutefois moins forte que celle de la dépense, toutes catégories de personnel et de dépenses confondues. Depuis 2001, le ratio d'encadrement par élève s'est régulièrement réduit, perdant en moyenne un demi pourcent par année.

Entre les deux dernières années d'observation, le nombre de postes attribués et occupés au Cycle d'orientation a progressé, sans pour autant permettre d'absorber complètement la croissance des effectifs d'élèves (+1.9 % en 2005). A noter que la réduction de l'encadrement est proportionnellement moins élevée pour le personnel enseignant, tandis que l'encadrement lié aux activités d'enseignement à proprement parler est même en légère hausse (+0.2 %). On peut voir l'évolution des ratios entre 2004 et 2005 dans le **GRAPHIQUE 30**.



GRAPHIQUE 30

Encadrement unitaire pour 100 élèves, par catégorie de personnel, CYCLE D'ORIENTATION, 2004 et 2005

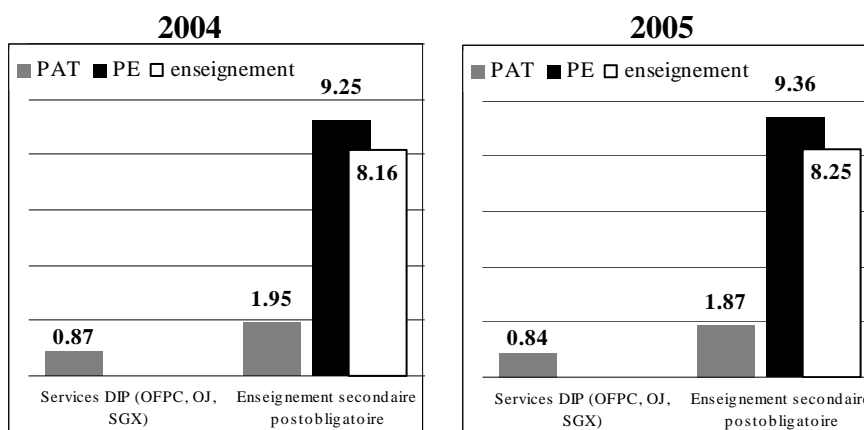
© SRED 2006 (Source : GIP, BDS)

Pour sa part, l'encadrement par élève ou apprenti de l'**enseignement secondaire postobligatoire** est resté stable entre 2004 et 2005, si l'on considère l'ensemble du personnel et la totalité des écoles ou filières. Mais les évolutions sont contrastées, selon le type de personnel : l'encadrement du personnel non-enseignant a diminué, tandis que celui du personnel enseignant a progressé. L'encadrement lié aux activités d'enseignement au sens strict est également en hausse (+1.1 %), pour la première fois depuis 2001. Le **GRAPHIQUE 31** montre les évolutions au cours des deux dernières années d'observation.

**GRAPHIQUE 31**

**Encadrement unitaire pour 100 élèves, par catégorie de personnel, ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, POSTOBLIGATOIRE, 2004 et 2005**

(effectifs d'élèves et d'apprentis non-pondérés en équivalents plein-temps)



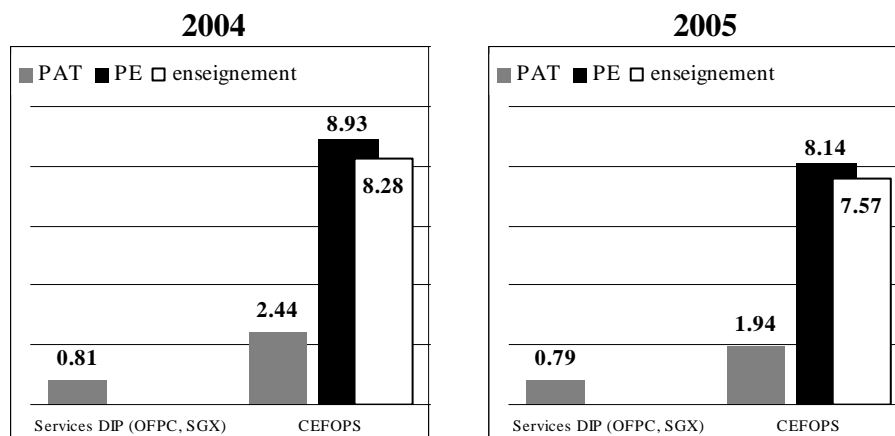
© SRED 2006 (Source : GIP, BDS)

Une analyse par type d'école ou filière montre des variations opposées entre 2004 et 2005. L'École de culture générale est à nouveau concernée par une baisse de l'encadrement, à hauteur de -3.7 % sur l'ensemble du personnel, et de -3.6 % sur le personnel enseignant. Le nombre de postes attribués a bien été renforcé, mais les effectifs d'élèves ont progressé une nouvelle fois de +10.8 %, après une hausse similaire entre 2003 et 2004. De manière générale, l'encadrement par élève de l'ECG a baissé de manière constante depuis 2001, comme d'ailleurs la dépense par élève. Pour sa part, l'encadrement par apprenti du CEPTA recule également de -3.6 % en 2005, mais la baisse est proportionnellement moins forte pour le personnel non-enseignant.

A l'inverse, c'est le nombre de postes pour 100 élèves ou apprentis de l'École de commerce et des Cours professionnels commerciaux qui connaît la plus forte progression entre 2004 et 2005, avec une hausse de +4.2 % tous types de personnel confondus, et même de +5.7 % pour le personnel enseignant. Pour rappel, la répartition des postes des directions des collèges et écoles de commerce a été modifiée en 2005, mais les calculs ont été appliqués sur les données 2004 afin de permettre les comparaisons entre les deux dernières années d'observation.

Nous voyons maintenant les résultats observés pour l'enseignement tertiaire, en commençant par l'encadrement par étudiant du **CEFOPS**<sup>32</sup>, qui connaît un net recul en 2005 (-10.9 %, sur l'ensemble du personnel). Cette variation provient à la fois d'une baisse des postes occupés et de la progression des effectifs d'élèves et étudiants. Par ailleurs, le ratio d'encadrement diminue pour toutes les catégories de personnel, à l'exception des remplaçants d'enseignants. Le **GRAPHIQUE 32** ci-dessous contient les données d'encadrement du CEFOPS, en 2004 et 2005.

<sup>32</sup> Il s'agit de l'ensemble des écoles du CEFOPS, y compris les formations professionnelles de l'enseignement secondaire II.

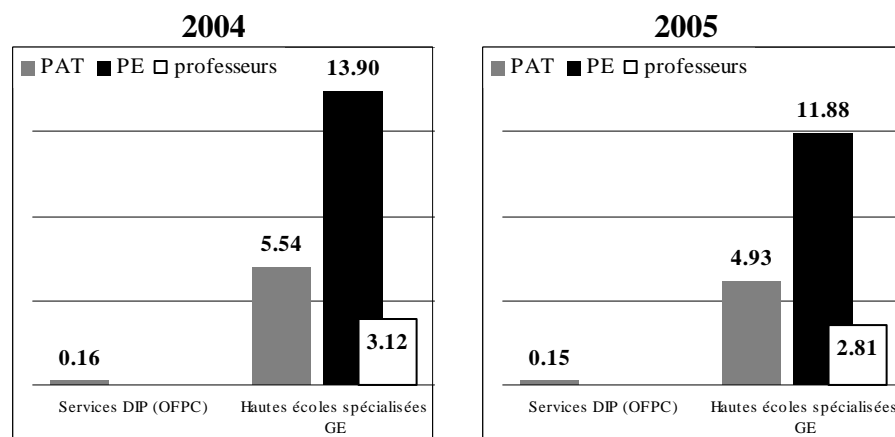


© SRED 2006 (Source : GIP, BDS)

**GRAPHIQUE 32**

Encadrement unitaire pour 100 étudiants, par catégorie de personnel, CEFOPS, 2004 et 2005

L'encadrement par étudiant des **HES** est lui aussi en forte diminution en 2005, puisque la variation atteint  $-13.5\%$  sur toutes les catégories de personnel, et  $-14.5\%$  sur le personnel enseignant. Comme pour le CEFOPS, une baisse du nombre de postes occupés accompagne une importante progression du nombre d'étudiants ( $+14.5\%$ ) entre 2004 et 2005. L'encadrement recule pour chacune des catégories de personnel, comme on peut le voir dans le **GRAPHIQUE 33**.



© SRED 2006 (Source : GIP, BDS)

**GRAPHIQUE 33**

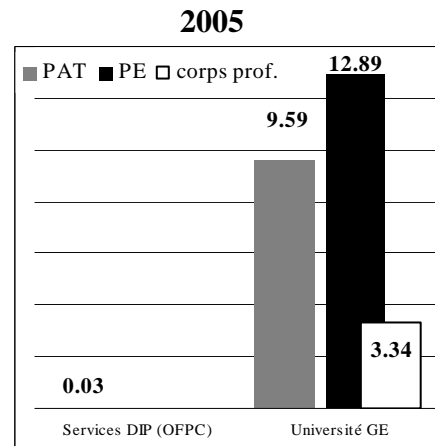
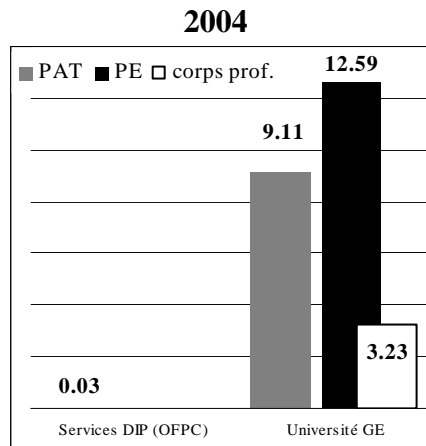
Encadrement unitaire pour 100 étudiants, par catégorie de personnel, HAUTES ECOLES SPECIALISEES, 2004 et 2005

Enfin, le **GRAPHIQUE 34** présente l'encadrement par étudiant de l'**Université** qui, comme la dépense par étudiant, est en progression en 2005, tant au niveau du personnel non-enseignant que du personnel enseignant. Dans la seconde catégorie, l'évolution est toutefois proportionnellement plus marquée pour les assistants que pour le corps professoral. A noter également que pour la seconde année consécutive, les effectifs d'étudiants diminuent (si l'on ne tient pas compte des instituts en relation avec l'Université). La tendance s'est accentuée entre 2004 et 2005, puisqu'elle atteint  $-2.3\%$ .

### GRAPHIQUE 34

Encadrement unitaire pour 100 étudiants, par catégorie de personnel, UNIVERSITE, 2004 et 2005

(uniquement postes liés à l'enveloppe cantonale)



© SRED 2006 (Source : GIP, Université)



### III. Évolution 2004-2005 par ordre d'enseignement

A un niveau plus détaillé, un certain nombre d'indicateurs importants peuvent être présentés par grand regroupement scolaire – appelé *ordre d'enseignement* à Genève – et simultanément pour tous les types d'indicateurs, de façon à ce que l'on puisse les visualiser d'un seul coup d'œil. Les trois ordres d'enseignement, enseignement primaire, Cycle d'orientation et enseignement postobligatoire, correspondent aux catégories de la classification internationale CITE<sup>33</sup>, à quelques exceptions près : au primaire, l'enseignement enfantin déborde de la classe CITE 1, sur ce qui est considéré comme de la préscolarité (avant la scolarité obligatoire<sup>34</sup>) ; au niveau postobligatoire, il subsiste des formations qui, selon la CITE, relèveraient du niveau tertiaire et, a contrario, quelques formations du CEFOPS relèvent encore du secondaire.

Les trois ensembles de données de ce chapitre associent des indicateurs de ressources financières, de personnel et d'activités pour les deux dernières années de relevés (2004 et 2005) de façon à en permettre la comparaison, c'est-à-dire en ramenant les dépenses à des francs constants, en corrigeant les changements scolaires et comptables.

Cette approche à court terme et avec des indicateurs très résumés dans des domaines très différents représente une vision parmi d'autres, les enrichissant sans les remplacer. En particulier, les évolutions sur une année demandent à être replacées dans des tendances à plus long terme, de manière à les contextualiser et à en tirer un sens plus large. Des références peuvent être faites aux éditions antérieures de cette publication<sup>35</sup>, tout en sachant que les valeurs en francs constants sont réactualisées chaque année, donc ne peuvent pas être comparées sans autre d'une version à la précédente.

Une partie des informations contenues dans cette partie – celle concernant les ressources humaines et financières – est tirée de l'ensemble des tableaux statistiques produits dans les annexes, où se trouvent aussi les explications et les sources de l'information statistique.



---

<sup>33</sup> Classification internationale type de l'éducation, utilisée dans les enquêtes et les statistiques de l'OCDE ou d'Eurydice (le réseau européen de l'éducation).

<sup>34</sup> La scolarisation obligatoire à quatre ans amènerait l'ordre d'enseignement primaire entièrement dans la classe CITE 1.

<sup>35</sup> Cf. Editions 2002, 2003, 2004 et 2005 des *Ressources humaines et financières du DIP*.

## Enseignement enfantin et primaire

Élèves <sup>A</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Enseignement enfantin	8'482	8'443	-39 (-0.5%)
Enseignement primaire	25'794	25'702	-92 (-0.4%)
Classes spécialisées	500	529	+29 (+5.8%)
Total	34'776	34'674	-102 (-0.3%)
Institutions <sup>B</sup>	743	696	-47 (-6.3%)
Personnel <sup>A</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Enseignants (postes) <sup>C</sup>	2'829 (2'406.6)	2'836 (2'403.8)	+0.2% (-0.1%)
Administratifs et techniques (postes) <sup>C</sup>	325 (258.5)	291 (228.9)	-10.5% (-11.5%)
Proportion de cadres <sup>D</sup>	2.0%	1.8%	-9.2%
Proportion de femmes parmi les enseignants	83.5%	84.0%	+0.5%
Age moyen des enseignants	42.6	42.3	-0.3 ans
Proportion d'enseignants de 50 ans et plus	33.8%	33.2%	-1.8%
Encadrement unitaire <sup>A</sup> , en EPT pour 100 élèves (enseignants seuls) sans les institutions spécialisées	7.5 (6.6)	7.5 (6.6)	+0.4% (+0.7%)
Dépenses <sup>E</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Personnel, en 1000 F constants	339'884	332'724	-2.1%
Fonctionnement <sup>F</sup> , en 1000 F constants	24'901	21'740	-12.7%
Investissement <sup>G</sup> , en 1000 F constants	975	906	-7.1%
Dépense <sup>H</sup> par élève (fonctionnement) en F constants	13'597 (11'114)	13'389 (10'990)	-1.5% (-1.1%)

© SRED 2006

<sup>A</sup> Situation au 31 décembre

<sup>B</sup> Y compris des jardins d'enfants (pédagogie curative), les EFP et cinq centres pour adolescents

<sup>C</sup> Y compris remplaçants (et surnuméraires pour le PAT)

<sup>D</sup> Fonctions d'autorité dès la classe de traitement 14 et cadres supérieurs à partir de la classe 23

<sup>E</sup> Pour l'année civile

<sup>F</sup> Biens, services, subventions et frais de bâtiments, sans les dépenses de personnel

<sup>G</sup> Dépenses d'intérêt et d'amortissement apparaissant dans le compte de fonctionnement

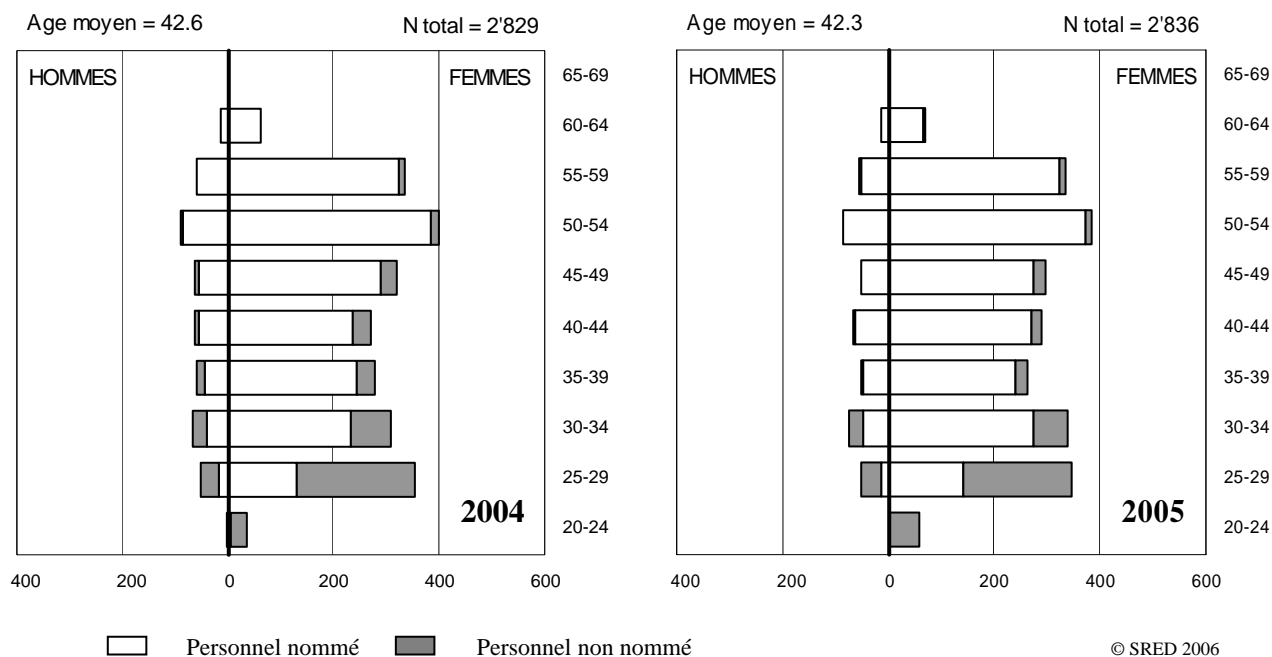
<sup>H</sup> Pour l'enseignement enfantin, primaire et les classes spécialisées ; les valeurs pour 2003 ont été recalculées avec les dépenses réelles des communes

Le libellé entre parenthèses se rapporte au chiffre entre parenthèses

**Élèves** : avec des baisses de 39 élèves à l'école enfantine (-0.5 %) et de 92 élèves dans le primaire (-0.4 %), légèrement atténuées par une augmentation dans les classes spécialisées (+5.8 %), l'effectif total diminue de 102 élèves (-0.3 %) ; au contraire des classes spécialisées, les effectifs des institutions sont en régression de 47 élèves (-6.3 %). **Personnel** : baisse sur les effectifs en postes des enseignants (-0.1 %), de même que pour le personnel *non-enseignant* (-11.5 %). **Dépenses** : comme l'an passé, baisse pour tous les types de dépenses : *personnel* (-2.1 %), *fonctionnement* (-12.7 %) et *intérêts et d'amortissement* (-7.1 %) ; ces dernières dépenses n'incluent pas les bâtiments des écoles (financés par les communes), au contraire de la dépense par élève qui l'inclut ; celle-ci diminue sur le total (-1.5%) comme sur les seules charges de fonctionnement (-1.1%).



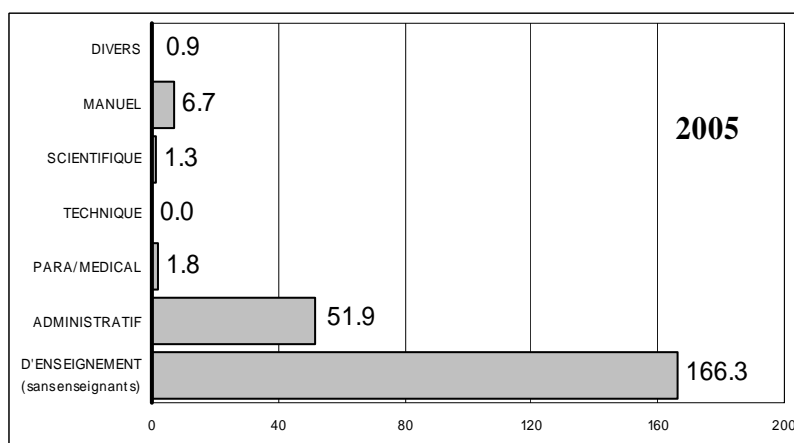
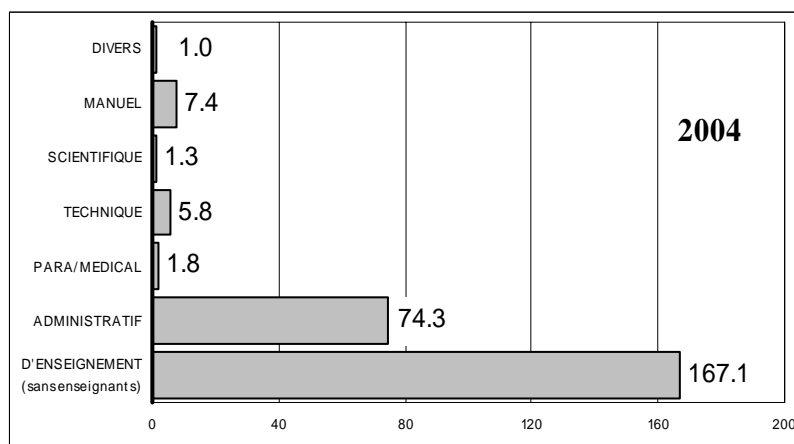
**GRAPHIQUE 35. Enseignants du primaire (personnes)**



**Age moyen :** baisse de -0.3 ans entre 2004 et 2005 ; poursuite de la tendance débutée quatre ans auparavant.  
**Groupes d'âges :** baisse aussi sur le groupe des *plus de 50 ans* (-1.8 %). **Etat de nomination :** diminution de la part des enseignants *non nommés* (-8.5 %) qui passe de 19.3 % en 2004 et à 17.6 % en 2005.

**GRAPHIQUE 36  
 Personnel non-enseignant  
 du primaire (EPT)**

**Volume :** diminution de -29.7 postes EPT (-11.5 %) pour l'ensemble du personnel *non-enseignant*, dont -22.4 EPT pour le *personnel administratif* au sens strict et -5.8 postes EPT pour le *personnel technique*, qui disparaît du primaire. Cette évolution est due au transfert des services audio-visuels vers le nouveau SEM (Service Ecoles-Médias, rattaché au postobligatoire).  
**Composition :** le *personnel administratif* est constitué principalement des secrétaires, des archivistes, des bibliothécaires, des documentalistes et des commis administratifs (cf. tableaux 12 et 13 en annexe).



## Cycle d'orientation

Élèves <sup>A</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Accueil	415	421	+6 (+1.4%)
Atelier	119	129	+10 (+8.4%)
Regroupement A	7'625	7'827	+202 (+2.6%)
Regroupement B	2'564	2'584	+20 (+0.8%)
Regroupement C	109	129	+20 (+18.3%)
Spéciale	159	166	+7 (+4.4%)
Niveaux - options	2'008	1'990	- 18 (-0.9%)
Total	12'999	13'246	+247 (+1.9%)
Personnel <sup>A</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Enseignants (postes)	1'914 (1'369.0)	1'911 (1'392.4)	-0.2% (+1.7%)
Administratifs et techniques (postes)	257 (209.4)	251 (202.7)	-2.3% (-3.2%)
Proportion de cadres <sup>B</sup>	1.7%	1.6%	-2.1%
Proportion de femmes parmi les enseignants	56.9%	57.3%	+0.7%
Age moyen des enseignants	42.5	42.3	-0.2 ans
Proportion d'enseignants de 50 ans et plus	29.7%	29.5%	-0.5%
Encadrement unitaire <sup>A</sup> , en EPT pour 100 élèves (enseignants seuls)	13.2 (10.8)	13.1 (10.8)	-0.5% (-0.4%)
Dépenses <sup>C</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Personnel, en 1000 F constants	228'282	227'226	-0.5%
Fonctionnement <sup>D</sup> , en 1000 F constants	21'398	21'804	+1.9%
Investissement <sup>E</sup> , en 1000 F constants	9'424	9'868	+4.7%
Dépense par élève (fonctionnement) en F constants	22'018 (20'072)	21'540 (19'608)	-2.2% (-2.3%)

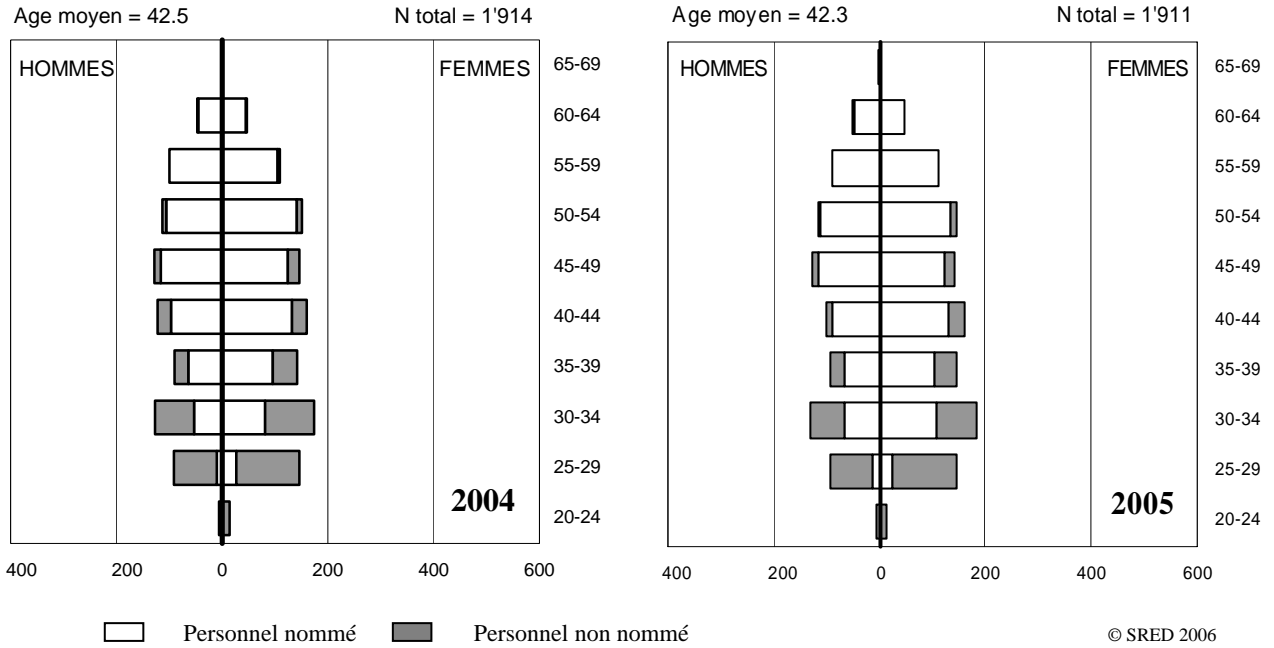
© SRED 2006

<sup>A</sup> Situation au 31 décembre<sup>B</sup> Fonctions d'autorité dès la classe de traitement 14 et cadres supérieurs à partir de la classe 23<sup>C</sup> Pour l'année civile<sup>D</sup> Biens, services, subventions et frais de bâtiments, sans les dépenses de personnel<sup>E</sup> Dépenses d'intérêt et d'amortissement apparaissant dans le compte de fonctionnement

Le libellé entre parenthèses se rapporte au chiffre entre parenthèses

**Élèves** : progression importante du *regroupement C* (+18.3 %) pour la deuxième année consécutive, et des classes *atelier* (+8.4 %) ; les classes *spéciales* (+4.4 %) et le *regroupement A* (+2.6 %) progressent plus fortement que le total (+1.9 %) avec 247 élèves supplémentaires. **Personnel** : hausse des effectifs d'*enseignants* (+1.7 %) et baisse sur le personnel *administratif et technique* (-3.2 %). **Dépenses** : les dépenses de *personnel* diminuent (-0.5 %) tandis que celles qui concernent le *fonctionnement* (biens & services, subventions et frais de bâtiments) remontent quelque peu (+1.9%), tout comme l'investissement (+4.7 %).

**GRAPHIQUE 37. Enseignants du Cycle d'orientation (personnes)**

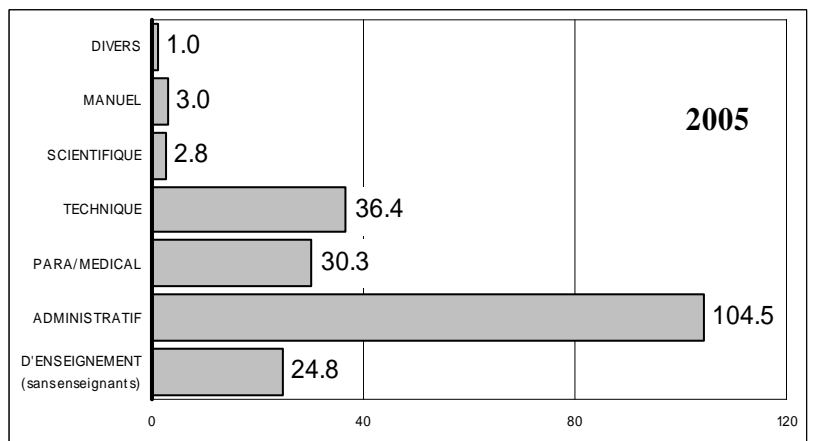
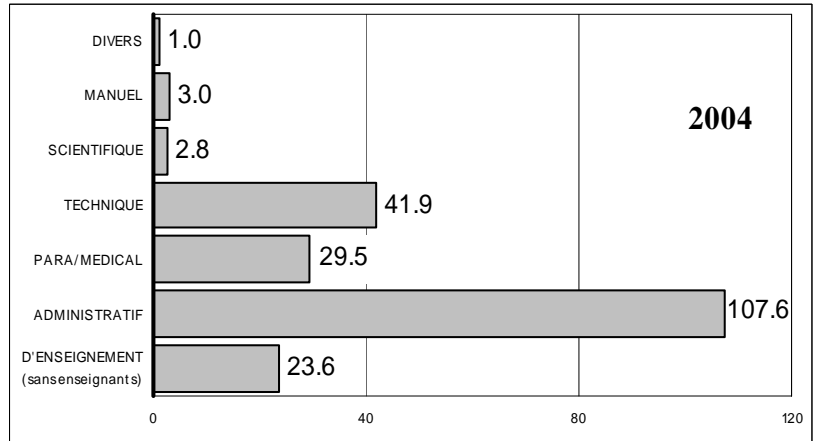


**Age moyen :** diminution de -0.2 ans de l'âge moyen en une année. **Groupes d'âges :** les effectifs du groupe des 50 ans et plus continuent de diminuer sur la dernière période (-0.5 %). **Etat de nomination :** la part des enseignants non nommés diminue (-8.1 %) pour se situer à 27.5 % du corps enseignant en 2005.

**GRAPHIQUE 38  
Personnel non-enseignant  
du Cycle d'orientation (EPT)**

**Volume :** baisse de -6.6 postes EPT (-3.2 %) pour le personnel administratif et technique, dont -5.5 EPT (-13.1 %) pour le seul personnel technique et -3.1 EPT (-2.9 %) pour le personnel administratif. La création du SEM (Service Ecoles-Médias) a déplacé les services audio-visuels du Cycle d'orientation vers le postobligatoire.

**Composition :** le groupe administratif est composé principalement de personnel de secrétariat, de spécialistes d'archives, de documentation et de bibliothèques ; le personnel technique recouvre des assistants techniques (sans l'audio-visuel), le personnel d'enseignement essentiellement des cadres d'enseignement.



## Enseignement postobligatoire

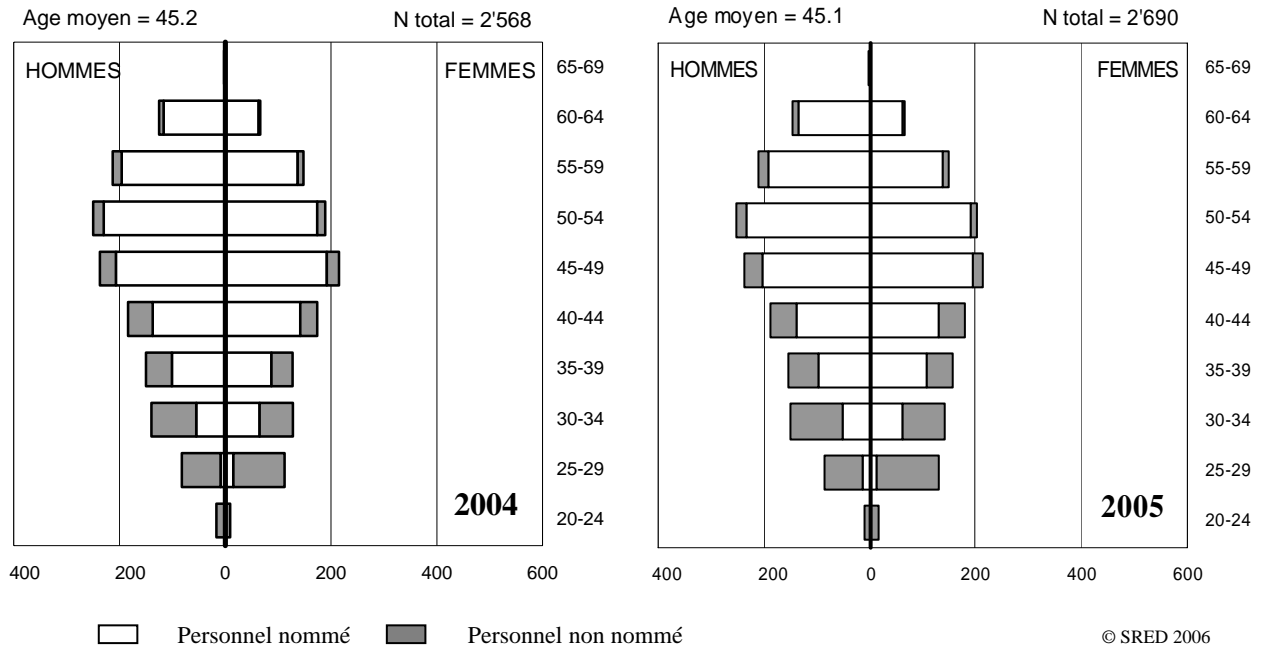
Élèves <sup>A</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Collège de Genève <sup>B</sup>	7'206	7'436	+230 (+3.2%)
École de culture générale <sup>B</sup>	2'033	2'253	+220 (+10.8%)
École de commerce & Cours prof. commerciaux	4'127	4'216	+89 (+2.2%)
École d'enseignement technique	400	395	-5 (-1.3%)
Centre de Lullier	302	302	0 (0.0%)
SCAI & SGIPA (A&I)	520	607	+87 (+16.7%)
École d'arts appliqués	476	497	+2 (+4.4%)
Centre d'enseignement professionnel CEPTA	2'975	3'036	+61 (+2.1%)
École professionnelle EPIA (extérieur)	358	361	+3 (+0.8%)
Total	18'397	19'103	+706 (+3.8%)
Personnel <sup>A</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Enseignants (postes)	2'568 (1'678.9)	2'690 (1'790.3)	+4.8% (+6.6%)
Administratifs et techniques (postes)	478 (357.3)	521 (395.7)	+9.0% (+10.7%)
Proportion de cadres <sup>C</sup>	2.9%	2.9%	+0.7%
Proportion de femmes parmi les enseignants	45.5%	46.7%	+2.6%
Age moyen des enseignants	45.2	45.1	-0.1 ans
Proportion d'enseignants de 50 ans et plus	38.7%	38.2%	-1.2%
Encadrement unitaire <sup>A</sup> , en EPT pour 100 élèves (enseignants seuls)	12.1 (9.3)	12.1 (9.4)	-0.1% (+1.2%)
Dépenses <sup>D</sup>	2004	2005	Δ 2004-05
Personnel, en 1000 F constants	305'892	309'591	+1.2%
Fonctionnement <sup>E</sup> , en 1000 F constants	50'147	54'649	+9.0%
Investissement <sup>F</sup> , en 1000 F constants	20'308	18'793	-7.5%
Dépense <sup>G</sup> par élève (fonctionnement) en F constants	21'109 (18'484)	20'512 (18'068)	-2.8% (-2.3%)

© SRED 2006

<sup>A</sup> Situation au 31 décembre<sup>B</sup> Avec les formations du soir ou pour adultes<sup>C</sup> Fonctions d'autorité dès la classe de traitement 14 et cadres supérieurs à partir de la classe 23<sup>D</sup> Pour l'année civile<sup>E</sup> Biens, services, subventions et frais de bâtiments, sans les dépenses de personnel<sup>F</sup> Dépenses d'intérêt et d'amortissement apparaissant dans le compte de fonctionnement<sup>G</sup> Pour toutes les filières, sans le SCAI, ni l'EPIA

**Élèves** : augmentation des effectifs totaux d'élèves (+3.8 %), due principalement à l'École de culture générale cette année encore (+10.8 %), visible surtout pour le groupe SCAI & SGIPA (+16.7 %) mais sur des effectifs plus limités ; seule l'École d'enseignement technique voit ses effectifs diminuer (-1.3 %). **Personnel** : augmentation sur les postes des *enseignants* (+6.6 %), et sur les *non-enseignants* (+10.7 %). **Dépenses** : légère augmentation des dépenses de personnel (+1.2 %) plus importante pour le fonctionnement (+9.0 %) ; baisse en revanche sur l'investissement (-7.5 %) ; cette année encore l'augmentation des effectifs d'élèves se traduit par une baisse de la dépense de fonctionnement par élève (-2.3%), comme sur le total (-2.8%).

**GRAPHIQUE 39. Enseignants du postobligatoire (personnes)**

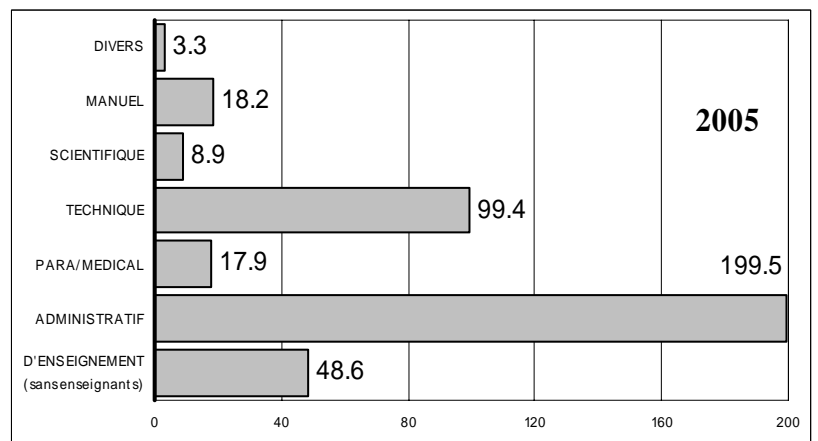
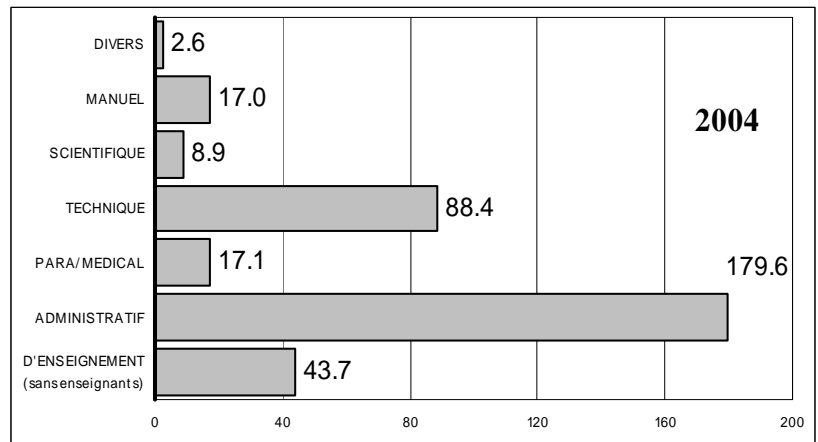


**Age moyen et groupes d'âges :** l'âge moyen des enseignants baisse un peu en 2005 (-0.1 ans), avec aussi une légère diminution dans le groupe des « 50 ans et plus » (-1.2%). **Etat de nomination :** la part des enseignants non nommés se situe à 27.1% en 2005 (+8.8 %), pratiquement au même niveau que le Cycle d'orientation.

**GRAPHIQUE 40  
Personnel non-enseignant  
du postobligatoire (EPT)**

**Volume :** entre 2004 et 2005, le personnel *administratif et technique* augmente au total de +38.4 EPT (+10.7 %), avec +19.8 EPT (11.0 %) pour le personnel *administratif* et 4.9 postes EPT de personnel *d'enseignement* (sans enseignants) (11.2 %) ; l'augmentation du personnel *technique* de +11.0 EPT (+12.4 %) correspond au regroupement des services audiovisuels du DIP au sein du SEM, rattaché au postobligatoire.

**Composition :** le *personnel d'enseignement* (sans les enseignants) est constitué quasi exclusivement de cadres.



## Tableaux

- Tableau 1 : Charges et revenus du DIP, en milliers de francs courants, 1996-2005
- Tableau 2 : Charges et revenus du DIP (avec Lullier, sans Université ni HES), en milliers de francs constants (valeur 2005), 1996-2005
- Tableau 3 : Charges et revenus du DIP (avec Lullier, Université et HES), en milliers de francs constants (valeur 2005), 1996-2005
- Tableau 4 : Charges et revenus du DIP par indice 1996 = 100 (avec Lullier, sans Université ni HES), en valeur constante, 1996-2005
- Tableau 5 : Charges et revenus par unité budgétaire, en 2005
- Tableau 6 : Structure des dépenses en personnel 1996-2005 en milliers de francs constants (valeur 2005)
- Tableau 7 : Structure des charges sociales, en 2005
- Tableau 8 : Traitements salariaux mensuels bruts moyens par classes de traitement, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 9 : Personnes employées par classes de traitement, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 10 : Postes occupés par classes de traitement, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 11 : Postes au budget et réellement occupés, en moyennes annuelles, évolution 1996-2005
- Tableau 12 : Personnes employées par famille de fonctions et unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 13 : Postes EPT occupés par famille de fonctions et unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 14 : Personnes employées selon le statut et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 15 : Postes occupés selon le statut et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 16 : Taux d'activité moyen et ratio emploi par poste selon la famille de fonctions et le sexe, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableaux 17 à 24 : Répartition du personnel du DIP selon l'âge, le sexe et le statut par tranche d'âge quinquennale, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 17 : Personnel enseignant
- Tableau 18 : Personnel non-enseignant
- Tableau 19 : Enseignants du primaire
- Tableau 20 : Enseignants du Cycle d'orientation
- Tableau 21 : Enseignants de l'enseignement postobligatoire
- Tableau 22 : Enseignants de l'Université
- Tableau 23 : Enseignants du CEFOPS
- Tableau 24 : Enseignants des HES
- Tableau 25 : Ensemble du personnel du DIP en personnes, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 26 : Ensemble du personnel du DIP en postes EPT, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)
- Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005
- Tableau 28 : Dépenses unitaires, selon la source de financement, 2005
- Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants) par catégorie de personnel, 2005



Tableau 1 : Charges et revenus du DIP, en milliers de francs courants, 1996-2005

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
30 Charges de personnel	874'881	886'830	892'835	869'461	884'196	913'365	957'861	985'371	994'532	1'002'994
31 Biens & services	43'348	28'650	41'718	40'587	40'216	43'370	45'300	48'180	45'250	41'587
32 Intérêts passifs	33'971	32'077	30'339	26'382	18'608	18'532				0
33 Amortissements	66'176	62'694	86'658	53'069	51'718	38'677	42'620	47'896	45'740	52'814
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'904	2'064	2'149	2'240	2'602	3'139	3'170	3'932	2'165	2'363
36 Subventions accordées	416'662	431'003	431'439	456'406	460'660	491'931	517'740	547'063	553'873	561'426
37 Subventions redistribuées				373	1'192	6'024	441'619	471'594	508'036	501'720
39 Imputations internes										
<i>Frais de bâtiment</i>	62'326	63'318	63'213	64'414	67'218	67'304	68'896	72'566	76'554	85'485
<i>Intérêts sur investissement</i>							20'334	21'288	17'507	15'045
<i>Autres prestations de service</i>	299	333	433	466	587	563	536	529	547	639
<b>3 Total des charges</b>	<b>1'499'567</b>	<b>1'506'970</b>	<b>1'548'785</b>	<b>1'513'398</b>	<b>1'526'996</b>	<b>1'582'904</b>	<b>2'098'075</b>	<b>2'198'419</b>	<b>2'244'204</b>	<b>2'264'073</b>
42 Revenus des biens	26	18	17	31	21	18	22	33	38	476
43 Recettes diverses	22'264	18'730	33'311	30'887	30'514	38'442	38'923	29'349	32'449	33'025
45 Dédommagements de collectivités publiques	503	510	1'440	5'816	7'340	6'055	6'059	4'362	5'437	4'979
46 Subventions acquises	44'867	47'487	50'515	39'955	38'064	40'441	41'369	38'518	39'870	52'513
47 Subventions à redistribuer				373	1'192	6'024	441'619	471'594	508'036	501'720
49 Imputations internes										
<i>Revenus de bâtiment</i>	2'680	3'090	3'253	3'236	1'686	1'838	1'640	1'968	2'414	2'272
<i>Autres prestations de service</i>	90		75							
<b>4 Total des revenus</b>	<b>70'430</b>	<b>69'835</b>	<b>88'611</b>	<b>80'298</b>	<b>78'818</b>	<b>92'818</b>	<b>529'631</b>	<b>545'823</b>	<b>588'244</b>	<b>594'985</b>
Coûts nets	1'429'137	1'437'135	1'460'173	1'433'100	1'448'178	1'490'085	1'568'444	1'652'596	1'655'960	1'669'088

© Service de la recherche en éducation, Genève

Tableau 2 : Charges et revenus du DIP (avec Lullier, sans Université ni HES), en milliers de francs constants (valeur 2005), 1996-2005

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Charges de personnel	965'059	972'841	962'966	930'386	932'113	953'026	991'853	1'011'367	1'008'105	1'002'994
Biens & services	48'973	42'419	44'179	44'542	42'009	47'508	44'773	47'523	45'137	45'998
Intérêts	26'616	25'551	24'017	20'281	13'745	12'718	13'762	14'158	11'502	9'441
Amortissements	50'983	49'198	76'137	46'524	43'629	26'491	28'317	30'646	29'478	33'492
Dédommagements à des collectivités publiques	2'083	2'242	2'318	2'397	2'743	3'275	3'282	4'036	2'195	383
Subventions accordées	187'715	194'830	195'483	192'510	205'761	213'308	223'130	207'042	207'158	209'033
Subventions redistribuées				399	1'257	6'285	6'227	4'338	13'493	11'425
Frais de bâtiment et autres	39'667	41'012	40'367	38'092	39'458	40'214	42'009	45'057	47'142	51'523
<b>Total des charges</b>	<b>1'321'096</b>	<b>1'328'094</b>	<b>1'345'465</b>	<b>1'275'130</b>	<b>1'280'714</b>	<b>1'302'826</b>	<b>1'353'354</b>	<b>1'364'166</b>	<b>1'364'210</b>	<b>1'364'288</b>
Recettes et revenus divers	25'997	22'060	35'929	33'085	32'190	40'131	40'327	30'157	32'931	33'500
Dédommagements de collectivités publiques	1'253	1'543	1'553	6'223	7'738	6'318	6'274	4'477	5'511	4'979
Subventions acquises	48'303	50'782	52'111	40'533	40'127	42'197	42'837	39'534	40'414	45'135
Subventions à redistribuer				399	1'257	6'285	6'227	4'338	13'493	11'425
Revenus de bâtiment et autres	836	1'328	1'439	1'474	1'310	1'268	1'047	1'018	1'551	1'406
<b>Total des revenus</b>	<b>76'389</b>	<b>75'714</b>	<b>91'032</b>	<b>81'714</b>	<b>82'622</b>	<b>96'199</b>	<b>96'712</b>	<b>79'523</b>	<b>93'901</b>	<b>96'446</b>
Coûts nets	1'244'707	1'252'380	1'254'433	1'193'416	1'198'092	1'206'627	1'256'642	1'284'643	1'270'310	1'267'842

Biens et services (nature 31) sans reports

© Service de la recherche en éducation, Genève

**Tableau 3 : Charges et revenus du DIP (avec Lullier, Université et HES),  
en milliers de francs constants (valeur 2005), 1996-2005**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Charges de personnel	1'284'458	1'297'191	1'285'039	1'290'939	1'294'772	1'331'171	1'385'356	1'454'339	1'463'959	1'463'183
Biens & services	81'774	73'499	75'362	82'800	77'698	90'826	93'103	102'737	106'891	109'905
Intérêts	37'186	35'059	32'722	28'231	19'632	19'362	21'743	24'248	19'362	20'834
Amortissements	72'562	68'763	94'094	57'005	60'435	46'436	50'762	61'904	60'079	66'386
Dédommagements à des collectivités publiques	2'083	2'242	2'318	2'397	2'743	3'291	3'282	4'036	2'195	384
Subventions accordées	215'548	219'914	226'782	222'975	223'836	231'724	241'340	226'372	223'008	225'917
Subventions redistribuées	4'337	4'036	3'565	3'948	4'316	9'111	8'349	6'246	15'170	11'425
Frais de bâtiment et autres	69'623	70'312	66'563	69'426	65'083	67'190	68'487	70'902	73'915	78'221
<b>Total des charges</b>	<b>1'767'571</b>	<b>1'771'016</b>	<b>1'786'445</b>	<b>1'757'722</b>	<b>1'748'515</b>	<b>1'799'112</b>	<b>1'872'422</b>	<b>1'950'784</b>	<b>1'964'578</b>	<b>1'976'254</b>
Recettes et revenus divers	43'195	37'137	51'426	49'587	52'141	59'468	65'914	67'132	74'251	74'501
Dédommagements de collectivités publiques	1'253	1'543	1'553	6'223	7'738	6'318	6'274	4'477	5'511	4'979
Subventions acquises	151'649	154'410	156'556	160'102	153'368	144'792	115'762	132'510	126'418	129'423
Subventions à redistribuer	4'337	4'036	3'565	3'948	4'316	9'111	8'349	6'246	16'466	11'425
Revenus de bâtiment et autres	3'084	3'503	2'656	3'638	1'630	1'800	1'605	1'798	1'963	1'878
<b>Total des revenus</b>	<b>203'517</b>	<b>200'629</b>	<b>215'755</b>	<b>223'499</b>	<b>219'193</b>	<b>221'489</b>	<b>197'904</b>	<b>212'162</b>	<b>224'610</b>	<b>222'206</b>
Coûts nets	1'564'054	1'570'387	1'570'690	1'534'223	1'529'322	1'577'623	1'674'518	1'738'622	1'739'969	1'754'048

© Service de la recherche en éducation, Genève

**Tableau 4 : Charges et revenus du DIP par indice 1996 = 100 (avec Lullier, sans Université ni HES),  
en valeur constante, 1996-2005**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Charges de personnel	100	101	100	96	97	99	103	105	104	104
Biens & services	100	87	90	91	86	97	91	97	92	94
Intérêts	100	96	90	76	52	48	52	53	43	35
Amortissements	100	96	149	91	86	52	56	60	58	66
Dédommagements à des collectivités publiques	100	108	111	115	132	157	158	194	105	18
Subventions accordées	100	104	104	103	110	114	119	110	110	111
Subventions redistribuées				///	///	///	///	///	///	///
Frais de bâtiment et autres	100	103	102	96	99	101	106	114	119	130
<b>Total des charges</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>99</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>103</b>	<b>103</b>
Recettes et revenus divers	100	85	138	127	124	154	155	116	127	129
Dédommagements de collectivités publiques	100	123	124	497	618	504	501	357	440	397
Subventions acquises	100	105	108	84	83	87	89	82	84	93
Subventions à redistribuer				///	///	///	///	///	///	///
Revenus de bâtiment et autres	100	159	172	176	157	152	125	122	186	168
<b>Total des revenus</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>119</b>	<b>107</b>	<b>108</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>104</b>	<b>123</b>	<b>126</b>
Coûts nets	100	101	101	96	96	97	101	103	102	102

© Service de la recherche en éducation, Genève



Tableau 5 : Charges et revenus par unité budgétaire, en 2005

No rubrique	Nature des charges et revenus	SGX		EP		CO		PO		UNI		OJ		CEFOPS		OFFPC		HES		DIP	
		milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total	milliers de Frs	% du total
30	CHARGES DE PERSONNEL	20'785	2%	332'724	33%	227'226	23%	309'591	31%	78'936	8%	13'466	1%	20'265	2%	1'002'994	100%				
31	BIENS.SERVICES	-96	0%	6'659	16%	6'978	17%	13'360	32%	11'202	27%	1'182	3%	2'302	6%	41'587	100%				
32	INTERETS PASSIFS																				
33	AMORTISSEMENTS	423	1%	439	1%	6'404	12%	14'236	27%	11'471	22%	165	0%	354	1%	52'814	100%				
35	DEDOMMAGEMENTS A DES COLLECTIVITES PUBLIQUES																				
36	SUBVENTIONS ACCORDEES	104'799	19%	13'820	2%	374	0%	15'625	3%	66'206	12%	239	10%	1'937	82%	2'363	100%				
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	10'015	2%					576	0%	382'235	76%	102	0%	549	0%	501'720	100%				
39	IMPUTATIONS INTERNES	1'446	1%	1'728	2%	17'916	18%	29'457	29%	8'785	9%	857	1%	775	1%	101'168	100%				
391	FRAIS BATIMENTS	943	1%	1'226	1%	14'422	17%	24'887	29%	8'027	9%	833	1%	552	1%	85'485	100%				
392	INTERETS SUR INVESTISSEMENT	466	3%	467	3%	3'464	23%	4'557	30%	241	2%	23	0%	223	1%	15'045	100%				
397	AUTRES PRESTAT. DE SERVICE	38	6%	36	6%	29	5%	13	2%	517	81%	1	0%			639	100%				
<b>3</b>	<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>137'372</b>	<b>6%</b>	<b>355'370</b>	<b>16%</b>	<b>258'897</b>	<b>11%</b>	<b>383'033</b>	<b>17%</b>	<b>176'703</b>	<b>8%</b>	<b>16'094</b>	<b>1%</b>	<b>34'389</b>	<b>2%</b>	<b>2'264'073</b>	<b>100%</b>				
42	REVENUS DES BIENS	474	100%	0	0%	0	0%	0	0%	2	0%	766	2%	0	0%	476	100%				
43	RECETTES DIVERSES	6'341	19%	3'955	12%	2'217	7%	5'888	18%	13'126	40%			732	2%	33'025	100%				
45	DEDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITES PUBLIQUES	469	9%	604	12%	78	2%	787	16%	22'969	44%	1'520	31%	1'521	31%	4'979	100%				
46	SUBVENTIONS ACQUISES	3'583	7%	389	1%	240	0%	15'826	30%	102	0%	443	1%	1'686	3%	52'513	100%				
47	SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	10'015	2%					576	0%	382'235	76%	184	0%	549	0%	501'720	100%				
49	IMPUTATIONS INTERNES	7	0%	45	2%	409	18%	703	31%	184	8%	29	1%	29	1%	2'272	100%				
491	REVENUS BATIMENTS	7	0%	45	2%	409	18%	703	31%	184	8%	29	1%	29	1%	2'272	100%				
497	AUTRES PRESTAT. DE SERVICE																				
<b>4</b>	<b>TOTAL REVENUS</b>	<b>20'888</b>	<b>4%</b>	<b>4'994</b>	<b>1%</b>	<b>2'944</b>	<b>0%</b>	<b>23'780</b>	<b>4%</b>	<b>36'384</b>	<b>6%</b>	<b>2'941</b>	<b>0%</b>	<b>4'517</b>	<b>1%</b>	<b>594'985</b>	<b>100%</b>				

**Tableau 6 : Structure des dépenses en personnel 1996-2005  
en milliers de francs constants (valeur 2005)**

	1996	% du tot.	2003	2004	2005	% du tot.
<b>SERVICES GENERAUX</b>	<b>16'754</b>	<b>100.0%</b>	<b>20'830</b>	<b>21'433</b>	<b>20'785</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	13'880	82.8%	16'796	17'500	17'182	82.7%
Personnel enseignant	0	0.0%	0	0	0	0.0%
Assurances et charges sociales	2'811	16.8%	3'428	3'571	3'447	16.6%
Prestations diverses	63	0.4%	606	361	155	0.7%
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	<b>322'554</b>	<b>100.0%</b>	<b>344'349</b>	<b>339'884</b>	<b>332'724</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	20'400	6.3%	24'690	25'858	23'265	7.0%
Personnel enseignant	250'093	77.5%	264'301	259'894	256'797	77.2%
Assurances et charges sociales	51'979	16.1%	55'061	53'748	52'012	15.6%
Prestations diverses	82	0.0%	297	384	651	0.2%
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	<b>213'403</b>	<b>100.0%</b>	<b>228'023</b>	<b>228'282</b>	<b>227'226</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	19'742	9.3%	20'017	20'824	20'187	8.9%
Personnel enseignant	158'766	74.4%	170'818	170'497	170'520	75.0%
Assurances et charges sociales	34'849	16.3%	37'064	36'889	36'386	16.0%
Prestations diverses	46	0.0%	124	72	134	0.1%
<b>ENSEIGN. POSTOBLIGATOIRE</b>	<b>319'562</b>	<b>100.0%</b>	<b>304'754</b>	<b>305'892</b>	<b>309'591</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	45'754	14.3%	35'227	35'077	37'943	12.3%
Personnel enseignant	228'434	71.5%	219'591	221'194	221'721	71.6%
Assurances et charges sociales	53'397	16.7%	49'579	49'367	49'608	16.0%
Prestations diverses	171	0.1%	356	255	319	0.1%
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	<b>63'419</b>	<b>100.0%</b>	<b>79'807</b>	<b>79'305</b>	<b>78'936</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	52'984	83.5%	66'125	65'847	65'598	83.1%
Personnel enseignant	0	0.0%	0	0	0	0.0%
Assurances et charges sociales	10'377	16.4%	13'416	13'236	13'049	16.5%
Prestations diverses	57	0.1%	266	222	290	0.4%
<b>CEFOPS</b>	<b>10'188</b>	<b>100.0%</b>	<b>12'070</b>	<b>12'827</b>	<b>13'466</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	1'253	12.3%	1'472	1'524	1'563	11.6%
Personnel enseignant	7'232	71.0%	8'405	9'008	9'582	71.2%
Assurances et charges sociales	1'680	16.5%	2'134	2'236	2'247	16.7%
Prestations diverses	22	0.2%	59	59	74	0.6%
<b>OFPC</b>	<b>19'179</b>	<b>100.0%</b>	<b>21'534</b>	<b>20'482</b>	<b>20'265</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	16'083	83.9%	17'884	17'111	16'962	83.7%
Personnel enseignant	0	0.0%	0	0	0	0.0%
Assurances et charges sociales	3'078	16.0%	3'582	3'347	3'287	16.2%
Prestations diverses	18	0.1%	68	24	16	0.1%
<b>TOTAL DIP (sans HES ni Université)</b>	<b>965'059</b>	<b>100.0%</b>	<b>1'011'367</b>	<b>1'008'105</b>	<b>1'002'994</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	163'243	16.9%	182'210	183'741	182'700	18.2%
Personnel enseignant	644'526	66.8%	663'116	660'593	658'620	65.7%
Assurances et charges sociales	156'831	16.3%	164'264	162'394	160'034	16.0%
Prestations diverses	459	0.0%	1'777	1'377	1'639	0.2%
<b>HAUTES ECOLES SPECIALISEES *</b>	<b>///</b>		<b>89'506</b>	<b>93'228</b>	<b>94'370</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.			...	...	...	...
Personnel enseignant			...	...	...	...
Assurances et charges sociales			...	...	...	...
Prestations diverses			...	...	...	...
<b>UNIVERSITE</b>	<b>319'399</b>	<b>100.0%</b>	<b>353'466</b>	<b>362'626</b>	<b>365'819</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	95'681	30.0%	110'872	115'168	117'339	32.1%
Personnel enseignant	169'644	53.1%	181'733	186'772	188'289	51.5%
Assurances et charges sociales	53'988	16.9%	60'114	59'971	59'513	16.3%
Prestations diverses	86	0.0%	747	715	678	0.2%
<b>TOTAL AVEC HES ET UNIVERSITE</b>	<b>1'284'458</b>	<b>100.0%</b>	<b>1'454'339</b>	<b>1'463'959</b>	<b>1'463'183</b>	<b>100.0%</b>
Personnel adm. & techn.	258'924	20.2%	293'082	298'909	300'039	21.9%
Personnel enseignant	814'170	63.4%	844'849	847'365	846'909	61.9%
Assurances et charges sociales	210'819	16.4%	224'378	222'365	219'547	16.0%
Prestations diverses	545	0.0%	2'524	2'093	2'318	0.2%

\* L'information n'est pas disponible car les HES n'utilisent pas les mêmes catégories de détail

**Tableau 7: Structure des charges sociales, en 2005**

Type de charge sociale	Part employé (Au 1.1.05)	Part employeur (Au 1.1.05)	
AVS/AI/APG	5.05%	5.05%	
AVS frais de gestion	-	0.13%	
Cotisations assur. chômage	1.00%	1.00%	plafond F 106'800/an
Allocations familiales	-	1.50%	
Assurance maternité	0.13%	0.13%	
Caisses de pensions (dès 24 ans*)			
° CIA sur salaire assuré	8.00%	16.00%	plafond F 200'228/an
° LPP sur salaire assuré	8.00%	16.00%	plancher F 1'612/mois plafond F 6'450/mois
Assurance-maladie complémentaire	0.10%	-	
Assurance-accidents			
° Accidents non-professionnels privé	1.00%	-	plafond F 106'800/an
° Accidents professionnels	-	0.31%	
Fonds de formation professionnelle	-	F 23.-	par an
Fonds d'entraide			
° pour les groupes B et C de la CIA	F 15.-	-	par an
° pour les groupes E et D de la CIA	F 6.-	-	par an
Assurance-maladie	-	F 30.-	par mois

\* Jusqu'à 24 ans 1% employé et 2% employeur.

© SRED &amp; SAFs, Genève

Tableau 8 : Traitements salariaux mensuels bruts moyens par classes de traitement, en 2005 (situation fin décembre)

Classes de traitement	DIP						ENSEIGNANTS						AUTRES FONCTIONS					
	TOTAL			DONT FEMMES			TOTAL			DONT FEMMES			TOTAL			DONT FEMMES		
	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste	postes EPT	traitement moyen par poste	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT	postes EPT	traitement moyen par poste EPT
non-classés																		
4	31.7	4'968	28.4	4'986														
5	15.6	4'594	10.8	4'805														
6	14.6	5'267	9.6	5'415														
7	74.5	4'838	42.4	4'888														
8	710.4	5'310	385.7	5'291	35.4	4'427	17.6	4'422	590.1	5'281	294.8	5'252	120.4	5'453	90.8	5'416		
9	390.5	5'860	226.5	5'937	170.7	5'628	62.9	5'648					219.8	6'041	163.6	6'048		
10	216.1	6'074	141.3	6'064									216.1	6'074	141.3	6'064		
11	556.2	6'710	359.8	6'661									556.2	6'710	359.8	6'661		
12	304.7	6'948	217.4	6'986	4.7	5'263	4.2	5'236					300.0	6'974	213.2	7'020		
13	319.1	6'862	204.3	6'770	62.2	5'304	45.8	5'304					256.9	7'240	158.5	7'193		
14	424.6	7'216	320.9	7'212	261.5	7'195	196.6	7'184					163.1	7'248	124.4	7'255		
15	453.3	7'265	252.3	7'332	142.8	6'242	60.0	6'159					310.5	7'736	192.3	7'698		
16	2'281.3	7'987	1'850.2	7'966	2'163.2	7'984	1'788.8	7'962					118.1	8'034	61.4	8'077		
17	452.1	8'093	187.3	8'006	316.8	8'068	114.6	8'024					135.3	8'153	72.7	7'979		
18	518.4	7'979	297.3	8'003	356.4	7'579	196.0	7'552					162.0	8'859	101.3	8'876		
19	138.5	9'259	59.6	9'325	61.3	9'592	27.7	9'734					77.2	8'994	31.9	8'969		
20	2'832.1	10'200	1'355.6	10'112	2'736.5	10'213	1'305.0	10'124					95.6	9'833	50.6	9'814		
21	70.7	10'340	28.9	10'238									70.7	10'340	28.9	10'238		
22	155.3	10'026	72.1	10'008	81.4	9'746	27.8	9'671					73.9	10'333	44.3	10'220		
23	449.0	11'089	145.3	10'932	365.2	10'986	114.6	10'730					83.8	11'538	30.7	11'684		
24	66.6	11'472	25.4	11'457	37.3	11'196	14.2	11'015					29.3	11'823	11.2	12'015		
25	152.0	11'917	34.5	11'723	129.8	11'839	27.7	11'587					22.3	12'375	6.8	12'274		
26	65.8	12'864	15.0	12'872									65.8	12'864	15.0	12'872		
27	15.9	13'777	3.6	14'089	7.9	14'066	2.6	14'191					8.0	13'491	1.0	13'823		
28	3.0	13'890											3.0	13'890				
30 et +	286.5	15'683	40.7	15'288	280.0	15'689	39.7	15'307					6.5	15'420	1.0	14'562		
<b>TOTAL</b>	<b>10'998.3</b>	<b>8'552</b>	<b>6'314.9</b>	<b>8'109</b>	<b>7'803.2</b>	<b>8'931</b>	<b>4'340.6</b>	<b>8'472</b>	<b>3'195.1</b>	<b>7'629</b>	<b>1'974.3</b>	<b>7'311</b>	<b>3'195.1</b>	<b>7'629</b>	<b>1'974.3</b>	<b>7'311</b>		

Tableau 9 : Personnes employées par classes de traitement, en 2005 (situation fin décembre)

Classes de traitement	DIP				ENSEIGNANTS				AUTRES FONCTIONS						
	TOTAL		DONT FEMMES		TOTAL		DONT FEMMES		TOTAL		DONT FEMMES				
	personnes	% cum.	personnes	% cum.	% femmes	personnes	% cum.	% femmes	personnes	% cum.	personnes	% cum.	% femmes		
non-classés															
4	58	0.4	52	0.6	90 %				58	1.4	52	1.9	90 %		
5	28	0.6	17	0.8	61 %				28	2.1	17	2.5	61 %		
6	24	0.8	18	1.0	75 %				24	2.7	18	3.2	75 %		
7	245	2.5	127	2.5	52 %	184	1.8	87	61	4.2	40	4.7	66 %		
8	1'077	10.0	559	9.2	52 %	917	10.8	434	160	8.1	125	9.3	78 %		
9	474	13.3	297	12.7	63 %	186	12.6	71	288	15.1	226	17.6	78 %		
10	284	15.3	201	15.1	71 %		12.6	10.3	284	22.0	201	25.0	71 %		
11	711	20.2	490	20.9	69 %		12.6	10.3	711	39.4	490	43.0	69 %		
12	412	23.1	311	24.5	75 %	8	12.7	7	404	49.2	304	54.1	75 %		
13	399	25.9	269	27.7	67 %	81	13.4	61	318	57.0	208	61.8	65 %		
14	557	29.8	435	32.9	78 %	356	16.9	277	201	61.9	158	67.6	79 %		
15	595	33.9	347	37.0	58 %	209	19.0	90	386	71.3	257	77.0	67 %		
16	2'691	52.7	2'213	63.2	82 %	2'540	43.8	2'127	151	75.0	86	80.2	57 %		
17	543	56.5	246	66.1	45 %	375	47.5	147	168	79.1	99	83.8	59 %		
18	816	62.2	475	71.7	58 %	591	53.2	323	225	84.6	152	89.4	68 %		
19	170	63.4	80	72.7	47 %	78	54.0	38	92	86.8	42	91.0	46 %		
20	3'596	88.5	1'812	94.1	50 %	3'471	87.9	1'740	125	89.9	72	93.6	58 %		
21	82	89.0	35	94.6	43 %		87.9	94.4	82	91.9	35	94.9	43 %		
22	214	90.5	99	95.7	46 %	126	89.1	43	88	94.0	56	96.9	64 %		
23	698	95.4	225	98.4	32 %	596	95.0	182	102	96.5	43	98.5	42 %		
24	75	95.9	31	98.8	41 %	41	95.4	17	34	97.3	14	99.0	41 %		
25	183	97.2	41	99.3	22 %	157	96.9	32	26	98.0	9	99.4	35 %		
26	66	97.7	15	99.4	23 %		96.9	99.2	66	99.6	15	99.9	23 %		
27	17	97.8	4	99.5	24 %	9	97.0	3	8	99.8	1	100.0	13 %		
28	3	97.8		99.5			97.0	99.2	3	99.8		100.0			
30 et +	315	100.0	44	100.0	14 %	308	100.0	43	7	100.0	1	100.0	14 %		
<b>TOTAL</b>	<b>14'176</b>		<b>8'368</b>		<b>59 %</b>	<b>10'154</b>			<b>4'022</b>		<b>2'673</b>		<b>66 %</b>		
					<b>% femmes sur le total</b>		<b>% enseignants sur le total</b>			<b>% autres fonctions sur le total</b>			<b>% femmes parmi les autres fonctions</b>		
					<b>59 %</b>		<b>72 %</b>			<b>28 %</b>			<b>66 %</b>		

Tableau 10 : Postes occupés par classes de traitement, en 2005 (situation fin décembre)

Classes de traitement	DIP			ENSEIGNANTS			AUTRES FONCTIONS					
	TOTAL		DONT FEMMES	TOTAL		DONT FEMMES	TOTAL		DONT FEMMES			
	postes	% cum.	postes	% cum.	% femmes	postes	% cum.	% femmes	postes	% cum.	% femmes	
non-classés												
4	31.7	0.3	28.4	0.5	90 %			31.7	1.0	28.4	1.4	90 %
5	15.6	0.4	10.8	0.6	69 %			15.6	1.5	10.8	2.0	69 %
6	14.6	0.6	9.6	0.8	66 %			14.6	1.9	9.6	2.5	66 %
7	74.5	1.2	42.4	1.4	57 %	0.5	17.6	39.1	3.2	24.8	3.7	64 %
8	710.4	7.7	385.7	7.6	54 %	8.0	294.8	120.4	6.9	90.9	8.3	75 %
9	390.5	11.2	226.5	11.1	58 %	10.2	62.9	219.8	13.8	163.6	16.6	74 %
10	216.1	13.2	141.3	13.4	65 %	10.2		216.1	20.6	141.3	23.8	65 %
11	556.2	18.3	359.8	19.1	65 %	10.2		556.2	38.0	359.8	42.0	65 %
12	304.8	21.0	217.4	22.5	71 %	10.3	4.2	300.0	47.4	213.2	52.8	71 %
13	319.1	23.9	204.3	25.8	64 %	11.1	45.8	256.9	55.4	158.5	60.8	62 %
14	424.6	27.8	320.9	30.8	76 %	14.4	196.6	163.1	60.5	124.4	67.1	76 %
15	453.4	31.9	252.3	34.8	56 %	16.2	60.0	310.5	70.2	192.3	76.9	62 %
16	2281.3	52.7	1850.2	64.1	81 %	44.0	1788.8	1181.0	73.9	61.4	80.0	52 %
17	452.1	56.8	187.3	67.1	41 %	48.0	114.6	135.3	78.2	72.7	83.7	54 %
18	518.4	61.5	297.3	71.8	57 %	52.6	196.0	162.0	83.2	101.3	88.8	63 %
19	138.5	62.8	59.6	72.7	43 %	53.4	27.7	77.2	85.6	31.9	90.4	41 %
20	2832.1	88.5	1355.6	94.2	48 %	88.4	1305.0	95.6	88.6	50.6	93.0	53 %
21	70.7	89.1	28.9	94.7	41 %	88.4		70.7	90.8	28.9	94.4	41 %
22	155.3	90.6	72.1	95.8	46 %	81.4	27.8	73.9	93.2	44.3	96.7	60 %
23	449.0	94.6	145.4	98.1	32 %	94.2	114.7	83.8	95.8	30.7	98.2	37 %
24	66.6	95.2	25.4	98.5	38 %	94.6	14.2	29.3	96.7	11.2	98.8	38 %
25	152.0	96.6	34.5	99.1	23 %	96.3	27.7	22.3	97.4	6.8	99.1	31 %
26	65.8	97.2	15.0	99.3	23 %	96.3		65.8	99.5	15.0	99.9	23 %
27	15.9	97.4	3.6	99.4	23 %	96.4	2.6	8.0	99.7	1.0	99.9	13 %
28	3.0	97.4		99.4		96.4		3.0	99.8		99.9	
30 et +	286.5	100.0	40.7	100.0	14 %	100.0	39.7	6.5	100.0	1.0	100.0	15 %
<b>TOTAL</b>	<b>10998.4</b>		<b>6314.9</b>	<b>57 %</b>		<b>7803.2</b>	<b>71 %</b>	<b>3195.1</b>	<b>29 %</b>	<b>1974.3</b>	<b>62 %</b>	

Tableau 11 : Postes au budget et réellement occupés, en moyennes annuelles, évolution 1996-2005

Unité budgétaire	1996		2000		2001		2002		2003		2004		2005		Var. 1996-2005	
	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés	au budget	occupés
<b>Services généraux</b>	132	123	133	124	135	124	138	130	139	133	141	139	143	139	11	17
adm & techn	132	123	133	124	135	124	138	130	139	133	141	139	143	139	11	17
enseignants																
<b>Enseignement primaire</b>	2'365	2'359	2'440	2'426	2'475	2'466	2'515	2'506	2'530	2'527	2'531	2'532	2'504	2'494	139	135
adm & techn	204	203	206	204	213	213	229	225	241	235	243	242	225	221	22	18
enseignants	2'161	2'156	2'234	2'222	2'262	2'253	2'286	2'281	2'289	2'292	2'289	2'290	2'278	2'274	117	117
<b>Cycle d'orientation</b>	1'393	1'380	1'353	1'348	1'391	1'381	1'434	1'425	1'479	1'469	1'512	1'504	1'523	1'511	130	131
adm & techn	197	195	184	183	187	185	193	190	201	197	201	202	202	199	5	4
enseignants	1'196	1'186	1'169	1'165	1'204	1'196	1'242	1'235	1'278	1'273	1'311	1'302	1'321	1'312	125	126
<b>Ens. postobligatoire</b>	2'076	2'069	1'904	1'892	1'909	1'885	1'886	1'888	1'911	1'910	1'951	1'937	2'012	2'008	-63	-61
adm & techn	390	388	350	345	349	345	345	340	347	344	347	345	364	379	-6	-9
enseignants	1'686	1'681	1'554	1'548	1'560	1'520	1'541	1'547	1'564	1'565	1'604	1'592	1'628	1'629	-58	-52
<b>Office de la jeunesse</b>	486	482	536	522	547	541	575	566	600	592	614	606	636	628	150	145
adm & techn	486	482	536	522	547	541	575	566	600	592	614	606	636	628	150	145
enseignants																
<b>CEPSPE / CEFOPS</b>	69	69	74	73	76	75	77	78	81	74	83	78	85	83	15	14
adm & techn	12	12	13	13	14	14	14	14	16	15	16	16	16	16	4	4
enseignants	57	56	61	60	62	61	63	64	65	59	66	63	68	66	11	10
<b>OOPF/OFFC</b>	134	134	138	134	140	138	148	143	151	147	151	144	150	146	15	12
adm & techn	134	134	138	134	140	138	148	143	151	147	151	144	150	146	15	12
enseignants																
<b>TOTAL sans HES ni Uni</b>	6'656	6'615	6'579	6'520	6'674	6'590	6'773	6'735	6'890	6'852	6'982	6'940	7'053	7'009	398	393
adm & techn	1'555	1'536	1'560	1'525	1'585	1'560	1'641	1'608	1'694	1'663	1'712	1'694	1'758	1'727	202	191
enseignants	5'100	5'079	5'019	4'995	5'089	5'030	5'132	5'127	5'196	5'189	5'270	5'247	5'295	5'281	195	202
<b>Hautes écoles spécialisées</b>																
adm & techn				219		281		365		592		625		623	///	///
enseignants				81		99		112		174		174		172	///	///
dont assistants				138		182		253		418		450		451	///	///
				...		...		63		88		114		110	///	///
<b>Université</b>	2'447	2'447	2'445	2'445	2'471	2'471	2'505	2'505	2'612	2'612	2'737	2'737	2'809	2'809	///	///
adm & techn	991	991	996	996	1'001	1'001	1'021	1'021	1'082	1'082	1'129	1'129	1'162	1'162	///	///
enseignants	1'456	1'456	1'449	1'449	1'470	1'470	1'484	1'484	1'530	1'530	1'608	1'608	1'647	1'647	///	///
dont assistants				...		...		791		819		884		910	///	///
<b>TOTAL avec HES et Uni</b>	9'063	9'063	9'184	9'184	9'342	9'342	9'605	9'605	10'056	10'056	10'301	10'301	10'441	10'441	///	1'378
adm & techn	2'527	2'527	2'602	2'602	2'660	2'660	2'740	2'740	2'997	2'997	3'061	3'061	3'061	3'061	///	534
enseignants	6'536	6'536	6'582	6'582	6'682	6'682	6'865	6'865	7'136	7'136	7'305	7'305	7'379	7'379	///	844

Postes au budget = moyenne annuelle pondérée : de janvier à août budget voté (sans les postes de la rentrée) et de septembre à décembre budget voté (complet) avec réallocations. Documentation complète en annexe.

© Service de la recherche en éducation, Genève

Tableau 12: Personnes employées par famille de fonctions et unité budgétaire, 2005 (situation fin décembre)

UNITE BUDGETAIRE	ENSEIGNEMENT (4) dont:		ENSEIGNANTS		CADRES DE L'ENSEIGNEMENT		AUTRES FONCTIONS EDUCATIVES			
	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%		
SERVICES GENERAUX	3	1.7%			3	1.7%				
ECOLE PRIMAIRE	3'036	97.1%	2'836	90.7%	47	1.5%	153	4.9%		
CYCLE D'ORIENTATION	1'937	89.6%	1'911	88.4%	24	1.1%	2	0.1%		
ENS. POSTOBLIGATOIRE	2'743	85.4%	2'690	83.8%	46	1.4%	7	0.2%		
UNIVERSITE	2'683	63.6%	2'680	63.6%			3	0.1%		
OFFICE DE LA JEUNESSE	27	3.1%					27	3.1%		
CEFOPS	123	84.2%	123	84.2%						
HES	615	71.9%	605	70.8%	10	1.2%				
OFPC										
<b>TOTAL</b>	<b>10'488</b>	<b>73.7%</b>	<b>10'169</b>	<b>71.4%</b>	<b>127</b>	<b>0.9%</b>	<b>192</b>	<b>1.3%</b>		
UNITE BUDGETAIRE	AMINISTRATION (5) dont notamment:		SECRETARIAT		BIBLIOTHECAIRES/ DOCUMENTALISTES		COMMIS ADMINISTRATIFS		COMPTABLES	
	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%
SERVICES GENERAUX	118	65.2%	46	25.4%	4	2.2%	47	26.0%	12	6.6%
ECOLE PRIMAIRE	76	2.4%	51	1.6%	1	0.0%	16	0.5%	1	0.0%
CYCLE D'ORIENTATION	139	6.4%	72	3.3%	30	1.4%	11	0.5%	3	0.1%
ENS. POSTOBLIGATOIRE	272	8.5%	129	4.0%	68	2.1%	43	1.3%	17	0.5%
UNIVERSITE	728	17.3%	288	6.8%	160	3.8%	174	4.1%	41	1.0%
OFFICE DE LA JEUNESSE	247	28.0%	103	11.7%	3	0.3%	102	11.6%	16	1.8%
CEFOPS	22	15.1%	17	11.6%	1	0.7%	4	2.7%		
HES	141	75.4%	71	8.3%	19	2.2%	19	2.2%	17	2.0%
OFPC	99	52.9%	40	21.4%	1	0.5%	7	3.7%	5	2.7%
<b>TOTAL</b>	<b>1'822</b>	<b>12.8%</b>	<b>815</b>	<b>5.7%</b>	<b>282</b>	<b>2.0%</b>	<b>418</b>	<b>2.9%</b>	<b>107</b>	<b>0.8%</b>
UNITE BUDGETAIRE	PARAMEDICAUX & MEDICAUX (7) dont notamment:		LABORANTS		ASSISTANTS SOCIAUX		MEDECINS		INFIRMIERS & AUXILIAIRES SOIGNANTS	
	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%
SERVICES GENERAUX	2	1.1%								
ECOLE PRIMAIRE	2	0.1%			1	0.0%				
CYCLE D'ORIENTATION	37	1.7%			37	1.7%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	31	1.0%			31	1.0%				
UNIVERSITE	300	7.1%	229	5.4%	3	0.1%	16	0.4%	36	0.9%
OFFICE DE LA JEUNESSE	555	62.9%			162	18.3%	93	10.5%	110	12.5%
CEFOPS	1	0.7%								
HES	7	0.8%	4	0.5%	1	0.1%			1	0.1%
OFPC	82	43.9%			29	15.5%				
<b>TOTAL</b>	<b>1'013</b>	<b>7.1%</b>	<b>233</b>	<b>1.6%</b>	<b>262</b>	<b>1.8%</b>	<b>107</b>	<b>0.8%</b>	<b>147</b>	<b>1.0%</b>
UNITE BUDGETAIRE	TECHNIQUE (1) dont notamment:		ASSISTANTS TECHNIQUES							
	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%				
SERVICES GENERAUX	8	4.4%								
ECOLE PRIMAIRE										
CYCLE D'ORIENTATION	42	1.9%	42	1.9%						
ENS. POSTOBLIGATOIRE	117	3.6%	95	3.0%						
UNIVERSITE	160	3.8%	75	1.8%						
OFFICE DE LA JEUNESSE										
CEFOPS										
HES	39	4.6%	33	3.9%						
OFPC	1	0.5%	1	0.5%						
<b>TOTAL</b>	<b>358</b>	<b>2.5%</b>	<b>238</b>	<b>1.7%</b>						
UNITE BUDGETAIRE	SCIENTIFIQUES (2) dont:		INFORMATIQUES		AUTRES SCIENTIFIQUES					
	PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%				
SERVICES GENERAUX	43	23.8%	2	1.1%	41	22.7%				
ECOLE PRIMAIRE	2	0.1%	1	0.0%	1	0.0%				
CYCLE D'ORIENTATION	3	0.1%	2	0.1%	1	0.0%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	13	0.4%	13	0.4%						
UNIVERSITE	252	6.0%	119	2.8%	133	3.2%				
OFFICE DE LA JEUNESSE	3	0.3%			3	0.3%				
CEFOPS										
HES	21	2.5%	19	2.2%	2	0.2%				
OFPC	2	1.1%	1	0.5%	1	0.5%				
<b>TOTAL</b>	<b>334</b>	<b>2.3%</b>	<b>153</b>	<b>1.1%</b>	<b>181</b>	<b>1.3%</b>				
UNITE BUDGETAIRE	MANUELS (6)									
	PERSONNES	%								
SERVICES GENERAUX	2	1.1%								
ECOLE PRIMAIRE	8	0.3%								
CYCLE D'ORIENTATION	3	0.1%								
ENS. POSTOBLIGATOIRE	30	0.9%								
UNIVERSITE	84	2.0%								
OFFICE DE LA JEUNESSE	42	4.8%								
CEFOPS										
HES	25	2.9%								
OFPC	1	0.5%								
<b>TOTAL</b>	<b>177</b>	<b>1.2%</b>								
UNITE BUDGETAIRE	TOTAL									
	PERSONNES	%								
SERVICES GENERAUX	181	100.0%								
ECOLE PRIMAIRE	3'127	100.0%								
CYCLE D'ORIENTATION	2'162	100.0%								
ENS. POSTOBLIGATOIRE	3'211	100.0%								
UNIVERSITE	4'217	100.0%								
OFFICE DE LA JEUNESSE	883	100.0%								
CEFOPS	146	100.0%								
HES	855	100.0%								
OFPC	187	100.0%								
<b>TOTAL*</b>	<b>14'176</b>	<b>100.0%</b>								

\* Dont 41 personnes appartenant aux familles de fonction "divers" et "juridique".



Tableau 13: Postes EPT occupés par famille de fonctions et unité budgétaire, 2005 (situation fin décembre)

UNITE BUDGETAIRE	ENSEIGNEMENT (4) dont:		ENSEIGNANTS		CADRES DE L'ENSEIGNEMENT <sup>1</sup>		AUTRES FONCTIONS EDUCATIVES			
	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%		
SERVICES GENERAUX	2.7	1.8%			2.7	1.8%				
ECOLE PRIMAIRE	2'570.1	97.6%	2'403.8	91.3%	43.3	1.6%	123.0	4.7%		
CYCLE D'ORIENTATION	1'417.2	88.8%	1'392.4	87.3%	24.0	1.5%	0.8	0.1%		
ENS. POSTOBLIGATOIRE	1'838.9	84.1%	1'790.3	81.9%	43.5	2.0%	5.1	0.2%		
UNIVERSITE	1'702.3	58.5%	1'699.3	58.4%			3.0	0.1%		
OFFICE DE LA JEUNESSE	19.6	3.0%					19.6	3.0%		
CEFOPS	67.1	80.8%	67.1	80.8%						
HES	459.5	72.2%	450.4	70.8%	9.1	1.4%				
OFFPC										
<b>TOTAL</b>	<b>8'077.3</b>	<b>73.4%</b>	<b>7'803.2</b>	<b>70.9%</b>	<b>122.6</b>	<b>1.1%</b>	<b>151.5</b>	<b>1.4%</b>		
UNITE BUDGETAIRE	ADMINISTRATION (5) dont notamment:		SECRETARIAT		BIBLIOTHECAIRES/ DOCUMENTALISTES		COMMIS ADMINISTRATIFS		COMPTABLES	
	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%
SERVICES GENERAUX	103.4	67.1%	38.9	25.2%	2.8	1.8%	42.1	27.3%	11.3	7.3%
ECOLE PRIMAIRE	51.9	2.0%	31.8	1.2%	1.5	0.1%	11.4	0.4%	0.7	0.0%
CYCLE D'ORIENTATION	104.5	6.5%	51.3	3.2%	20.9	1.3%	9.6	0.6%	2.4	0.2%
ENS. POSTOBLIGATOIRE	199.5	9.1%	96.5	4.4%	47.1	2.2%	32.9	1.5%	11.5	0.5%
UNIVERSITE	550.7	18.9%	211.0	7.3%	109.0	3.7%	136.0	4.7%	37.0	1.3%
OFFICE DE LA JEUNESSE	207.8	31.8%	84.4	12.9%	1.8	0.3%	87.8	13.4%	13.1	2.0%
CEFOPS	15.0	18.0%	11.2	13.5%	0.5	0.6%	3.3	3.9%		
HES	106.5	16.7%	56.3	8.8%	12.8	2.0%	14.2	2.2%	12.5	2.0%
OFFPC	79.5	53.0%	29.8	19.9%	0.5	0.3%	5.6	3.7%	4.8	3.2%
<b>TOTAL</b>	<b>1'418.7</b>	<b>12.9%</b>	<b>611.1</b>	<b>5.6%</b>	<b>196.8</b>	<b>1.8%</b>	<b>342.8</b>	<b>3.1%</b>	<b>93.1</b>	<b>0.8%</b>
UNITE BUDGETAIRE	PARAMEDICAUX & MEDICAUX (7) dont notamment:		LABORANTS		ASSISTANTS SOCIAUX		MEDECINS		INFIRMIERS & AUXILIAIRES SOIGNANTS	
	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%
SERVICES GENERAUX	1.0	0.6%								
ECOLE PRIMAIRE	1.8	0.1%								
CYCLE D'ORIENTATION	30.3	1.9%								
ENS. POSTOBLIGATOIRE	17.9	0.8%								
UNIVERSITE	223.1	7.7%	176	6.1%	3	0.1%			24	0.8%
OFFICE DE LA JEUNESSE	393.9	60.3%			135	20.7%	58	8.9%	78	11.9%
CEFOPS	1.0	1.2%								
OFFPC	5.3	0.8%	3	0.5%	1	0.1%			1	0.1%
HES	64.1	42.7%			26.4	17.6%				
<b>TOTAL</b>	<b>738.3</b>	<b>6.7%</b>	<b>179.0</b>	<b>1.6%</b>	<b>214.0</b>	<b>1.9%</b>	<b>66.9</b>	<b>0.6%</b>	<b>102.4</b>	<b>0.9%</b>
UNITE BUDGETAIRE	TECHNIQUE (1) dont notamment:		ASSISTANTS TECHNIQUES							
	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%				
SERVICES GENERAUX	6.3	4.1%								
ECOLE PRIMAIRE										
CYCLE D'ORIENTATION	36.4	2.3%	36.4	2.3%						
ENS. POSTOBLIGATOIRE	99.4	4.5%	80.6	3.7%						
UNIVERSITE	148.9	5.1%	70.7	2.4%						
OFFICE DE LA JEUNESSE										
CEFOPS										
HES	31.3	4.9%	26.0	4.1%						
OFFPC	1.0	0.7%	1.0	0.7%						
<b>TOTAL</b>	<b>323.2</b>	<b>2.9%</b>	<b>214.7</b>	<b>2.0%</b>						
UNITE BUDGETAIRE	SCIENTIFIQUES (2) dont:		INFORMATIQUES		AUTRES SCIENTIFIQUES					
	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%				
SERVICES GENERAUX	34.6	22.4%	2.0	1.3%	32.6	21.1%				
ECOLE PRIMAIRE	1.3	0.0%	0.8	0.0%	0.5	0.0%				
CYCLE D'ORIENTATION	2.8	0.2%	1.8	0.1%	1.0	0.1%				
ENS. POSTOBLIGATOIRE	8.9	0.4%	8.9	0.4%						
UNIVERSITE	211.6	7.3%	109.1	3.8%	102.5	3.5%				
OFFICE DE LA JEUNESSE	2.5	0.4%			2.5	0.4%				
CEFOPS										
HES	18.3	2.9%	16.3	2.6%	2.0	0.3%				
OFFPC	1.9	1.3%	1.0	0.7%	0.9	0.6%				
<b>TOTAL</b>	<b>281.8</b>	<b>2.6%</b>	<b>139.9</b>	<b>1.3%</b>	<b>142.0</b>	<b>1.3%</b>				
UNITE BUDGETAIRE	MANUELS (6)		TOTAL							
	POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%				
SERVICES GENERAUX	1.8	1.1%	154.2	100.0%						
ECOLE PRIMAIRE	6.7	0.3%	2'632.6	100.0%						
CYCLE D'ORIENTATION	3.0	0.2%	1'595.1	100.0%						
ENS. POSTOBLIGATOIRE	18.2	0.8%	2'186.0	100.0%						
UNIVERSITE	65.3	2.2%	2'908.4	100.0%						
OFFICE DE LA JEUNESSE	22.8	3.5%	653.0	100.0%						
CEFOPS			83.0	100.0%						
HES	9.1	1.4%	636.1	100.0%						
OFFPC	1.0	0.7%	150.1	100.0%						
<b>TOTAL</b>	<b>127.7</b>	<b>1.2%</b>	<b>10'998.3</b>	<b>100.0%</b>						

\* Dont 31.4 postes appartenant aux familles de fonction "divers" et "juridique".

Tableau 14: Personnes employées selon le statut et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)

UNITE BUDGETAIRE	STATUT JURIDIQUE DE LA PERSONNE	ENSEIGNANTS		AUTRES FONCTIONS		TOTAL	
		PERSONNES	%	PERSONNES	%	PERSONNES	%
SERVICES GENERAUX	FONCTIONNAIRE			124	68.5%	124	68.5%
	EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT			1	0.6%	1	0.6%
	AUXILIAIRE ADMIN. AGENT SPECIALISE			20	11.0%	20	11.0%
	PROBATOIRE			3	1.7%	3	1.7%
				33	18.2%	33	18.2%
	<b>Total</b>			<b>181</b>	<b>4.5%</b>	<b>181</b>	<b>1.3%</b>
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	FONCTIONNAIRE	2'336	82.4%	228	78.4%	2'564	82.0%
	EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT	500	17.6%	5	1.7%	500	16.0%
	AUXILIAIRE ADMIN. PROBATOIRE			11	3.8%	11	0.4%
				47	16.2%	47	1.5%
	<b>Total</b>	<b>2'836</b>	<b>27.9%</b>	<b>291</b>	<b>7.2%</b>	<b>3'127</b>	<b>22.1%</b>
	CYCLE D'ORIENTATION	FONCTIONNAIRE	1'386	72.5%	211	84.1%	1'597
EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT		525	27.5%	3	1.2%	3	0.1%
AUXILIAIRE ADMIN. PROBATOIRE				8	3.2%	8	0.4%
				29	11.6%	29	1.3%
<b>Total</b>		<b>1'911</b>	<b>18.8%</b>	<b>251</b>	<b>6.2%</b>	<b>2'162</b>	<b>15.3%</b>
ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE		FONCTIONNAIRE	1'962	72.9%	390	74.9%	2'352
	EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT	728	27.1%	22	4.2%	22	0.7%
	AUXILIAIRE ADMIN. PROBATOIRE			28	5.4%	28	0.9%
				80	15.4%	80	2.5%
	<b>Total</b>	<b>2'690</b>	<b>26.5%</b>	<b>521</b>	<b>12.8%</b>	<b>3'211</b>	<b>22.7%</b>
	UNIVERSITE	FONCTIONNAIRE	2'680	100.0%	1'054	68.6%	3'734
EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT				57	3.7%	57	1.4%
AUXILIAIRE ADMIN. AGENT SPECIALISE				134	8.7%	134	3.2%
PROBATOIRE				1	0.1%	1	0.0%
				291	18.9%	291	6.9%
<b>Total</b>		<b>2'680</b>	<b>26.4%</b>	<b>1'537</b>	<b>37.8%</b>	<b>4'217</b>	<b>29.7%</b>
OFFICE DE LA JEUNESSE	FONCTIONNAIRE			598	67.7%	598	67.7%
	EMPLOYE D'ETAT AUXILIAIRE ADMIN.			58	6.6%	58	6.6%
	AGENT SPECIALISE PROBATOIRE			47	5.3%	47	5.3%
				180	20.4%	180	20.4%
	<b>Total</b>			<b>883</b>	<b>21.7%</b>	<b>883</b>	<b>6.2%</b>
	CEFOPS	FONCTIONNAIRE	78	63.4%	17	73.9%	95
EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT		45	36.6%	3	13.0%	3	2.1%
AUXILIAIRE ADMIN. PROBATOIRE				45	30.8%	45	30.8%
				3	13.0%	3	2.1%
<b>Total</b>		<b>123</b>	<b>1.2%</b>	<b>23</b>	<b>0.6%</b>	<b>146</b>	<b>1.0%</b>
OFPC		FONCTIONNAIRE			151	80.7%	151
	AUXILIAIRE ADMIN. PROBATOIRE			6	3.2%	6	0.7%
				30	16.0%	30	3.5%
	<b>Total</b>			<b>187</b>	<b>4.6%</b>	<b>187</b>	<b>1.3%</b>
HAUTE ECOLE SPECIALISEE	FONCTIONNAIRE	174	28.8%	119	47.6%	293	34.3%
	EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT	431	71.2%	64	25.6%	64	7.5%
	AUXILIAIRE ADMIN. PROBATOIRE			431	50.4%	431	50.4%
				16	6.4%	16	1.9%
				50	20.0%	50	5.8%
	<b>Total</b>	<b>605</b>	<b>5.9%</b>	<b>250</b>	<b>6.2%</b>	<b>855</b>	<b>6.0%</b>
TOTAL DIP	FONCTIONNAIRE	8'142	80.1%	2'848	70.1%	10'954	77.3%
	EMPLOYE D'ETAT SUPPLEANT	2'027	19.9%	205	5.0%	200	1.4%
	AUXILIAIRE ADMIN. AGENT SPECIALISE			268	6.6%	2'024	14.3%
	PROBATOIRE			5	0.1%	262	1.8%
				738	18.2%	5	0.0%
	<b>Total</b>	<b>10'169</b>	<b>100.0%</b>	<b>4'064</b>	<b>100.0%</b>	<b>14'176</b>	<b>100.0%</b>

Tableau 15: Postes occupés selon le statut et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)

UNITE BUDGETAIRE	STATUT JURIDIQUE DE LA PERSONNE	ENSEIGNANTS		AUTRES FONCTIONS		TOTAL	
		POSTES	%	POSTES	%	POSTES	%
SERVICES GENERAUX	FONCTIONNAIRE			104.9	68.0%	104.9	68.0%
	EMPLOYE D'ETAT			0.2	0.1%	0.2	0.1%
	SUPPLEANT						
	AUXILIAIRE ADMIN.			16.6	10.8%	16.6	10.8%
	AGENT SPECIALISE			3.0	1.9%	3.0	1.9%
	PROBATOIRE			29.5	19.1%	29.5	19.1%
	<b>Total</b>			<b>154.2</b>	<b>4.8%</b>	<b>154.2</b>	<b>1.4%</b>
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	FONCTIONNAIRE	1'979.5	82.3%	184.6	80.7%	2'164.1	82.2%
	EMPLOYE D'ETAT			4.1	1.8%	4.1	0.2%
	SUPPLEANT	424.3	17.7%			424.3	16.1%
	AUXILIAIRE ADMIN.			7.2	3.1%	7.2	0.3%
	PROBATOIRE			33.0	14.4%	33.0	1.3%
	<b>Total</b>	<b>2'403.8</b>	<b>30.8%</b>	<b>228.9</b>	<b>7.2%</b>	<b>2'632.6</b>	<b>23.9%</b>
CYCLE D'ORIENTATION	FONCTIONNAIRE	1'074.2	77.2%	171.9	84.8%	1'246.1	78.1%
	EMPLOYE D'ETAT			2.5	1.2%	2.5	0.2%
	SUPPLEANT	318.1	22.8%			318.1	19.9%
	AUXILIAIRE ADMIN.			5.0	2.4%	5.0	0.3%
	PROBATOIRE			23.4	11.5%	23.4	1.5%
	<b>Total</b>	<b>1'392.4</b>	<b>17.8%</b>	<b>202.7</b>	<b>6.3%</b>	<b>1'595.1</b>	<b>14.5%</b>
ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE	FONCTIONNAIRE	1'435.6	80.2%	310.0	78.3%	1'745.5	79.8%
	EMPLOYE D'ETAT			14.8	3.7%	14.8	0.7%
	SUPPLEANT	354.8	19.8%			354.8	16.2%
	AUXILIAIRE ADMIN.			13.4	3.4%	13.4	0.6%
	PROBATOIRE			57.0	14.4%	57.0	2.6%
	<b>Total</b>	<b>1'790.3</b>	<b>22.9%</b>	<b>395.7</b>	<b>12.4%</b>	<b>2'186.0</b>	<b>19.9%</b>
UNIVERSITE	FONCTIONNAIRE	1'699.3	100.0%	851.6	70.4%	2'550.9	87.7%
	EMPLOYE D'ETAT			45.0	3.7%	45.0	1.5%
	SUPPLEANT						
	AUXILIAIRE ADMIN.			82.3	6.8%	82.3	2.8%
	AGENT SPECIALISE			0.6	0.0%	0.6	0.0%
	PROBATOIRE			229.6	19.0%	229.6	7.9%
	<b>Total</b>	<b>1'699.3</b>	<b>21.8%</b>	<b>1'209.1</b>	<b>37.8%</b>	<b>2'908.4</b>	<b>26.4%</b>
OFFICE DE LA JEUNESSE	FONCTIONNAIRE			445.1	68.2%	445.1	68.2%
	EMPLOYE D'ETAT			39.6	6.1%	39.6	6.1%
	AUXILIAIRE ADMIN.			28.6	4.4%	28.6	4.4%
	AGENT SPECIALISE						
	PROBATOIRE			139.8	21.4%	139.8	21.4%
	<b>Total</b>			<b>653.0</b>	<b>20.4%</b>	<b>653.0</b>	<b>5.9%</b>
CEFOPS	FONCTIONNAIRE	41.1	61.3%	11.4	71.2%	52.4	63.2%
	EMPLOYE D'ETAT			2.5	15.7%	2.5	3.0%
	SUPPLEANT	26.0	38.7%			26.0	31.3%
	AUXILIAIRE ADMIN.						
	PROBATOIRE			2.1	13.2%	2.1	2.5%
	<b>Total</b>	<b>67.1</b>	<b>0.9%</b>	<b>16.0</b>	<b>0.5%</b>	<b>83.0</b>	<b>0.8%</b>
OFPC	FONCTIONNAIRE			122.3	81.5%	122.3	19.2%
	AUXILIAIRE ADMIN.			5.4	3.6%	5.4	0.8%
	PROBATOIRE			22.4	14.9%	22.4	3.5%
	<b>Total</b>			<b>150.1</b>	<b>4.7%</b>	<b>150.1</b>	<b>1.4%</b>
HAUTE ECOLE SPECIALISEE	FONCTIONNAIRE	137.4	30.5%	88.6	47.7%	226.0	35.5%
	EMPLOYE D'ETAT			45.7	24.6%	45.7	7.2%
	SUPPLEANT	313.0	69.5%			313.0	49.2%
	AUXILIAIRE ADMIN.			11.1	6.0%	11.1	1.7%
	PROBATOIRE			39.9	21.5%	39.9	6.3%
	<b>Total</b>	<b>450.4</b>	<b>5.8%</b>	<b>185.7</b>	<b>5.8%</b>	<b>636.1</b>	<b>5.8%</b>
TOTAL DIP	FONCTIONNAIRE	6'367.0	81.6%	2'290.2	71.7%	8'657.3	78.7%
	EMPLOYE D'ETAT			154.3	4.8%	154.3	1.4%
	SUPPLEANT	1'436.2	18.4%			1'436.2	13.1%
	AUXILIAIRE ADMIN.			169.5	5.3%	169.5	1.5%
	AGENT SPECIALISE			4.6	0.1%	4.6	0.0%
	PROBATOIRE			576.6	18.0%	576.6	5.2%
	<b>Total</b>	<b>7'803.2</b>	<b>100.0%</b>	<b>3'195.1</b>	<b>100.0%</b>	<b>10'998.4</b>	<b>100.0%</b>

**Tableau 16: Taux d'activité moyen et ratio emploi par poste selon la famille de fonctions et le sexe, en 2005 (situation fin décembre)**

	Ratio personnes/postes			Taux d'activité moyen		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<b>ENSEIGNANTS:</b>						
Enseignement primaire	1.09	1.20	1.18	0.92	0.83	0.85
Cycle d'Orientation	1.29	1.44	1.37	0.78	0.69	0.73
Enseignement Postobligatoire	1.37	1.68	1.50	0.73	0.59	0.67
CEFOPS	2.26	1.70	1.83	0.44	0.59	0.55
HES	1.31	1.40	1.34	0.76	0.71	0.74
Université	1.58	1.58	1.58	0.63	0.63	0.63
<b>total (enseignants)</b>	<b>1.29</b>	<b>1.31</b>	<b>1.30</b>	<b>0.78</b>	<b>0.76</b>	<b>0.77</b>
<b>AUTRES FONCTIONS:</b>						
Enseignement primaire	1.13	1.35	1.27	0.88	0.74	0.79
Cycle d'Orientation	1.09	1.38	1.24	0.92	0.73	0.81
Enseignement Postobligatoire	1.19	1.43	1.32	0.84	0.70	0.76
CEFOPS	1.00	1.47	1.44	1.00	0.68	0.69
HES	1.29	1.38	1.35	0.78	0.72	0.74
Université	1.14	1.37	1.27	0.88	0.73	0.79
Services généraux	1.12	1.21	1.17	0.89	0.83	0.85
Office de la jeunesse	1.18	1.41	1.35	0.85	0.71	0.74
OFPC	1.09	1.33	1.25	0.92	0.75	0.80
<b>total (autres fonctions)</b>	<b>1.12</b>	<b>1.36</b>	<b>1.27</b>	<b>0.89</b>	<b>0.73</b>	<b>0.79</b>
<b>Ensemble du personnel DIP</b>	<b>1.24</b>	<b>1.33</b>	<b>1.29</b>	<b>0.81</b>	<b>0.75</b>	<b>0.78</b>

© Service de la recherche en éducation, Genève

## Répartition du personnel du DIP selon l'âge, le sexe et le statut par tranche d'âge quinquennale, en 2005 (situation fin décembre)

Tableau 17: Personnel enseignant

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	femmes
15-19			1		1	
20-24	118	189	189	1	118	189
25-29	42	572	177	710	614	887
30-34	172	434	440	393	606	833
35-39	265	206	449	192	471	641
40-44	377	130	573	144	507	717
45-49	489	82	643	94	571	737
50-54	590	45	731	62	635	793
55-59	500	38	623	37	538	660
60-64	376	18	228	14	394	242
65-69	12	1	2		13	2
<b>TOTAL</b>	<b>2'823</b>	<b>1'644</b>	<b>3'866</b>	<b>1'836</b>	<b>4'467</b>	<b>5'702</b>
						<b>10'169</b>

Tableau 19: Enseignants du primaire

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	femmes
15-19			60		60	
20-24	15	36	142	205	51	347
25-29	47	29	275	63	76	338
30-34	46	7	240	22	53	262
35-39	61	6	269	21	67	290
40-44	51	2	273	24	53	297
45-49	86	1	374	10	87	384
50-54	53	2	325	10	55	335
55-59	13		66	2	13	68
60-64						
65-69						
<b>TOTAL</b>	<b>372</b>	<b>83</b>	<b>1'964</b>	<b>417</b>	<b>455</b>	<b>2'381</b>
						<b>2'836</b>

Tableau 18: Personnel non enseignant

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	femmes
15-19			1	2	3	
20-24	9	3	31	21	12	52
25-29	49	32	79	79	81	158
30-34	108	32	198	73	140	271
35-39	131	27	264	78	158	342
40-44	180	27	355	80	207	435
45-49	177	20	402	36	197	438
50-54	210	11	380	28	221	408
55-59	194	6	352	19	200	371
60-64	152	5	206	6	157	212
65-69			1		1	
<b>TOTAL</b>	<b>1'210</b>	<b>163</b>	<b>2'269</b>	<b>422</b>	<b>1'373</b>	<b>2'691</b>
						<b>4'064</b>

Tableau 20: Enseignants du Cycle d'Orientation

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	femmes
15-19			7	14	7	14
20-24	15	80	26	118	95	144
25-29	67	64	106	77	131	183
30-34	65	29	102	43	94	145
35-39	89	13	129	32	102	161
40-44	116	13	124	18	129	142
45-49	114	2	135	11	116	146
50-54	90	1	111	1	91	112
55-59	49		48		50	48
60-64						
65-69			1		1	
<b>TOTAL</b>	<b>605</b>	<b>211</b>	<b>781</b>	<b>314</b>	<b>816</b>	<b>1'095</b>
						<b>1'911</b>

## Répartition du personnel du DIP selon l'âge, le sexe et le statut par tranche d'âge quinquennale, en 2003 (suite)

Tableau 21: Enseignants de l'enseign. postobligatoire

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	fémmes
15-19			1	1	1	1
20-24	8	18	14	18	8	18
25-29	12	75	63	87	87	130
30-34	50	99	106	149	149	143
35-39	97	58	131	155	155	310
40-44	138	51	195	189	179	368
45-49	202	34	191	236	212	448
50-54	234	19	136	253	202	455
55-59	193	19	64	145	148	360
60-64	135	10	1	1	1	212
65-69	1					1
<b>TOTAL</b>	<b>1'062</b>	<b>373</b>	<b>900</b>	<b>1'435</b>	<b>1'255</b>	<b>2'690</b>

Tableau 22: Enseignants de l'Université

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	fémmes
15-19						
20-24	94	94	4	96	94	96
25-29	7	358	21	285	365	289
30-34	29	234	34	180	263	201
35-39	78	93	67	72	171	106
40-44	109	17	66	17	126	84
45-49	150	5	48	5	155	71
50-54	166		53	2	166	50
55-59	165		51		165	53
60-64	163		9		163	51
65-69	9		2		9	2
<b>TOTAL</b>	<b>876</b>	<b>801</b>	<b>346</b>	<b>657</b>	<b>1'677</b>	<b>1'003</b>

Tableau 23: Enseignants du CEFOPS

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	fémmes
15-19						
20-24	1	4	1	3	1	1
25-29	3	5	4	5	7	4
30-34	5	2	5	10	5	9
35-39	6	3	16	6	9	22
40-44	1	1	16	3	2	19
45-49	3	2	9	1	5	10
50-54	2		5	2	2	7
55-59						
60-64						
65-69						
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>14</b>	<b>56</b>	<b>31</b>	<b>36</b>	<b>87</b>

Tableau 24: Enseignants des HES

Tranche d'âge	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	nommés	non nommés	nommés	non nommés	hommes	fémmes
15-19						
20-24		12		3	12	3
25-29		47		36	47	36
30-34	1	33	1	24	34	24
35-39	7	33	8	19	40	20
40-44	12	46	12	28	58	36
45-49	26	31	27	27	57	39
50-54	28	23	7	26	51	33
55-59	25	15	13	14	40	27
60-64	28	7	4	7	35	11
65-69	2				2	
<b>TOTAL</b>	<b>129</b>	<b>247</b>	<b>45</b>	<b>184</b>	<b>376</b>	<b>229</b>

**Tableau 25: Ensemble du personnel du DIP en personnes, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)**

UNITE BUDGETAIRE	POSITION	Total		dont femmes	
		personnes	% de l'unité budgétaire	personnes	% de la position
<b>SERVICES GENERAUX</b>	Non cadres	134	74.0 %	97	72.4 %
	Cadres techniques	17	9.4 %	6	35.3 %
	<b>Encadrement</b>	<b>30</b>	<b>16.6 %</b>	<b>9</b>	<b>30.0 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>181</i>	<i>100.0 %</i>	<i>112</i>	<i>61.9 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	Non cadres	3'069	98.1 %	2'552	83.2 %
	Cadres techniques	6	0.2 %	1	16.7 %
	<b>Encadrement</b>	<b>52</b>	<b>1.7 %</b>	<b>29</b>	<b>55.8 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>3'127</i>	<i>100.0 %</i>	<i>2'582</i>	<i>82.6 %</i>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	Non cadres	2'130	98.5 %	1'229	57.7 %
	Cadres techniques	5	0.2 %	4	80.0 %
	<b>Encadrement</b>	<b>27</b>	<b>1.2 %</b>	<b>7</b>	<b>25.9 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>2'162</i>	<i>100.0 %</i>	<i>1'240</i>	<i>57.4 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE</b>	Non cadres	3'133	97.6 %	1'527	48.7 %
	Cadres techniques	6	0.2 %		
	<b>Encadrement</b>	<b>72</b>	<b>2.2 %</b>	<b>22</b>	<b>30.6 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>3'211</i>	<i>100.0 %</i>	<i>1'549</i>	<i>48.2 %</i>
<b>UNIVERSITE</b>	Non cadres	3'914	92.8 %	1'850	47.3 %
	Cadres techniques	178	4.2 %	81	45.5 %
	<b>Encadrement</b>	<b>125</b>	<b>3.0 %</b>	<b>45</b>	<b>36.0 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>4'217</i>	<i>100.0 %</i>	<i>1'976</i>	<i>46.9 %</i>
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	Non cadres	730	82.7 %	590	80.8 %
	Cadres techniques	89	10.1 %	68	76.4 %
	<b>Encadrement</b>	<b>64</b>	<b>7.2 %</b>	<b>29</b>	<b>45.3 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>883</i>	<i>100.0 %</i>	<i>687</i>	<i>77.8 %</i>
<b>CEFOPS</b>	Non cadres	134	91.8 %	99	73.9 %
	Cadres techniques				
	<b>Encadrement</b>	<b>12</b>	<b>8.2 %</b>	<b>10</b>	<b>83.3 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>146</i>	<i>100.0 %</i>	<i>109</i>	<i>74.7 %</i>
<b>OFPC</b>	Non cadres	161	86.1 %	119	73.9 %
	Cadres techniques	15	8.0 %	4	26.7 %
	<b>Encadrement</b>	<b>11</b>	<b>5.9 %</b>	<b>5</b>	<b>45.5 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>187</i>	<i>100.0 %</i>	<i>128</i>	<i>68.4 %</i>
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	Non cadres	803	93.9 %	367	45.7 %
	Cadres techniques	16	1.9 %	7	43.8 %
	<b>Encadrement</b>	<b>36</b>	<b>4.2 %</b>	<b>10</b>	<b>27.8 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>855</i>	<i>100.0 %</i>	<i>384</i>	<i>44.9 %</i>
<b>TOTAL DIP</b>	Non cadres	13'459	94.9 %	8'048	59.8 %
	Cadres techniques	308	2.2 %	160	51.9 %
	<b>Encadrement</b>	<b>409</b>	<b>2.9 %</b>	<b>160</b>	<b>39.1 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>14'176</i>	<i>100.0 %</i>	<i>8'368</i>	<i>59.0 %</i>

Non cadres : personnel en dessous de la classe 18 sans fonction hiérarchique.  
Cadres techniques : cadres intermédiaires, cadre B et cadre supérieur sans fonction hiérarchique.  
Encadrement : cadres A et cadres supérieurs.

© Service de la recherche en éducation, Genève

**Tableau 26: Ensemble du personnel du DIP en postes EPT, selon la position hiérarchique, le sexe et l'unité budgétaire, en 2005 (situation fin décembre)**

UNITE BUDGETAIRE	POSITION	Total		dont femmes	
		postes	% de l'unité budgétaire	postes	% de la position
<b>SERVICES GENERAUX</b>	Non cadres	111.3	72.2 %	79.1	71.0 %
	Cadres techniques	15.7	10.2 %	5.2	33.1 %
	<b>Encadrement</b>	<b>27.2</b>	<b>17.6 %</b>	<b>8.2</b>	<b>30.0 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>154.2</i>	<i>100.0 %</i>	<i>92.4</i>	<i>59.9 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	Non cadres	2'579.7	98.0 %	2'107.8	81.7 %
	Cadres techniques	4.5	0.2 %		
	<b>Encadrement</b>	<b>48.5</b>	<b>1.8 %</b>	<b>26.0</b>	<b>53.6 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>2'632.6</i>	<i>100.0 %</i>	<i>2'133.8</i>	<i>81.1 %</i>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	Non cadres	1'564.6	98.1 %	855.6	54.7 %
	Cadres techniques	4.3	0.3 %	3.3	76.7 %
	<b>Encadrement</b>	<b>26.1</b>	<b>1.6 %</b>	<b>6.1</b>	<b>23.5 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>1'595.1</i>	<i>100.0 %</i>	<i>865.0</i>	<i>54.2 %</i>
<b>ENSEIGNEMENT POSTOBLIGATOIRE</b>	Non cadres	2'117.7	96.9 %	929.7	43.9 %
	Cadres techniques	3.9	0.2 %		
	<b>Encadrement</b>	<b>64.4</b>	<b>2.9 %</b>	<b>20.7</b>	<b>32.1 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>2'186.0</i>	<i>100.0 %</i>	<i>950.4</i>	<i>43.5 %</i>
<b>UNIVERSITE</b>	Non cadres	2'662.7	91.6 %	1'255.2	47.1 %
	Cadres techniques	138.7	4.8 %	58.9	42.5 %
	<b>Encadrement</b>	<b>107.0</b>	<b>3.7 %</b>	<b>34.0</b>	<b>31.8 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>2'908.3</i>	<i>100.0 %</i>	<i>1'348.1</i>	<i>46.4 %</i>
<b>OFFICE DE LA JEUNESSE</b>	Non cadres	542.6	83.1 %	420.5	77.5 %
	Cadres techniques	53.8	8.2 %	41.6	77.3 %
	<b>Encadrement</b>	<b>56.6</b>	<b>8.7 %</b>	<b>16.0</b>	<b>28.2 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>653.0</i>	<i>100.0 %</i>	<i>478.0</i>	<i>73.2 %</i>
<b>CEFOPS</b>	Non cadres	72.6	87.5 %	57.7	79.4 %
	Cadres techniques				
	<b>Encadrement</b>	<b>10.4</b>	<b>12.5 %</b>	<b>8.4</b>	<b>80.8 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>83.0</i>	<i>100.0 %</i>	<i>66.1</i>	<i>79.6 %</i>
<b>OFPC</b>	Non cadres	125.1	83.4 %	87.5	69.9 %
	Cadres techniques	14.2	9.5 %	3.8	26.7 %
	<b>Encadrement</b>	<b>10.8</b>	<b>7.2 %</b>	<b>4.8</b>	<b>44.4 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>150.1</i>	<i>100.0 %</i>	<i>96.0</i>	<i>64.0 %</i>
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	Non cadres	591.8	93.0 %	260.4	44.0 %
	Cadres techniques	13.6	2.1 %	6.4	47.1 %
	<b>Encadrement</b>	<b>30.7</b>	<b>4.8 %</b>	<b>8.8</b>	<b>28.5 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>636.1</i>	<i>100.0 %</i>	<i>275.6</i>	<i>43.3 %</i>
<b>TOTAL DIP</b>	Non cadres	10'368.1	94.3 %	6'053.4	58.4 %
	Cadres techniques	248.7	2.3 %	120.1	48.3 %
	<b>Encadrement</b>	<b>381.6</b>	<b>3.5 %</b>	<b>141.4</b>	<b>37.1 %</b>
	<i>Total du personnel</i>	<i>10'998.4</i>	<i>100.0 %</i>	<i>6'314.9</i>	<i>57.4 %</i>

Non cadres : personnel en dessous de la classe 18 sans fonction hiérarchique.  
 Cadres techniques : cadres intermédiaires, cadre B et cadre supérieur sans fonction hiérarchique.  
 Encadrement : cadres A et cadres supérieurs.

© Service de la recherche en éducation, Genève



**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (division ordinaire et classes spécialisées)</b>	<b>15'396</b>	<b>15'279</b>	<b>14'812</b>	<b>14'781</b>	<b>14'682</b>	<b>13'932</b>	<b>14'359</b>	<b>13'792</b>	<b>13'597</b>	<b>13'389</b>
Personnel administratif et technique	444	424	389	377	368	394	423	449	473	460
Personnel enseignant	8'960	9'087	8'709	8'538	8'370	8'479	8'577	8'624	8'462	8'304
Biens & services	263	232	233	241	247	248	246	239	218	214
Bâtiments	1'767	1'765	1'675	1'631	1'694	1'819	1'816	1'917	1'962	2'011
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>11'434</b>	<b>11'508</b>	<b>11'007</b>	<b>10'787</b>	<b>10'678</b>	<b>10'941</b>	<b>11'063</b>	<b>11'229</b>	<b>11'114</b>	<b>10'990</b>
Intérêts & amort.	2'659	2'484	2'581	2'724	2'738	2'147	2'417	1'657	1'582	1'511
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	960	950	910	952	921	505	520	538	529	522
OFPC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>31'888</i>	<i>31'971</i>	<i>32'812</i>	<i>33'482</i>	<i>34'062</i>	<i>34'345</i>	<i>34'625</i>	<i>34'740</i>	<i>34'774</i>	<i>34'726</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (division ordinaire)</b>						<b>13'792</b>	<b>14'223</b>	<b>13'660</b>	<b>13'467</b>	<b>13'261</b>
Personnel administratif et technique						394	423	449	472	460
Personnel enseignant						8'339	8'441	8'492	8'332	8'177
Biens & services						248	246	239	218	214
Bâtiments						1'819	1'816	1'917	1'962	2'011
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>10'801</b>	<b>10'926</b>	<b>11'096</b>	<b>10'984</b>	<b>10'862</b>
Intérêts & amort.						2'147	2'417	1'657	1'582	1'511
SGX						339	359	369	372	366
OJ						505	520	538	529	522
OFPC						0	0	0	0	0
<i>Effectifs d'élèves/étudiants</i>						<i>33'851</i>	<i>34'112</i>	<i>34'216</i>	<i>34'262</i>	<i>34'216</i>
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (classes spécialisées)</b>						<b>23'518</b>	<b>23'438</b>	<b>22'450</b>	<b>22'290</b>	<b>21'972</b>
Personnel administratif et technique						396	425	452	476	464
Personnel enseignant						18'064	17'654	17'279	17'151	16'883
Biens & services						248	246	239	218	214
Bâtiments						1'819	1'816	1'917	1'962	2'011
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>20'527</b>	<b>20'141</b>	<b>19'887</b>	<b>19'807</b>	<b>19'573</b>
Intérêts & amort.						2'147	2'417	1'657	1'582	1'511
SGX						339	359	369	372	366
OJ						505	520	538	529	522
OFPC						0	0	0	0	0
<i>Effectifs d'élèves/étudiants</i>						<i>494</i>	<i>513</i>	<i>524</i>	<i>513</i>	<i>510</i>
<b>CYCLE D'ORIENTATION</b>	<b>24'091</b>	<b>23'917</b>	<b>23'635</b>	<b>22'734</b>	<b>22'211</b>	<b>22'570</b>	<b>22'927</b>	<b>22'753</b>	<b>22'018</b>	<b>21'540</b>
Personnel administratif et technique	2'132	2'095	2'014	1'888	1'873	2'047	2'062	2'030	1'971	1'929
Personnel enseignant	17'867	17'877	17'585	17'023	16'573	16'945	17'281	17'055	16'443	15'993
Biens & services	751	551	623	555	638	639	563	609	578	577
Bâtiments	936	1'036	1'015	1'003	1'028	1'011	1'066	1'016	1'080	1'109
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21'686</b>	<b>21'558</b>	<b>21'237</b>	<b>20'469</b>	<b>20'111</b>	<b>20'641</b>	<b>20'972</b>	<b>20'711</b>	<b>20'072</b>	<b>19'608</b>
Intérêts & amort.	900	975	1'043	859	702	715	723	806	766	781
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	801	787	773	810	788	557	562	563	540	523
OFPC	361	260	267	278	265	318	311	304	268	263
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>10'776</i>	<i>10'791</i>	<i>10'887</i>	<i>11'080</i>	<i>11'273</i>	<i>11'479</i>	<i>11'803</i>	<i>12'307</i>	<i>12'737</i>	<i>13'081</i>

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>ENSEIGN. SECOND. POSTOBLIG. (toutes filières, sans SCAD)</b>	<b>24'382</b>	<b>23'885</b>	<b>22'609</b>	<b>21'664</b>	<b>21'231</b>	<b>21'769</b>	<b>22'277</b>	<b>22'055</b>	<b>21'109</b>	<b>20'512</b>
Personnel administratif et technique	2'435	2'424	2'390	2'294	2'308	2'340	2'401	2'361	2'279	2'174
Personnel enseignant	15'149	15'206	14'275	14'339	14'264	14'584	14'987	14'683	14'297	13'874
Biens & services	771	574	570	672	632	722	617	726	687	673
Bâtiments	1'109	1'119	1'099	1'128	1'152	1'180	1'202	1'201	1'221	1'347
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>19'463</b>	<b>19'323</b>	<b>18'333</b>	<b>18'434</b>	<b>18'356</b>	<b>18'827</b>	<b>19'208</b>	<b>18'971</b>	<b>18'484</b>	<b>18'068</b>
Intérêts & amort.	3'002	2'786	2'482	1'517	1'257	1'442	1'560	1'561	1'194	1'066
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	1'224	1'096	1'153	1'059	940	884	866	852	765	724
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>17'078</i>	<i>16'974</i>	<i>16'614</i>	<i>16'463</i>	<i>16'515</i>	<i>16'163</i>	<i>16'281</i>	<i>16'727</i>	<i>17'198</i>	<i>17'724</i>
<b>COLLEGE DE GENEVE</b>	<b>24'861</b>	<b>24'183</b>	<b>23'185</b>	<b>22'257</b>	<b>21'764</b>	<b>23'165</b>	<b>23'841</b>	<b>23'366</b>	<b>22'014</b>	<b>21'044</b>
Personnel administratif et technique	2'659	2'541	2'475	2'365	2'267	2'444	2'541	2'490	2'364	2'219
Personnel enseignant	16'310	16'148	15'701	15'876	15'822	16'395	16'897	16'449	15'710	14'997
Biens & services	635	480	375	514	463	544	495	490	489	497
Bâtiments	1'002	1'039	1'022	975	960	1'156	1'127	1'153	1'157	1'220
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>20'605</b>	<b>20'208</b>	<b>19'572</b>	<b>19'730</b>	<b>19'512</b>	<b>20'539</b>	<b>21'060</b>	<b>20'581</b>	<b>19'720</b>	<b>18'934</b>
Intérêts & amort.	3'452	3'211	2'883	1'784	1'485	1'742	1'876	1'859	1'404	1'242
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	110	85	89	89	89	267	261	255	224	214
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>6'159</i>	<i>6'145</i>	<i>6'221</i>	<i>6'477</i>	<i>6'600</i>	<i>6'635</i>	<i>6'599</i>	<i>6'701</i>	<i>6'981</i>	<i>7'283</i>
<b>ECOLE DE CULTURE GENERALE</b>	<b>24'635</b>	<b>23'924</b>	<b>23'703</b>	<b>22'246</b>	<b>21'997</b>	<b>23'789</b>	<b>23'010</b>	<b>21'674</b>	<b>20'370</b>	<b>18'857</b>
Personnel administratif et technique	2'615	2'526	2'532	2'412	2'445	2'574	2'454	2'292	2'228	2'066
Personnel enseignant	16'237	16'114	16'229	15'990	15'969	16'981	16'422	15'300	14'572	13'429
Biens & services	612	434	464	441	436	484	370	367	357	330
Bâtiments	915	875	865	875	896	1'124	984	929	919	922
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>20'379</b>	<b>19'950</b>	<b>20'090</b>	<b>19'719</b>	<b>19'745</b>	<b>21'163</b>	<b>20'230</b>	<b>18'889</b>	<b>18'075</b>	<b>16'747</b>
Intérêts & amort.	3'452	3'211	2'883	1'784	1'485	1'742	1'876	1'859	1'404	1'242
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	110	85	89	89	89	267	261	255	224	214
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>1'649</i>	<i>1'637</i>	<i>1'618</i>	<i>1'638</i>	<i>1'592</i>	<i>1'510</i>	<i>1'663</i>	<i>1'820</i>	<i>1'898</i>	<i>2'106</i>
<b>ECOLE DE COMMERCE</b>	<b>22'406</b>	<b>22'132</b>	<b>21'931</b>	<b>21'354</b>	<b>22'046</b>	<b>19'301</b>	<b>20'024</b>	<b>19'323</b>	<b>18'416</b>	<b>18'312</b>
Personnel administratif et technique	2'260	2'184	2'129	2'415	2'742	1'174	1'249	1'242	1'251	1'276
Personnel enseignant	14'309	14'607	14'901	14'557	14'905	14'563	15'061	14'335	13'844	13'603
Biens & services	729	483	431	593	606	369	307	395	392	355
Bâtiments	870	898	869	1'263	1'541	569	626	566	634	968
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>18'168</b>	<b>18'172</b>	<b>18'331</b>	<b>18'827</b>	<b>19'794</b>	<b>16'675</b>	<b>17'244</b>	<b>16'538</b>	<b>16'121</b>	<b>16'202</b>
Intérêts & amort.	3'435	3'196	2'870	1'784	1'485	1'742	1'876	1'859	1'404	1'242
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	110	85	89	89	89	267	261	255	224	214
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>2'580</i>	<i>2'583</i>	<i>2'465</i>	<i>2'138</i>	<i>1'934</i>	<i>1'849</i>	<i>1'890</i>	<i>2'074</i>	<i>2'327</i>	<i>2'463</i>

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>ECOLE D'INGENIEURS</b>	<b>43'696</b>	<b>45'417</b>								
<b>(1996-1997)</b>										
Personnel administratif et technique	6'198	6'781								
Personnel enseignant	28'775	30'491								
Biens & services	1'723	1'366								
Bâtiments	2'745	2'805								
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>39'441</b>	<b>41'443</b>								
Intérêts & amort.	3'452	3'211								
SGX	343	337								
OJ	350	341								
OFPC	110	85								
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	992	922								
<b>ECOLE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (dès 1998)</b>			<b>36'930</b>	<b>33'380</b>	<b>31'423</b>	<b>34'776</b>	<b>35'585</b>	<b>35'193</b>	<b>33'919</b>	<b>34'883</b>
Personnel administratif et technique			4'366	4'863	4'596	4'908	5'254	5'197	5'233	5'688
Personnel enseignant			25'268	22'417	21'227	22'998	23'988	23'226	22'302	22'712
Biens & services			1'026	1'007	846	1'373	1'253	1'508	1'353	1'461
Bâtiments			2'656	2'565	2'502	2'872	2'310	2'477	2'736	2'914
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>33'316</b>	<b>30'852</b>	<b>29'172</b>	<b>32'151</b>	<b>32'805</b>	<b>32'408</b>	<b>31'625</b>	<b>32'774</b>
Intérêts & amort.			2'883	1'784	1'485	1'742	1'876	1'859	1'404	1'242
SGX			315	317	345	339	359	369	372	366
OJ			326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC			89	89	89	266	261	255	224	214
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			442	443	490	472	444	438	436	398
<b>CEPTA (dual et plein-temps)</b>	<b>24'087</b>	<b>24'124</b>	<b>23'682</b>	<b>22'850</b>	<b>21'818</b>	<b>21'251</b>	<b>21'971</b>	<b>22'707</b>	<b>22'229</b>	<b>22'017</b>
Personnel administratif et technique	2'108	2'187	2'243	2'116	2'151	2'170	2'211	2'282	2'311	2'229
Personnel enseignant	12'674	13'534	13'452	13'518	13'055	13'168	13'674	13'889	13'742	13'573
Biens & services	1'003	759	711	771	786	901	752	1'146	1'058	1'064
Bâtiments	1'491	1'463	1'452	1'612	1'472	1'458	1'698	1'700	1'777	1'943
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>17'277</b>	<b>17'943</b>	<b>17'859</b>	<b>18'017</b>	<b>17'464</b>	<b>17'698</b>	<b>18'335</b>	<b>19'017</b>	<b>18'889</b>	<b>18'809</b>
Intérêts & amort.	2'160	1'964	1'728	1'004	828	912	988	992	761	672
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	3'957	3'538	3'455	3'174	2'847	2'024	2'005	2'027	1'913	1'882
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	2'994	2'989	2'975	2'984	3'030	3'033	3'014	3'035	2'998	2'995
<b>CEPTA (dual)</b>	<b>16'518</b>	<b>16'622</b>	<b>16'492</b>	<b>16'117</b>	<b>15'489</b>	<b>15'616</b>	<b>16'051</b>	<b>16'493</b>	<b>15'910</b>	<b>15'752</b>
Personnel administratif et technique	1'365	1'424	1'486	1'430	1'477	1'483	1'501	1'541	1'535	1'476
Personnel enseignant	8'206	8'814	8'913	9'135	8'963	8'996	9'283	9'376	9'129	8'987
Biens & services	650	494	471	521	540	616	510	774	703	704
Bâtiments	965	953	962	1'089	1'011	996	1'153	1'147	1'181	1'287
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>11'186</b>	<b>11'685</b>	<b>11'833</b>	<b>12'175</b>	<b>11'990</b>	<b>12'090</b>	<b>12'447</b>	<b>12'838</b>	<b>12'547</b>	<b>12'453</b>
Intérêts & amort.	1'407	1'293	1'156	682	570	652	703	706	535	471
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	3'231	2'966	2'862	2'606	2'250	2'257	2'257	2'278	2'162	2'174
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	2'179	2'189	2'217	2'268	2'338	2'329	2'301	2'304	2'241	2'231

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>CEPTA (plein-temps)</b>	<b>44'323</b>	<b>44'639</b>	<b>44'733</b>	<b>44'178</b>	<b>43'214</b>	<b>39'915</b>	<b>41'080</b>	<b>42'316</b>	<b>40'917</b>	<b>40'302</b>
Personnel administratif et technique	4'095	4'273	4'458	4'290	4'430	4'448	4'503	4'622	4'605	4'427
Personnel enseignant	24'619	26'442	26'740	27'404	26'889	26'987	27'849	28'129	27'386	26'960
Biens & services	1'949	1'482	1'414	1'563	1'619	1'847	1'531	2'321	2'109	2'113
Bâtiments	2'896	2'858	2'887	3'268	3'033	2'988	3'458	3'442	3'542	3'860
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>33'559</b>	<b>35'056</b>	<b>35'500</b>	<b>36'524</b>	<b>35'971</b>	<b>36'271</b>	<b>37'340</b>	<b>38'514</b>	<b>37'642</b>	<b>37'360</b>
Intérêts & amort.	4'172	3'801	3'402	2'024	1'700	1'773	1'907	1'895	1'431	1'259
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	5'898	5'104	5'191	4'975	4'866	1'254	1'189	1'235	1'178	1'029
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>815</i>	<i>800</i>	<i>757</i>	<i>716</i>	<i>692</i>	<i>703</i>	<i>713</i>	<i>730</i>	<i>758</i>	<i>764</i>
<b>ECOLE DES ARTS DECORATIFS (1996-1997)</b>	<b>33'191</b>	<b>34'457</b>								
Personnel administratif et technique	2'594	3'422								
Personnel enseignant	20'210	20'824								
Biens & services	1'371	1'370								
Bâtiments	1'493	1'689								
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>25'669</b>	<b>27'304</b>								
Intérêts & amort.	3'802	3'848								
SGX	343	337								
OJ	350	341								
OFPC	3'027	2'626								
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>505</i>	<i>481</i>								
<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES (dual et plein-temps)</b>			<b>31'798</b>	<b>33'789</b>	<b>33'218</b>	<b>32'311</b>	<b>32'450</b>	<b>31'287</b>	<b>28'993</b>	<b>28'365</b>
Personnel administratif et technique			3'704	3'049	3'095	3'613	3'529	3'233	2'729	2'495
Personnel enseignant			16'181	20'221	21'468	21'937	20'991	20'136	19'024	18'809
Biens & services			965	1'333	1'214	1'493	1'425	1'377	1'376	1'396
Bâtiments			1'400	1'352	1'330	1'474	2'638	2'606	2'419	2'499
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>22'250</b>	<b>25'955</b>	<b>27'107</b>	<b>28'518</b>	<b>28'584</b>	<b>27'352</b>	<b>25'549</b>	<b>25'199</b>
Intérêts & amort.			3'423	2'023	1'645	1'560	1'711	1'738	1'319	1'173
SGX			315	317	345	339	359	369	372	366
OJ			326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC			5'485	5'156	3'788	1'616	1'511	1'527	1'459	1'339
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			<i>409</i>	<i>366</i>	<i>370</i>	<i>365</i>	<i>405</i>	<i>450</i>	<i>467</i>	<i>483</i>
<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES (dual)</b>						<b>14'448</b>	<b>14'327</b>	<b>13'688</b>	<b>12'681</b>	<b>12'388</b>
Personnel administratif et technique						1'384	1'324	1'186	995	900
Personnel enseignant						8'402	7'875	7'386	6'939	6'785
Biens & services						572	535	505	502	504
Bâtiments						565	990	956	882	901
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>10'922</b>	<b>10'723</b>	<b>10'033</b>	<b>9'318</b>	<b>9'090</b>
Intérêts & amort.						652	703	706	535	471
SGX						339	359	369	372	366
OJ						277	284	302	294	288
OFPC						2'257	2'257	2'278	2'162	2'174
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						<i>71</i>	<i>68</i>	<i>62</i>	<i>60</i>	<i>55</i>

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES (plein-temps)</b>						<b>36'624</b>	<b>36'088</b>	<b>34'080</b>	<b>31'411</b>	<b>30'418</b>
Personnel administratif et technique						4'152	3'972	3'558	2'986	2'700
Personnel enseignant						25'206	23'625	22'158	20'816	20'354
Biens & services						1'716	1'604	1'516	1'506	1'511
Bâtiments						1'694	2'970	2'868	2'647	2'704
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>32'767</b>	<b>32'170</b>	<b>30'100</b>	<b>27'955</b>	<b>27'269</b>
Intérêts & amort.						1'780	1'913	1'902	1'436	1'263
SGX						339	359	369	372	366
OJ						277	284	302	294	288
OFPC						1'461	1'362	1'407	1'355	1'232
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						294	337	389	407	428
<b>COURS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX</b>	<b>12'736</b>	<b>11'461</b>	<b>10'594</b>	<b>9'736</b>	<b>9'413</b>	<b>11'517</b>	<b>11'911</b>	<b>11'989</b>	<b>11'877</b>	<b>11'930</b>
Personnel administratif et technique	321	218	203	224	275	1'348	1'412	1'376	1'301	1'255
Personnel enseignant	6'538	5'764	5'187	5'022	5'093	5'622	5'898	6'000	6'266	6'396
Biens & services	241	156	149	178	159	348	294	321	313	277
Bâtiments	305	385	397	370	388	674	703	638	634	704
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7'405</b>	<b>6'523</b>	<b>5'935</b>	<b>5'794</b>	<b>5'915</b>	<b>7'992</b>	<b>8'307</b>	<b>8'334</b>	<b>8'514</b>	<b>8'632</b>
Intérêts & amort.	1'407	1'293	1'156	682	570	652	703	706	535	471
SGX	343	337	315	317	345	339	359	369	372	366
OJ	350	341	326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC	3'231	2'966	2'862	2'606	2'250	2'257	2'257	2'278	2'162	2'174
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	1'936	1'953	1'967	1'951	1'999	1'989	1'955	1'912	1'803	1'694
<b>ESAV / ESBA</b>	<b>30'305</b>	<b>28'615</b>	<b>28'422</b>	<b>26'295</b>	<b>25'146</b>	Ecole incluse dans le caclul HES dès 2001				
Personnel administratif et technique	2'589	3'415	3'688	3'031	3'129					
Personnel enseignant	19'813	18'691	18'674	18'249	17'574					
Biens & services	1'846	1'299	1'343	1'308	1'111					
Bâtiments	1'802	1'236	1'104	1'179	1'080					
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>26'050</b>	<b>24'641</b>	<b>24'809</b>	<b>23'768</b>	<b>22'894</b>					
Intérêts & amort.	3'452	3'211	2'883	1'784	1'485					
SGX	343	337	315	317	345					
OJ	350	341	326	337	332					
OFPC	110	85	89	89	89					
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	263	265	270	270	283					
<b>CENTRE DE LULLIER (sans HES agronome) (dès 2001, dual et plein-temps)</b>			<b>43'296</b>	<b>45'649</b>	<b>44'246</b>	<b>35'389</b>	<b>34'733</b>	<b>38'661</b>	<b>39'723</b>	<b>38'847</b>
Personnel administratif et technique			13'982	12'675	12'027	8'558	8'651	9'322	9'455	8'606
Personnel enseignant			13'997	17'975	17'720	14'190	15'539	16'640	18'133	17'485
Biens & services			6'887	9'193	7'577	6'540	5'181	6'728	6'371	6'036
Bâtiments			4'894	3'279	4'671	3'189	2'334	2'934	3'168	4'244
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>39'761</b>	<b>43'122</b>	<b>41'995</b>	<b>32'477</b>	<b>31'705</b>	<b>35'623</b>	<b>37'128</b>	<b>36'373</b>
Intérêts & amort.			2'805	1'784	1'485	1'395	1'522	1'524	1'160	1'006
SGX			315	317	345	339	359	369	372	366
OJ			326	337	332	277	284	302	294	288
OFPC			89	89	89	900	863	843	769	815
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			247	197	217	311	312	297	288	302

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>CENTRE DE LULLIER</b>						<b>14'665</b>	<b>12'952</b>	<b>13'984</b>	<b>13'506</b>	<b>13'344</b>
<b>(dual, sans HES agronome)</b>										
Personnel administratif et technique						3'686	3'635	3'877	3'893	3'633
Personnel enseignant						5'567	4'490	4'899	4'773	4'753
Biens & services						1'737	1'134	1'441	1'379	1'554
Bâtiments						150	89	112	98	105
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>11'140</b>	<b>9'348</b>	<b>10'329</b>	<b>10'143</b>	<b>10'045</b>
Intérêts & amort.						652	703	706	535	471
SGX						339	359	369	372	366
OJ						277	284	302	294	288
OFPC						2'257	2'257	2'278	2'162	2'174
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						99	94	86	81	93
<b>CENTRE DE LULLIER</b>						<b>45'358</b>	<b>43'895</b>	<b>48'778</b>	<b>49'783</b>	<b>49'867</b>
<b>(plein-temps, sans HES agronome)</b>										
Personnel administratif et technique						10'912	10'816	11'553	11'631	10'806
Personnel enseignant						18'384	20'066	21'456	23'163	22'854
Biens & services						8'826	6'929	8'894	8'324	8'021
Bâtiments						4'612	3'304	4'091	4'370	6'077
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>42'734</b>	<b>41'115</b>	<b>45'993</b>	<b>47'489</b>	<b>47'758</b>
Intérêts & amort.						1'742	1'876	1'859	1'404	1'242
SGX						339	359	369	372	366
OJ						277	284	302	294	288
OFPC						266	261	255	224	214
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						212	218	211	207	209
<b>ENSEIGN. SECOND. POSTOBLIG.</b>						<b>13'760</b>	<b>14'127</b>	<b>14'430</b>	<b>14'079</b>	<b>14'063</b>
<b>(apprentissage système dual)</b>										
Personnel administratif et technique						1'470	1'504	1'510	1'472	1'425
Personnel enseignant						7'416	7'661	7'780	7'780	7'783
Biens & services						521	428	585	545	543
Bâtiments						828	929	901	920	1'012
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>10'234</b>	<b>10'523</b>	<b>10'776</b>	<b>10'717</b>	<b>10'764</b>
Intérêts & amort.						652	703	706	535	471
SGX						339	359	369	372	366
OJ						277	284	302	294	288
OFPC						2'257	2'257	2'278	2'162	2'174
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						4'489	4'418	4'364	4'185	4'072
<b>ENSEIGN. SECOND. POSTOBLIG.</b>						<b>24'854</b>	<b>25'308</b>	<b>24'747</b>	<b>23'366</b>	<b>22'431</b>
<b>(filières plein-temps : enseign. général et profess.)</b>										
Personnel administratif et technique						2'677	2'735	2'661	2'539	2'397
Personnel enseignant						17'343	17'711	17'120	16'389	15'687
Biens & services						800	688	776	732	711
Bâtiments						1'315	1'304	1'307	1'318	1'447
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>22'136</b>	<b>22'438</b>	<b>21'864</b>	<b>20'978</b>	<b>20'242</b>
Intérêts & amort.						1'745	1'879	1'863	1'407	1'244
SGX						339	359	369	372	366
OJ						277	284	302	294	288
OFPC						356	348	349	315	291
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						11'675	11'863	12'363	13'014	13'652

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>SCAI (classes d'insertion et d'encouragement à la formation professionnelle)</b>										
Personnel administratif et technique							3'784	3'744	3'087	2'566
Personnel enseignant							18'772	18'782	19'568	19'727
Biens & services							472	593	528	543
Bâtiments							767	1'858	2'103	2'018
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>							<b>23'796</b>	<b>24'977</b>	<b>25'287</b>	<b>24'854</b>
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>							154	159	181	211
<b>CEFOPS (secondaire II et tertiaire)</b>										
Personnel administratif et technique		2'647	2'535	2'261	2'852	2'457	2'764	2'412	2'377	
Personnel enseignant		16'714	16'368	16'043	16'834	16'964	15'227	13'699	14'112	
Biens & services		1'793	2'103	1'861	2'065	2'018	2'239	1'563	1'574	
Bâtiments		1'163	1'141	871	1'157	1'230	902	784	1'052	
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>22'317</b>	<b>22'147</b>	<b>21'036</b>	<b>22'907</b>	<b>22'669</b>	<b>21'132</b>	<b>18'459</b>	<b>19'114</b>	
Intérêts & amort.		113	33	28	46	51	69	300	274	
SGX		315	317	345	339	359	369	372	366	
OJ		0	0	0	0	0	0	0	0	
OFPC		89	89	89	790	835	1'158	1'174	1'115	
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>		529	555	636	621	669	647	766	792	
<b>CEFOPS (secondaire II)</b>										
Personnel administratif et technique						1'250	933	2'126	1'785	1'957
Personnel enseignant						4'375	3'955	11'337	9'815	11'490
Biens & services						579	473	1'317	730	917
Bâtiments						894	675	343	320	784
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>7'098</b>	<b>6'035</b>	<b>15'123</b>	<b>12'650</b>	<b>15'149</b>
Intérêts & amort.						82	89	97	227	213
SGX						339	359	369	372	366
OJ						0	0	0	0	0
OFPC						2'225	2'257	2'131	2'036	1'948
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						151	174	308	397	396
<b>CEFOPS (tertiaire)</b>										
Personnel administratif et technique						3'131	2'752	3'343	3'086	2'796
Personnel enseignant						18'463	19'038	18'754	17'871	16'729
Biens & services						2'470	2'481	3'075	2'459	2'229
Bâtiments						1'098	1'244	1'409	1'282	1'319
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>25'162</b>	<b>25'514</b>	<b>26'581</b>	<b>24'697</b>	<b>23'073</b>
Intérêts & amort.						35	37	43	379	335
SGX						339	359	369	372	366
OJ						0	0	0	0	0
OFPC						329	336	276	249	283
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						470	495	339	369	396

suite &gt;&gt;

**Tableau 27 : Evolution des dépenses unitaires et des effectifs d'élèves/étudiants (1996-2005), en francs constants 2005 (suite)**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>			<b>36'578</b>	<b>35'970</b>	<b>35'532</b>	<b>36'638</b>	<b>35'169</b>	<b>41'532</b>	<b>40'977</b>	<b>38'647</b>
(En 2003, selon comptes provisoires au 30 avril 2004)										
Personnel administratif et technique			5'334	7'332	8'514	7'098	6'236	7'885	7'430	6'734
Personnel enseignant			27'322	22'185	22'617	20'434	18'866	22'242	22'094	20'462
Biens & services			1'508	3'698	175	5'377	6'432	6'115	6'328	6'244
Bâtiments			1'991	2'340	3'782	0	0	0	0	0
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>36'154</b>	<b>35'554</b>	<b>35'088</b>	<b>32'908</b>	<b>31'533</b>	<b>36'242</b>	<b>35'851</b>	<b>33'440</b>
Intérêts & amort.			19	10	10	3'509	3'375	5'035	4'902	4'994
SGX			315	317	345	0	0	0	0	0
OJ			0	0	0	0	0	0	0	0
OFPC			89	89	89	220	261	255	224	214
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>			<i>855</i>	<i>1'111</i>	<i>1'125</i>	<i>1'697</i>	<i>2'125</i>	<i>2'970</i>	<i>3'157</i>	<i>3'470</i>
<b>UNIVERSITE</b>	<b>36'249</b>	<b>36'156</b>	<b>34'994</b>	<b>34'316</b>	<b>32'860</b>	<b>33'391</b>	<b>33'491</b>	<b>33'296</b>	<b>33'620</b>	<b>34'392</b>
Personnel administratif et technique	10'079	10'118	10'017	9'807	9'726	9'727	9'948	10'061	10'225	10'493
Personnel enseignant	17'871	18'222	17'778	17'702	17'222	17'029	16'856	16'490	16'582	16'838
Biens & services	2'870	2'716	2'691	2'866	2'423	2'793	2'732	2'783	3'077	3'191
Bâtiments	2'621	2'560	2'261	2'412	2'109	2'146	2'085	1'941	1'979	1'960
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>33'442</b>	<b>33'615</b>	<b>32'747</b>	<b>32'787</b>	<b>31'480</b>	<b>31'695</b>	<b>31'621</b>	<b>31'275</b>	<b>31'863</b>	<b>32'482</b>
Intérêts & amort.	2'807	2'540	2'247	1'529	1'380	1'661	1'827	1'977	1'717	1'870
SGX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OJ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OFPC	0	0	0	0	0	35	43	44	40	40
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>	<i>11'434</i>	<i>11'451</i>	<i>11'590</i>	<i>11'922</i>	<i>12'154</i>	<i>12'396</i>	<i>12'691</i>	<i>13'310</i>	<i>13'535</i>	<i>13'385</i>
<b>ENSEIGNEMENT TERTIAIRE (CEPSPE tertiaire, HES, Université)</b>						<b>33'526</b>	<b>33'489</b>	<b>34'645</b>	<b>34'810</b>	<b>35'011</b>
Personnel administratif et technique						9'208	9'200	9'535	9'553	9'560
Personnel enseignant						17'472	17'206	17'565	17'630	17'564
Biens & services						3'083	3'238	3'384	3'665	3'783
Bâtiments						1'862	1'769	1'583	1'598	1'551
<b>Sous-total : DEPENSE UNITAIRE DE FONCTIONNEMENT</b>						<b>31'625</b>	<b>31'412</b>	<b>32'067</b>	<b>32'446</b>	<b>32'458</b>
Intérêts & amort.						1'824	1'984	2'484	2'277	2'463
SGX						11	12	8	8	8
OJ						0	0	0	0	0
OFPC						66	82	86	79	81
<i>Effectifs pondérés d'élèves/étudiants</i>						<i>14'563</i>	<i>15'312</i>	<i>16'620</i>	<i>17'062</i>	<i>17'251</i>



**Tableau 28 : Dépenses unitaires, selon la source de financement, 2005 (en francs courants)**

	Nombre d'élèves	Confédération	Canton de Genève	Autres cantons	Communes	Privé	Dépenses par élève
Enseignement primaire (division ord. + classes spéc.)	34'726	239	9'302	124	3'442	282	13'389
Cycle d'Orientation	13'081	214	20'856	123	0	346	21'540
Collège de Genève	7'283	140	20'489	122	0	292	21'044
Ecole de culture générale	2'106	139	18'284	142	0	291	18'857
Ecole de commerce	2'463	1'116	16'781	117	0	298	18'312
Ecole d'enseignement technique	398	2'328	31'968	160	0	428	34'883
C.E.P.T.A. dual	2'231	1'168	13'526	489	0	569	15'752
C.E.P.T.A. plein temps	764	3'014	35'741	238	0	1'309	40'302
Ecole des arts appliqués (dual et plein-temps)	483	2'201	25'008	413	0	743	28'365
Cours prof. commerciaux	1'694	1'085	10'134	454	0	257	11'930
Centre de Lullier (dual et plein-temps)	302	4'615	28'489	1'518	0	4'226	38'847
CEFOPS (enseign. secondaire II et tertiaire)	792	696	16'915	2'164	0	1'094	20'869
HES	3'470	///	///	///	///	///	38'647
Université	13'385	6'402	24'183	2'207	0	1'601	34'392

© Source : SRED

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005**

<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Enseignement ordinaire et classes spécialisées (sans les institutions du SMP)				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.56</b>	<b>1.53</b>	<b>5.47</b>	<b>7.56</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.56</b>	<b>0.37</b>	-	<b>0.93</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>1.16</b>	<b>5.47</b>	<b>6.63</b>
enseignants	-	0.02	4.82	4.84
responsables d'écoles	-	0.13	-	0.13
généralistes non-titulaires	-	-	0.37	0.37
remplaçants	-	0.22	-	0.22
enseignants formateurs	-	0.18	-	0.18
structures d'accueil	-	0.00	0.08	0.09
maîtres disciplines spéciales	-	0.59	-	0.59
recyclage et formation complémentaire	-	0.00	-	0.00
enseignement spécialisé	-	-	0.19	0.19
cas particuliers	-	0.02	-	0.02
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Divisions élémentaire et moyenne				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.56</b>	<b>1.53</b>	<b>5.36</b>	<b>7.45</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.56</b>	<b>0.37</b>	-	<b>0.93</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>1.16</b>	<b>5.36</b>	<b>6.52</b>
enseignants	-	0.02	4.90	4.92
responsables d'écoles	-	0.13	-	0.13
généralistes non-titulaires	-	-	0.38	0.38
remplaçants	-	0.22	-	0.22
enseignants formateurs	-	0.18	-	0.18
structures d'accueil	-	0.00	0.09	0.09
maîtres disciplines spéciales	-	0.59	-	0.59
recyclage et formation complémentaire	-	0.00	-	0.00
enseignement spécialisé	-	-	-	-
cas particuliers	-	0.02	-	0.02
<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Classes spécialisées				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.56</b>	<b>1.53</b>	<b>12.71</b>	<b>14.80</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.56</b>	<b>0.37</b>	-	<b>0.93</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>1.16</b>	<b>12.71</b>	<b>13.88</b>
enseignants	-	0.02	-	0.02
responsables d'écoles	-	0.13	-	0.13
généralistes non-titulaires	-	-	-	-
remplaçants	-	0.22	-	0.22
enseignants formateurs	-	0.18	-	0.18
structures d'accueil	-	0.00	-	0.00
maîtres disciplines spéciales	-	0.59	-	0.59
recyclage et formation complémentaire	-	0.00	-	0.00
enseignement spécialisé	-	-	12.71	12.71
cas particuliers	-	0.02	-	0.02

suite &gt;&gt;

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005 (suite)**

CYCLE D'ORIENTATION	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	TOTAL
<b>Encadrement total</b>	<b>0.75</b>	<b>0.72</b>	<b>11.64</b>	<b>13.12</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.75</b>	<b>0.38</b>	<b>1.23</b>	<b>2.36</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.35</b>	<b>10.41</b>	<b>10.76</b>
enseignants	-	0.09	9.96	10.06
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.07	9.22	9.29
enseignants formateurs	-	0.23	0.04	0.27
remplaçants	-	0.02	0.19	0.21
formation continue	-	0.00	0.14	0.14
recyclage et formation complémentaire	-	0.00	0.08	0.08
<hr/>				
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Tous types d'écoles et filières				
Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.84</b>	<b>0.45</b>	<b>10.78</b>	<b>12.07</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.84</b>	<b>0.19</b>	<b>1.68</b>	<b>2.70</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.26</b>	<b>9.10</b>	<b>9.36</b>
enseignants	-	0.07	8.94	9.01
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.00	8.24	8.25
enseignants formateurs	-	0.18	0.01	0.18
remplaçants	-	0.00	0.10	0.10
assistants de laboratoire	-	-	0.00	0.00
formation continue	-	0.00	0.01	0.01
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	0.01	0.02
formation spécifique	-	-	0.00	0.00
intégration des handicapés	-	-	0.03	0.03
<hr/>				
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Tous types d'écoles et filières				
Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.84</b>	<b>0.53</b>	<b>12.58</b>	<b>13.94</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.84</b>	<b>0.22</b>	<b>1.96</b>	<b>3.01</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.31</b>	<b>10.62</b>	<b>10.93</b>
enseignants	-	0.08	10.44	10.52
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.01	9.62	9.62
enseignants formateurs	-	0.21	0.01	0.22
remplaçants	-	0.00	0.11	0.11
assistants de laboratoire	-	-	0.00	0.00
formation continue	-	0.00	0.02	0.02
recyclage et formation complémentaire	-	0.02	0.01	0.03
formation spécifique	-	-	0.00	0.00
intégration des handicapés	-	-	0.03	0.03

suite &gt;&gt;

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005 (suite)**

COLLEGE DE GENEVE	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	TOTAL
<b>Encadrement total</b>	<b>0.57</b>	<b>0.50</b>	<b>11.14</b>	<b>12.21</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.57</b>	<b>0.20</b>	<b>1.68</b>	<b>2.45</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.30</b>	<b>9.46</b>	<b>9.76</b>
enseignants	-	0.10	9.25	9.36
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.02	8.49	8.51
enseignants formateurs	-	0.18	0.00	0.18
remplaçants	-	0.00	0.16	0.16
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.00	0.00
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	0.00	0.02
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	0.04	0.04
<hr/>				
ECOLE DE CULTURE GENERALE	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	TOTAL
<b>Encadrement total</b>	<b>0.57</b>	<b>0.45</b>	<b>10.06</b>	<b>11.07</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.57</b>	<b>0.19</b>	<b>1.50</b>	<b>2.25</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.26</b>	<b>8.56</b>	<b>8.82</b>
enseignants	-	0.07	8.38	8.46
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.00	7.67	7.68
enseignants formateurs	-	0.18	0.01	0.19
remplaçants	-	0.00	0.07	0.07
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.02	0.02
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	0.01	0.03
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	0.05	0.05
<hr/>				
ECOLE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	TOTAL
<b>Encadrement total</b>	<b>0.57</b>	<b>0.45</b>	<b>18.57</b>	<b>19.59</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.57</b>	<b>0.19</b>	<b>4.57</b>	<b>5.32</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.26</b>	<b>14.00</b>	<b>14.26</b>
enseignants	-	0.07	13.68	13.75
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.00	11.86	11.86
enseignants formateurs	-	0.18	-	0.18
remplaçants	-	0.00	-	0.00
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.15	0.15
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	0.17	0.18
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	-	-

suite &gt;&gt;

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005 (suite)**

<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1.17</b>	<b>0.45</b>	<b>15.16</b>	<b>16.78</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>1.17</b>	<b>0.19</b>	<b>1.89</b>	<b>3.25</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.26</b>	<b>13.26</b>	<b>13.53</b>
enseignants	-	0.07	13.06	13.13
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.00	12.38	12.39
enseignants formateurs	-	0.18	0.05	0.22
remplaçants	-	0.00	-	0.00
assistants de laboratoire	-	-	0.10	0.10
formation continue	-	0.00	0.04	0.04
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	-	0.01
formation spécifique	-	-	0.02	0.02
intégration des handicapés	-	-	-	-

<b>ECOLE DES ARTS APPLIQUES</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>1.17</b>	<b>0.53</b>	<b>16.36</b>	<b>18.06</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>1.17</b>	<b>0.22</b>	<b>2.04</b>	<b>3.43</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.31</b>	<b>14.32</b>	<b>14.63</b>
enseignants	-	0.08	14.10	14.18
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.01	13.37	13.38
enseignants formateurs	-	0.21	0.05	0.26
remplaçants	-	0.00	-	0.00
assistants de laboratoire	-	-	0.11	0.11
formation continue	-	0.00	0.04	0.04
recyclage et formation complémentaire	-	0.02	-	0.02
formation spécifique	-	-	0.02	0.02
intégration des handicapés	-	-	-	-

<b>ECOLE DE COMMERCE ET COURS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0.99</b>	<b>0.48</b>	<b>8.00</b>	<b>9.47</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.99</b>	<b>0.19</b>	<b>0.93</b>	<b>2.10</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.29</b>	<b>7.07</b>	<b>7.36</b>
enseignants	-	0.10	6.96	7.05
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.00	6.49	6.49
enseignants formateurs	-	0.18	0.01	0.18
remplaçants	-	0.00	0.09	0.09
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.00	0.00
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	0.00	0.02
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	0.01	0.01

suite &gt;&gt;

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005 (suite)**

<b>ECOLE DE COMMERCE ET COURS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.99</b>	<b>0.56</b>	<b>10.75</b>	<b>12.30</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.99</b>	<b>0.22</b>	<b>1.25</b>	<b>2.45</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.34</b>	<b>9.50</b>	<b>9.84</b>
enseignants	-	0.12	9.35	9.46
<i>dont activité d'enseignement</i>		<i>0.01</i>	<i>8.71</i>	<i>8.72</i>
enseignants formateurs	-	0.21	0.01	0.21
remplaçants	-	0.00	0.12	0.12
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.00	0.01
recyclage et formation complémentaire	-	0.02	0.01	0.02
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	0.01	0.01
<hr/>				
<b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, PROFESSIONNEL ET ARTISANAL</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>1.49</b>	<b>1.40</b>	<b>9.16</b>	<b>12.06</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>1.49</b>	<b>1.14</b>	<b>0.86</b>	<b>3.49</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.26</b>	<b>8.30</b>	<b>8.57</b>
enseignants	-	0.07	8.23	8.30
<i>dont activité d'enseignement</i>		<i>0.00</i>	<i>7.60</i>	<i>7.61</i>
enseignants formateurs	-	0.18	0.00	0.18
remplaçants	-	0.00	0.01	0.01
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.03	0.03
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	0.01	0.02
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	0.02	0.02
<hr/>				
<b>CENTRE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, PROFESSIONNEL ET ARTISANAL</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>1.49</b>	<b>2.40</b>	<b>18.07</b>	<b>21.97</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>1.49</b>	<b>2.10</b>	<b>1.70</b>	<b>5.28</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.31</b>	<b>16.38</b>	<b>16.69</b>
enseignants	-	0.08	16.23	16.32
<i>dont activité d'enseignement</i>		<i>0.01</i>	<i>14.99</i>	<i>15.00</i>
enseignants formateurs	-	0.21	0.00	0.21
remplaçants	-	0.00	0.02	0.02
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	0.06	0.06
recyclage et formation complémentaire	-	0.02	0.01	0.03
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	0.05	0.05

suite &gt;&gt;

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005 (suite)**

<b>CENTRE DE LULLIER</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0.90</b>	<b>7.97</b>	<b>12.64</b>	<b>21.51</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.90</b>	<b>7.70</b>	<b>0.33</b>	<b>8.94</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.26</b>	<b>12.31</b>	<b>12.57</b>
enseignants	-	0.07	12.31	12.38
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.00	11.78	11.79
enseignants formateurs	-	0.18	-	0.18
remplaçants	-	0.00	-	0.00
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	-	0.00
recyclage et formation complémentaire	-	0.01	-	0.01
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	-	-

<b>CENTRE DE LULLIER</b> Effectifs d'élèves et d'apprentis pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0.90</b>	<b>9.96</b>	<b>15.86</b>	<b>26.72</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.90</b>	<b>9.65</b>	<b>0.42</b>	<b>10.97</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.31</b>	<b>15.45</b>	<b>15.75</b>
enseignants	-	0.08	15.45	15.53
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.01	14.79	14.79
enseignants formateurs	-	0.21	-	0.21
remplaçants	-	0.00	-	0.00
assistants de laboratoire	-	-	-	-
formation continue	-	0.00	-	0.00
recyclage et formation complémentaire	-	0.02	-	0.02
formation spécifique	-	-	-	-
intégration des handicapés	-	-	-	-

<b>CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE SANTE-SOCIAL</b> Effectifs d'étudiants et d'apprentis non pondérés en EPT	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0.79</b>	<b>0.64</b>	<b>9.44</b>	<b>10.86</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.79</b>	<b>0.55</b>	<b>1.39</b>	<b>2.72</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.09</b>	<b>8.05</b>	<b>8.14</b>
enseignants	-	0.09	7.48	7.57
<i>dont activité d'enseignement</i>	-	0.09	7.48	7.57
remplaçants	-	-	0.35	0.35
formation continue	-	-	0.22	0.22

suite &gt;&gt;

**Tableau 29 : Encadrement unitaire (postes EPT pour 100 élèves/étudiants)  
par catégorie de personnel, 2005 (suite)**

<b>CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE SANTÉ-SOCIAL</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Effectifs d'étudiants et d'apprentis pondérés en EPT				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.79</b>	<b>0.80</b>	<b>11.80</b>	<b>13.39</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.79</b>	<b>0.68</b>	<b>1.74</b>	<b>3.21</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.11</b>	<b>10.07</b>	<b>10.18</b>
enseignants	-	0.11	9.35	9.47
<i>dont activité d'enseignement</i>		<i>0.11</i>	9.35	9.47
remplaçants	-	-	0.44	0.44
formation continue	-	-	0.27	0.27
<hr/>				
<b>HAUTE ECOLE SPECIALISEE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Ecoles	<b>TOTAL</b>
Ecoles genevoises, y compris ESBA et ESIG				
<b>Encadrement total</b>	<b>0.15</b>	<b>0.57</b>	<b>16.24</b>	<b>16.96</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.15</b>	<b>0.57</b>	<b>4.35</b>	<b>5.07</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	-	<b>11.88</b>	<b>11.88</b>
professeurs	-	-	2.81	2.81
chargés d'enseignement	-	-	3.96	3.96
chargés de cours	-	-	1.12	1.12
autres enseignants	-	-	0.94	0.94
remplaçants du corps professoral	-	-	0.03	0.03
assistants	-	-	1.67	1.67
assistants de recherche	-	-	0.92	0.92
vacataires	-	-	0.42	0.42
<hr/>				
<b>UNIVERSITE</b>	Services DIP (SGX, OJ, OFPC)	Services centraux des institutions	Facultés	<b>TOTAL</b>
<b>Encadrement total</b>	<b>0.03</b>	<b>3.49</b>	<b>18.99</b>	<b>22.51</b>
<b>Personnel administratif et technique</b>	<b>0.03</b>	<b>3.06</b>	<b>6.53</b>	<b>9.62</b>
<b>Personnel enseignant</b>	-	<b>0.44</b>	<b>12.46</b>	<b>12.89</b>
corps professoral	-	0.12	3.21	3.34
collaborateurs à l'enseignement	-	0.06	2.21	2.27
remplaçants collab. à l'enseign.	-	0.01	-	0.01
assistants	-	0.20	6.81	7.01
moniteurs	-	0.04	0.22	0.27

Uniquement compte de fonctionnement courant, sans fonds FNRS ou privés de recherche



## Annexes

### SOURCES STATISTIQUES

Les **données financières** proviennent de différentes sources :

- le compte d'Etat (Direction du budget de l'Etat et de la planification financière [2005]. *Compte d'Etat de la République et canton de Genève pour 2005*), à partir d'une extraction des données du DIP produite par le service du budget à partir de la CFI<sup>i</sup>. Elles sont disponibles sur support informatique depuis 1997 ;
- le compte d'Etat, publication du Département des finances, section du DIAE, pour le Centre de Lullier avant 1998 ;
- les comptes de l'Université depuis 1996 (support informatique depuis 2000) ;
- les comptes des HES depuis 2000 (support informatique) ;
- les comptes des communes, consolidées par le DIAE puis le DT (pour les calculs de dépenses unitaires par élève de l'enseignement primaire).

Les biens et services sont comptabilisés *sans les reports*, ce qui revient à adopter l'optique des dépenses réelles (dans l'année civile) et non celle des dépenses comme charges inscrites (dans le compte annuel). Cela nous assure le même type de données d'année en année, au fil des changements du système d'écritures comptables et abstraction faite des mécanismes liés aux reports (crédit partiellement reporté d'une année à l'autre).

Le compte du DIP est consolidé avec les dépenses et revenus du Centre de Lullier avant 1998.

Les dépenses et revenus de *bâtiments* ont été estimés de 1995 à 1998 pour le Centre de Lullier, en l'absence d'informations avant son rattachement au DIP. Pour la même raison, les dépenses respectives des enseignants et du personnel administratif et technique avant 1998 ont été réparties à partir des dépenses totales pour le personnel, selon la proportion observée en 1998 (première année d'enregistrement des données selon le modèle DIP).

Les « subventions redistribuées » de la nature 37 apparaissent massivement en 2002 – comme s'il s'agissait de nouvelles dépenses – alors que c'est uniquement un nouveau mode d'inscription pour des flux financiers qui existaient déjà auparavant. Il ne s'agit d'ailleurs pas de subventions au sens strict (les subventions versées par le DIP au nom de financeurs externes étaient déjà contenues dans la nature 37 avant 2002), mais de mouvements liés à des prestations pour des tiers, plus concrètement de montants destinés à réaliser des paies pour des institutions subventionnées, montants qui sont versés par les institutions elles-mêmes et qui apparaissent comme revenus dans la nature 47 appelée « subventions à redistribuer ». Les « subventions redistribuées » et les « subventions à redistribuer » sont des rubriques de même montant, c'est-à-dire qu'elles recouvrent des flux qui ne font que transiter par le DIP et dont le solde est nul.

---

<sup>i</sup> CFI : comptabilité financière intégrée, nouveau système comptable de l'Etat de Genève.

Les dépenses et revenus pris en compte pour l'Université correspondent au fonctionnement ordinaire, et comprennent le financement du canton de Genève, des cantons non universitaires et de la Confédération *pour le fonctionnement courant*, que l'on trouve dans la comptabilité de l'Université sous le compte nommé « DIP » et complétés par la subvention hors enveloppe les années où elle n'est pas intégrée dans le compte « DIP ». Ces dépenses et revenus ne comprennent pas les comptes de recherche financées par le FNRS, par les fonds individuels ou institutionnels, ni les dépenses d'investissement, ni les charges pour la formation dispensée aux médecins par l'hôpital inscrites dans les comptes du DASS.

Les **données en personnes et en postes EPT** sont produites à partir de deux sources :

- la base de données GIP servant à réaliser les paies, à partir d'une extraction produite par le CTI en fin d'année. La date du relevé était au 15 novembre jusqu'en 1997. Elle est passée au 31 décembre, après des tests réalisés en 1998 montrant l'impact négligeable du changement. Le passage au 31 décembre permet d'harmoniser ce relevé de données avec d'autres relevés ;
- la comptabilité tenue par les SAFs permet d'obtenir des moyennes annuelles sur la base des résultats mensuels. Cette extraction mensuelle ne contient pas l'ensemble des données socio-démographiques contenues dans l'extraction annuelle du CTI. Les moyennes annuelles – par opposition aux résultats en fin d'année – correspondent à *l'occupation réelle des postes* sur l'année, que l'on peut rapporter aux postes budgétisés pour la même année et avec les dépenses annuelles.

Les résultats en postes et en personnes ne comprennent pas les traitements remboursés, ni les cachets et sont comptabilisés sans les apprentis. Un certain nombre d'emplois exprimés en francs n'apparaissent pas dans les statistiques des postes *en moyenne annuelle*. Ce personnel est en revanche présent dans les statistiques *de fin d'année*. Cette différence s'explique par l'usage de chacune des statistiques, les moyennes annuelles se référant aux postes budgétisés<sup>ii</sup>, tandis que la situation en fin d'année étant une « photographie » de la situation sociodémographique du personnel<sup>iii</sup>. Dès l'année 2000, certains groupes supplémentaires de remplaçants sont aussi enregistrés dans la statistique de *fin d'année*, en plus des remplaçants de longue durée déjà inclus.

Les données en postes, *moyennes annuelles*, du Centre horticole de Lullier ont été reconstituées pour les années antérieures à 1998 avec une estimation pour la répartition entre les personnels *administratif et technique* et *enseignant* car les enseignants n'étaient pas enregistrés comme tels. Pour les tableaux provenant de l'extraction de GIP, cette consolidation n'a pas pu avoir lieu dans la mesure où le Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie ne possède pas de système d'enregistrement des données comparable à ce qui existe au DIP. On en tiendra donc compte dans les interprétations.



---

<sup>ii</sup> Les postes EPT qui font l'objet d'une « budgétisation » ordinaire sont les postes stables ou du moins planifiables.

<sup>iii</sup> De plus, les moyennes annuelles ont tendance à gommer les changements en cours d'année civile.

## DÉFINITIONS

Le **calcul en francs constants** permet d'annuler l'effet de l'inflation dans les comparaisons temporelles. Les montants sont exprimés dans une unité, le franc constant, qui a la même valeur du début à la fin de la série chronologique. L'indice genevois des prix à la consommation, un peu différent de l'indice suisse, sert à calculer le taux de déflation qui est utilisé dans nos statistiques.

La différence du taux de déflation entre l'année considérée et l'année de référence donne la progression des prix dans l'intervalle (9.4 % entre 1996 et 2005, 8.6 entre 1997 et 2005, etc.).

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Indice des prix genevois OCSTAT (1982 = 100)	149.4	150.4	151.5	152.7	155.0	156.6	157.8	159.2	161.2	163.4
Taux de déflation calculé (2005 = 100)	109.4	108.6	107.9	107.0	105.4	104.3	103.5	102.6	101.4	100.0

L'indice des prix mesure l'évolution du niveau général des prix à la consommation dans le canton de Genève. Il permet de mesurer l'inflation et de calculer un déflateur qui sera utilisé pour produire des prix ou des flux monétaires en valeur réelle.

Cet indice n'est pas au sens strict un indice du coût de la vie ; il est néanmoins utilisé pour le calcul d'indexation des salaires.

**Centre d'enseignement des professions de la santé et de la petite enfance** : regroupe des formations professionnelles paramédicales et éducatives de différents niveaux. Ce centre est classé en CITE 3 (secondaire) et en CITE 4 ou 5 (tertiaire professionnel). Certaines filières contribuent à la création de la haute école supérieure romande santé-social (HES-S2).

La **charge** représente la consommation de ressource durant un exercice comptable, apparaissant sur le compte de fonctionnement (inverse: revenu ou produit).

Le **corps enseignant de l'Université** est divisé en deux groupes :

1. le *corps professoral*, composé des professeurs ordinaires, des professeurs d'école, des professeurs adjoints, des professeurs associés, des professeurs titulaires, des professeurs suppléants, des professeurs invités, des chargés de cours et des suppléants chargés de cours ;
2. les *collaborateurs de l'enseignement et de la recherche*, parmi lesquels on trouve les maîtres d'enseignement et de recherche, les suppléants maîtres d'enseignement et de recherche, les chefs de clinique scientifiques (non répertoriés dans les statistiques de personnel), les chargés d'enseignement, les maîtres assistants, les assistants et les moniteurs.

**Cycle d'orientation** : recouvre le secondaire I (catégorie CITE 2) ; les centres pour adolescents de l'enseignement spécialisé sont rattachés à l'enseignement primaire.

La **dépense** est l'opération qui affecte le patrimoine administratif ou financier (inverse : recette) ; est aussi utilisée pour désigner les opérations sur le compte de fonctionnement (charge, inverse : revenu). Les **dépenses de fonctionnement** – ou charges de fonctionnement – regroupent les dépenses de personnel, de biens & services, les dédommagements et subventions (attribuées ou réattribuées), ainsi que les imputations internes relatives au fonctionnement (dépenses de bâtiment ou pour les prestations de service).

Les **dépenses d'investissement** regroupent les dépenses présentes *dans le compte d'investissement* ; ce sont des dépenses annuelles faites au profit du patrimoine administratif ou financier. Les **dépenses pour l'investissement** présentes *dans le compte de fonctionnement* – ou charges d'investissement – regroupent les dépenses pour les intérêts et amortissement, ainsi que les imputations internes relatives à l'investissement quand il y en a (intérêts).

Les **dépenses indirectes** ou **transferts** correspondent à des *subventions* et des *dédommagements* qui ne font que transiter d'un service à l'autre, ou vers des institutions ou personnes extérieures.

Les **dépenses pour le fonctionnement direct** recouvrent les dépenses de fonctionnement sans les transferts (subventions, dédommagements ou autres) dans le *compte de fonctionnement* ; correspondent aux dépenses pour les propres institutions.

La **dépense unitaire**, par élève ou étudiant, représente l'ensemble des charges relatives à un enseignement donné (un niveau d'enseignement, une filière) divisé par le nombre des élèves ou étudiants inscrits pour cet enseignement (effectifs pondérés sur l'année civile). A l'opposé de la dépense totale, la dépense unitaire a tendance à baisser avec l'augmentation des effectifs d'élèves (économie d'échelle).

**Effectifs d'élèves ou étudiants** : situation en fin d'année civile, correspond à des effectifs stabilisés, trois mois après la rentrée scolaire. Dans le calcul du coût unitaire, les effectifs d'élèves ou étudiants sont rapportés aux données comptables (exercice sur l'année civile) par une pondération de 8/12<sup>e</sup> des effectifs de l'année scolaire précédente et de 4/12<sup>e</sup> des effectifs de l'année scolaire en cours.

**Effectifs de personnel** : situation en fin d'année civile, correspond à des effectifs stabilisés, quatre mois après la rentrée scolaire. Ces effectifs correspondent à une année scolaire donnée.

L'**encadrement unitaire**, pour 100 élèves ou étudiants, représente l'ensemble du personnel (en postes équivalents plein-temps) destiné à un enseignement donné (un niveau d'enseignement, une filière) divisé par le nombre des élèves ou étudiants inscrits pour cet enseignement (un coefficient de 100 est utilisé pour rendre la lecture plus aisée). Ce calcul suit la même logique que la dépense unitaire, mais représente une photo instantanée (en fonction des relevés de fin d'année) plutôt qu'une valeur annuelle.

L'inverse de l'encadrement unitaire (sans le coefficient de 100) est appelé à Genève **taux d'encadrement** : nombre d'élèves ou d'étudiants par postes équivalent plein-temps. Ce taux s'apparente à un coefficient de productivité<sup>iv</sup>.

**Enseignement postobligatoire** : recouvre le secondaire II (catégorie CITE 3) ainsi que certaines formations du tertiaire non universitaire (CITE 4) rattachées administrativement au secondaire II.

**Enseignement primaire** : à Genève, regroupe l'enseignement infantin et primaire, soit les catégories CITE 0 (sans jardins d'enfants) et CITE 1.

L'**enveloppe budgétaire** est une subvention forfaitaire. C'est le système introduit en 1996 pour les charges de *personnel* de l'Université. Une enveloppe existait auparavant, limitée aux *biens et services*.

**Equivalent plein-temps (EPT)** : pour un poste, signifie que l'on a pondéré l'unité de comptage de l'emploi (ou de la personne) en fonction du taux horaire pratiqué, c'est-à-dire qu'une personne travaillant à mi-temps entrera dans la statistique pour 0.5 unité de comptage ou pour un demi-poste.

---

<sup>iv</sup> GRAVOT Pierre (1993), *Economie de l'éducation*, Ed. Economica, Paris, p. 91.

**Familles des fonctions du personnel administratif et technique :** familles de fonctions selon le modèle de classification des fonctions de l'Etat. Figurent uniquement les fonctions exercées au DIP (voir définition complète dans les éditions antérieures).

**Les groupes de cadres :**

Cadres A : personnel qui occupe une fonction d'autorité se situant dans les classes 14 à 22 impliquant une responsabilité hiérarchique d'encadrement d'au moins 3 subordonnés directs.

Cadres B : personnel qui occupe une fonction se situant dans les classes 18 à 22 n'impliquant pas une responsabilité hiérarchique d'encadrement, mais avec une influence fonctionnelle forte.

Cadres supérieurs : personnel qui occupe une fonction à partir de la classe 23.

**Haute école spécialisée :** formations professionnelles tertiaires de longue durée (CITE 5). Dans nos statistiques, il s'agit des écoles *genevoises* de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). Le financement de ces écoles se situe aux niveaux suisse, romand et genevois.

**Indexation :** mécanisme destiné à revaloriser les salaires dépréciés avec le renchérissement du coût de la vie. En période de crise budgétaire, cette indexation n'est pas ou pas entièrement accordée, ce qui produit des économies sur la masse salariale exprimée en termes réels (sans effet de l'inflation).

**Mécanismes salariaux de la fonction publique :** mécanismes salariaux qui concernent l'ancienneté (prime de fidélité, annuités) et qui visent à compenser la perte du pouvoir d'achat (indexation). Font généralement l'objet d'accords entre l'Etat et les représentants du personnel<sup>V</sup>.

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Annuités	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	partiel	NON
Progression de la prime de fidélité	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	1/2	NON
Indexation janvier	–	–	–	–	0.28%	1.00%	0.65%	0.00%	0.10%	0.75%
Indexation juillet	–	–	–	–	–	–	0.89%	0.78%	–	–
Complément d'indexation (allocation unique)	–	–	–	–	0.34%	0.90%	0.70%	–	–	–

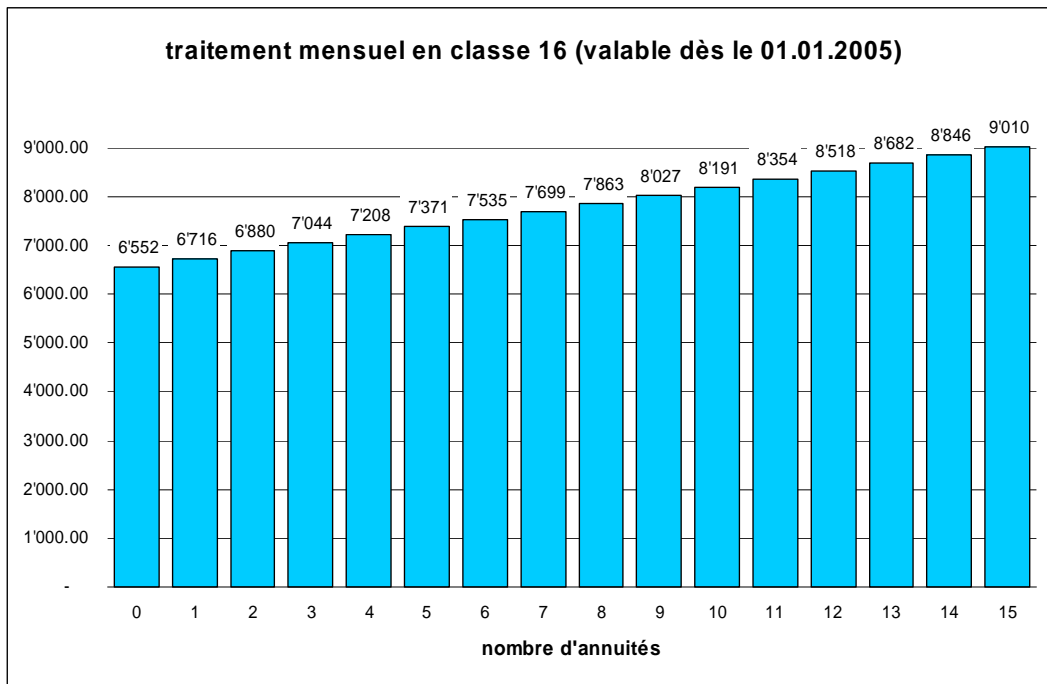
En 1998, 2 échelons ont été versés (97-98) pour les annuités et la prime de fidélité. Le versement des annuités effectué normalement dès le 1<sup>er</sup> janvier pour le personnel administratif et technique, dès le 1<sup>er</sup> septembre pour le corps enseignant primaire et secondaire et dès le 1<sup>er</sup> octobre pour le corps enseignant universitaire, a été retardé de 7 mois en 1999, puis de 6 mois en 2000 et 2001.

Les compléments d'indexation (allocations uniques) de 0.34%, 0.9% et 0.7% versées en décembre de 2000 à 2002 ont été intégrées à l'échelle des traitements l'année suivante.

L'augmentation des annuités 2004 ont été différées de six mois, sans compensation rétroactive.

L'indexation 2004, de 0.1%, a été versée dès juillet, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier.

<sup>V</sup> La « Loi sur les augmentations annuelles dues aux membres du personnel de l'Etat ainsi que sur la progression de la prime de fidélité » (B 5 17) du 26 juin 2004 suspend les mécanismes salariaux (augmentations annuelles et progression de la prime de fidélité) en 2005.



**GRAPHIQUE A**

**Traitement :**

**Progression de la classe 16 (maître-*sse* du primaire) en fonction des annuités**

La **nature** est la classification officielle, hiérarchique et numérotée, de l'opération comptable selon sa nature (fonctionnement ou investissement, charge ou revenu pour le fonctionnement, personnel, biens et services, amortissement, subvention, etc. pour la charge). La nature est subdivisée en sous-natures.

Le **poste budgétisé** est exprimé en EPT. C'est la ressource prévue au budget *pour l'année civile*, qu'il faut mettre en regard du poste *en moyenne sur l'année civile* pour comparer la charge prévue avec la charge réelle. Au total des postes budgétisés est appliqué un **taux de pondération** – différent d'une année à l'autre, et différent aussi pour les *enseignants* et pour le *personnel administratif et technique* – de manière à obtenir l'objectif de gestion des ressources en personnel.

Pour les enseignants, le budget en postes, voté ordinairement en fin d'année civile, correspond au nombre de postes attribués à la rentrée suivante (septembre ou octobre). La statistique des *postes budgétisés* prend en compte : de janvier à août le budget voté (sans les postes de la rentrée) et de septembre à décembre le budget voté (complet) avec réallocations. C'est pourquoi le **TABLEAU 11** des *postes budgétisés* ne correspond ni au budget voté, ni au budget complété de la rentrée suivante.

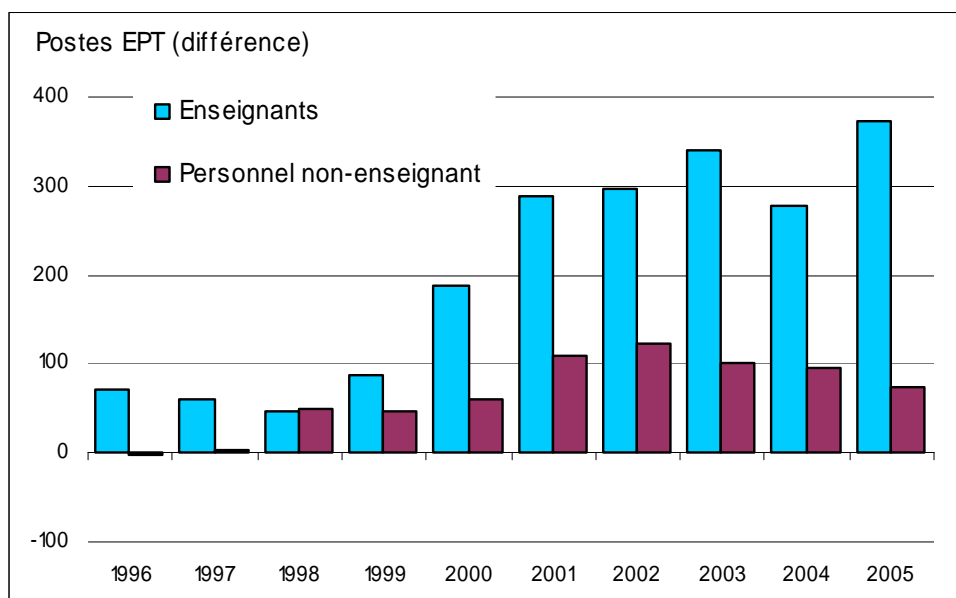
Le **poste occupé** est exprimé en EPT. Il faut faire la distinction entre poste occupé à *une date précise* (situation en fin d'année) et poste occupé *en moyenne sur l'année* comme dans le **TABLEAU 11**.

Les deux informations sont importantes, car les postes occupés en fin d'année permettent de faire une « photographie » du personnel, avec des répartitions selon différents caractères sociodémographiques, tandis que les postes occupés en moyenne annuelle permettent de faire un rapprochement entre dépenses de personnel et effectifs réellement employés par le DIP.

Jusqu'il y a quelques années, il était possible de produire indifféremment une statistique ou l'autre, mais des écarts de plus en plus importants obligent aujourd'hui à bien distinguer les deux approches. L'analyse des écarts (**GRAPHIQUE B** ci-dessous) montre que les écarts pour les enseignants dépassent le 3.0 % dès l'année 2000, pour atteindre 7.0 % en 2005. La différence pour le personnel administratif et technique dépasse 3.0 % en 1998, atteignant 7.6 % en 2002 pour redescendre à 4.2 % la dernière année.

**GRAPHIQUE B**

**Différence entre effectifs de personnel en moyenne annuelle et en situation de fin d'année (sans Université ni HES), 1996-2005**



© SRED, 2006

Ces écarts correspondent à la différence entre les relevés ponctuels (en décembre) qui se situent à un niveau plus élevé que la moyenne annuelle, qui, elle, intègre des périodes de moindre occupation.

Les **propres institutions** sont les écoles et autres institutions publiques faisant partie de l'administration du DIP et dont les comptes sont intégrés dans ceux de l'Etat (dépenses directes) que l'on retrouve sous le terme de « petit Etat », à l'exclusion des institutions financées par subventions ou toute forme de transfert (dépenses indirectes).

Le cas de l'Université est particulier. Avant 1996, celle-ci était considérée comme propre institution du DIP. Depuis l'introduction du système de « l'enveloppe budgétaire », l'Université est partiellement intégrée dans la comptabilité de l'Etat sous forme de dépenses directes (intérêts, amortissements, bâtiments), tandis qu'une grande partie des dépenses (personnel, biens et services) est couverte par une subvention forfaitaire. Un certain nombre de flux financiers n'apparaissent pas dans la comptabilité de l'Etat (financements fédéraux ou privés), mais seulement dans les comptes propres de l'institution.

**Statuts du personnel** : les chiffres et lettres se réfèrent à la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale (B5.0.5), au règlement fixant le statut des membres du corps enseignant (B5.1.4) et au règlement fixant le statut des membres du corps enseignant des professions de la santé (B5.1.6).

**Fonctionnaire** : (art. 4. B5.0.5) est fonctionnaire toute personne ainsi nommée pour occuper une fonction permanente après avoir accompli comme employé une période probatoire dont le Conseil d'Etat, respectivement la commission administrative concernée, arrête la durée et les modalités.

**Employé** : (art. 5. B5.0.5) est employé :

- le membre du personnel occupant une fonction permanente qui n'est pas encore nommé fonctionnaire ou qui ne peut l'être ;
- le membre du personnel engagé en cette qualité pour occuper une fonction non-permanente.

**Auxiliaire** : (art. 7. B5.0.5) est auxiliaire toute personne engagée en cette qualité pour une durée déterminée aux fins d'assumer des travaux temporaires dans l'administration ou dans l'établissement concerné.

Agent spécialisé : (art. 9. B5.0.5) est agent spécialisé toute personne engagée en cette qualité, en raison de ses connaissances particulières et de son expérience, pour accomplir une mission déterminée d'une durée limitée.

Pour les membres du corps enseignant non universitaire, les définitions sont les suivantes :

(art. 1. B5.1.4a) sont fonctionnaires les maîtres qui sont au bénéfice d'une nomination, d'une stabilisation ou d'une garantie de l'emploi du Conseil d'Etat ; (art. 2. B5.1.6) ...après avoir accompli comme suppléant une période probatoire qui est en principe de 3 ans (pour les enseignants du CEPSPE) ; les enseignants de l'Université au bénéfice d'un arrêté de nomination sont considérés comme fonctionnaires ;

(art. 1. B5.1.4b) sont candidats les personnes admises aux études pédagogiques ;

(art. 1. B5.1.4c) sont suppléants les maîtres secondaires engagés à l'année, pour autant qu'il y ait pénurie de fonctionnaires ou de candidats ; (art. 1A. B5.1.4) sont suppléants dans l'enseignement primaire, les enseignants qui sont engagés en cette qualité à l'année pour suppléer des titulaires d'une fonction permanente ou pour remédier à un manque circonstanciel d'enseignants au bénéfice de tous les titres requis pour l'enseignement ;

A l'Université, le corps enseignant se compose du corps professoral et de celui des collaborateurs de l'enseignement et de la recherche; les conditions de nomination et le statut du corps enseignant sont régis par la loi sur l'Université (C1.27.5) et les règlements d'application s'y référant (C1.27.6 & C1.27.7) ; les procédures de nomination universitaires présentent les distinctions suivantes : – les membres du corps professoral universitaire sont nommés par un arrêté du Conseil d'Etat sur proposition de l'Université ; – les collaborateurs de l'enseignement (à l'exception des assistants et des maîtres assistants) sont nommés par une décision de la Présidence du Département sur préavis de l'Université ; les maîtres assistants et les assistants sont nommés par le rectorat pour une durée limitée.

Les **structures scolaires** : regroupement des formations au sein des institutions. Certaines écoles ont connu des modifications structurelles depuis 1990. C'est le cas des établissements touchés par la création des filières HES dès 1998 (Ecole d'enseignement technique, Ecole des arts appliqués, Centre de Lullier). C'est le cas également du Centre d'enseignement professionnel, technique et artisanal (CEPTA) issu de la restructuration en 1996 du Centre d'enseignement professionnel pour l'industrie et l'artisanat (CEPIA, apprentissage en emploi) et des Ecoles techniques et de métiers (apprentissage à plein-temps en école). Quand la continuité des données ne peut pas être assurée, une rupture est introduite dans la série chronologique.





**SIGLES**

<b>CEFOPS</b>	Centre de formation professionnelle santé-social (ex-CEPSPE)
<b>CEPSPE</b>	Centre d'enseignement de professions de la santé et de la petite enfance
<b>CEPTA</b>	Centre d'enseignement professionnel, technique et artisanal
<b>CIA</b>	Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du Canton de Genève
<b>CO</b>	Cycle d'orientation
<b>CPC</b>	Cours professionnels commerciaux
<b>CTI</b>	Centre des technologies de l'information
<b>DAEL</b>	Ex-Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement
<b>DASS</b>	Ex-Département de l'action sociale et de la santé
<b>DEP</b>	Direction de l'enseignement primaire
<b>DF</b>	Département des finances
<b>DG</b>	Direction générale
<b>DT</b>	Département du territoire (dès 2006)
<b>EAA</b>	École des arts appliqués (ex-Arts décoratifs)
<b>EC</b>	École de commerce
<b>ECG</b>	École de culture générale
<b>EET</b>	École d'enseignement technique
<b>EP</b>	Enseignement primaire (y compris infantin)
<b>EPIA</b>	École professionnelle industrie et artisanat (apprentissage en dehors du canton)
<b>EPT</b>	Équivalent plein-temps
<b>ESBA</b>	École supérieure des beaux-arts, devenue HES
<b>GIAP</b>	Groupement intercommunal pour les activités parascolaires
<b>GIP</b>	Gestion intégrée du personnel, logiciel et base de données pour la gestion
<b>GIR</b>	Groupe des indicateurs de ressources, DIP
<b>HES-GE</b>	Écoles genevoises des la HES-SO et de la HES-S2 (les HES dans le texte)
<b>HES-SO</b>	Haute école spécialisée de Suisse occidentale
<b>HES-S2</b>	Haute école spécialisée romande santé-social
<b>IES</b>	Institut d'études sociales
<b>LPP</b>	Loi sur la prévoyance professionnelle
<b>OFS</b>	Office fédéral de la statistique, Neuchâtel
<b>OJ</b>	Office de la jeunesse
<b>OOF</b>	Office d'orientation et de formation professionnelle
<b>OFPC</b>	Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (ex- OOF)
<b>OPE</b>	Office du personnel de l'État
<b>PO (ou ESPO)</b>	Enseignement secondaire postobligatoire
<b>SCAI</b>	Service des classes d'accueil et d'insertion
<b>SG</b>	Secrétariat général du DIP
<b>SGIPA</b>	Société genevoise pour l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes
<b>SGX</b>	Services généraux, DIP
<b>SMP</b>	Service médico-pédagogique de l'Office de la jeunesse



## **BIBLIOGRAPHIE**

Baudelot C., Leclercq F. et al. (2004). *Les effets de l'éducation*. Rapport à l'intention du Piref. Paris : Ecole Normale Supérieure (Laboratoire de sciences sociales).

DIP (2005). *13 priorités pour l'instruction publique genevoise*. Genève : DIP.

Direction du budget de l'Etat et de la planification financière (2006). *Compte d'Etat de la République et canton de Genève pour 2005*. Genève : Département de finances.

Eurydice (2001). *Le financement et la gestion des ressources dans l'enseignement obligatoire – Evolution des politiques nationales*. Bruxelles : Questions clés de l'éducation en Europe.

OFS (2005). *Statistique suisse d'éducation – Dépenses publique d'éducation 2003*. Neuchâtel.

Siniscalco Maria Teresa (2002). *Un profil statistique de la profession d'enseignant*. Paris : BIT, UNESCO.

SRED (2003). *L'enseignement à Genève – 15 indicateurs annuels du système genevois d'enseignement et de formation*. Genève.

SRED (2005). *L'enseignement à Genève. Ensemble d'Indicateurs du système genevois d'enseignement et de formation*. Édition 2005. Genève.

SRED et SAFs (2005). *Ressources humaines et financières du DIP – Édition 2005*. Genève.

Wassmer Pierre-Alain (2002). *Encadrement par élève, année 2000-2001*. Genève : SRED et SAFs.

Wassmer Pierre-Alain, Baertschi Claude (2002). *Dépenses unitaires d'éducation – Méthode de calcul et analyse*. Genève : SRED et SAFs.

Wassmer Pierre-Alain, Baertschi Claude (2004). *Encadrement unitaires d'éducation – Analyse et méthode de calcul*. Genève : SRED et SAFs.

